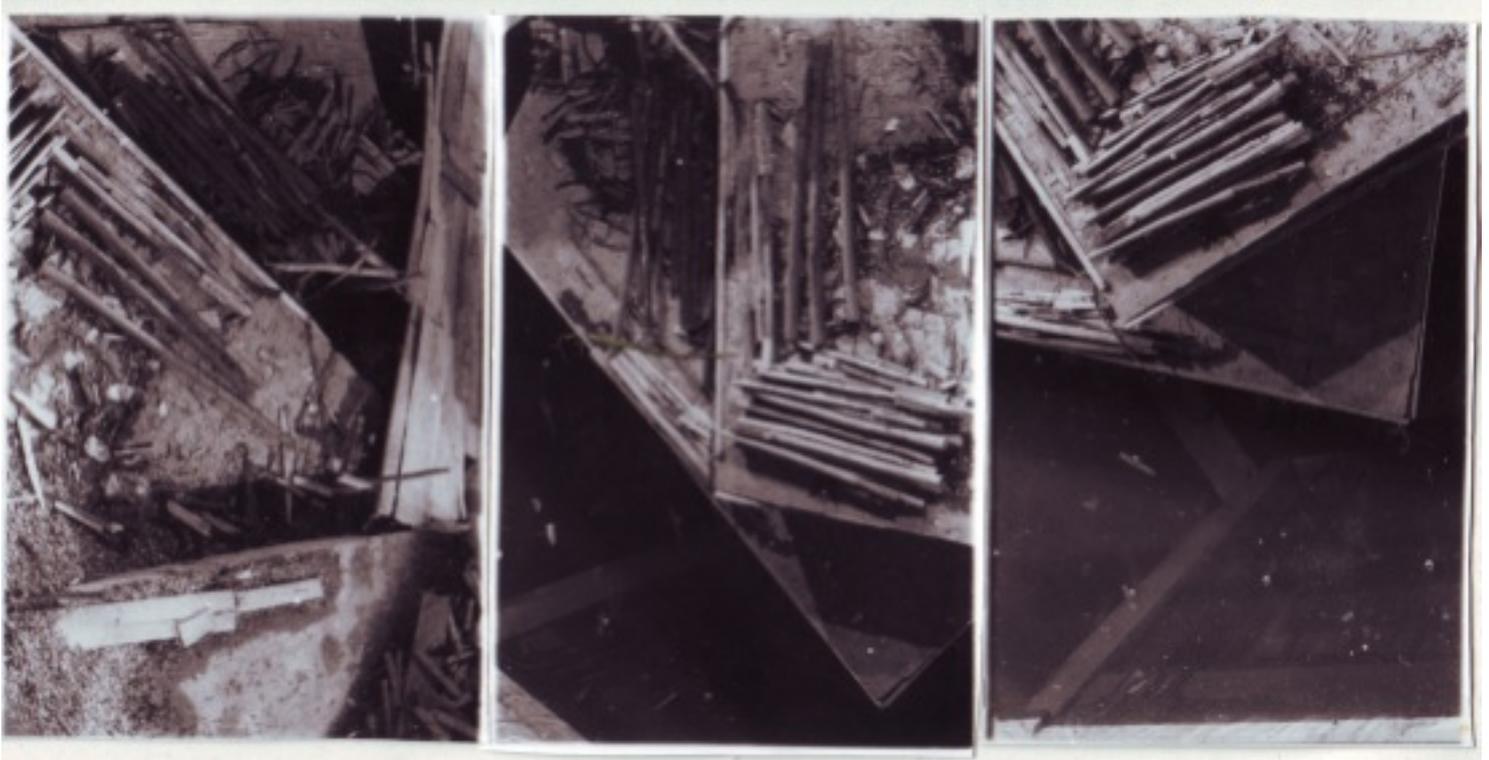


RESTRUCTURATION SANS FIN ARCHIVES



En guise d'introduction

Sans tomber dans les commentaires par à-coup, ni prétendre élaborer tout de go une théorie unitaire, nous voudrions participer à l'élucidation du tournant dans le mode d'exploitation et de subordination qui est en train de se vérifier à travers les curées d'austérité et autres étrillages de rigueur. Bien sûr, parler de restructuration « sans fin » signifie inscrire les involutions actuelles dans leur histoire c'est à dire la lutte des classes : les 30 ans de contre-révolution qui ont suivi la défaite prolétarienne des années 70 mais aussi la reprise, dispersée, timide mais réelle au tournant 2000.

A la marge ? (1) Une coïncidence cohérente

Cette « coïncidence » a peut-être été notée ailleurs mais elle mérite qu'on y revienne : au moment même où était examinée au parlement la réforme de la justice des mineurs, des députés UMP déposaient une proposition de loi sur le développement de l'apprentissage des jeunes. D'un côté, on votait la mise en place de la comparution immédiate et le placement en centre éducatif fermé dès 13 ans et de l'autre on préparait le retour de l'apprentissage dès 14 ans couplé à l'assouplissement de la législation sur l'utilisation de machines dangereuses par des mineurs dans l'entreprise. L'énième réforme de l'ordonnance de 45, la douzième en dix ans, alignant cette fois franchement la justice des mineurs sur celle des majeurs trouve donc son complément dans la fin des circonvolutions diverses (programmes « clipa », « dima », « apprentissage junior ») pour en finir avec la scolarité obligatoire jusqu'à 16 ans.

On pourrait bien évidemment geindre, à l'instar des juges et éducateurs qui en vivent, sur la fin du régime préventif, mais ce qui nous intéresse c'est la cohérence entre rognage de l'intermédiation éducative et retour de la prison comme « premier recours » pour les mineurs. La convergence dans l'abaissement des majorités pénales et infra-salariales résume bien les principes actuels de la gestion de la future force de travail non qualifiée : par un contrôle précoce et tatillon (Du « dépistage d'asocialité » au « Dossier unique de personnalité ») ne laisser d'autres alternatives qu'entre intégration à minima et ségrégation définitive.

On sait que l'assentiment à ces réformes a notamment été préparé par les divers cris d'orfraies, politiques et journalistiques, au sujet de la violence scolaire. Comme le notait le groupe TPTG dans son texte *Sur quelques luttes dans l'éducation en Grèce* : « Dans la mesure où l'enseignement public s'est approprié et a intégré des fonctions qui étaient historiquement accomplies par d'autres institutions sociales (la famille, la communauté ouvrière, l'atelier, la corporation), tous les conflits sociaux et les contradictions se manifestent sur son terrain. » Or, et on peut y voir là une conséquence des diverses luttes lycéennes en France comme ailleurs ces dernières années, c'est à un déplacement du terrain de l'encadrement et de l'affrontement hors de l'école que l'on assiste. Certes, il ne s'agit dans un sens que de l'avalisation juridique d'un régime de « désocialisation » spécifique de la jeunesse pauvre existant depuis longtemps (voire toujours) dans les faits mais là où apaches et blousons noirs restaient étroitement liés au monde ouvrier dont ils étaient issus, les lascars d'aujourd'hui vivent dans une relégation qui donne à la vieille alternative « travail ou prison » un sens nouveau.

Cette relégation qui a participé, au même titre que l'accession à la propriété dans les zones pavillonnaires, à la dispersion des collectifs ouvriers et la disparition d'une certaine identité de classe, suppose d'en venir à une logique de ghetto-reserve de main d'oeuvre qui puisse coupler

« exploitation de la force de travail et ostracisation sociale d'un groupe paria. » (Loick Wacquant in *Punir les pauvres*). Mais comme l'a montré l'annonce plus ou moins différée de la fermeture de l'usine PSA d'Aulnay-sous-bois, usine où ont été embauchés de nombreux jeunes des cités qui sont, pour certains, vite devenus des militants syndicaux combatifs, le patronat hésite fortement à puiser dans ce vivier si ce n'est sous la forme d'un intérim de pur ajustement et surtout, 2005 l'a prouvé, il faudrait briser une combativité bien vivace pour réellement créer de « l'employabilité » à cette marge.

Au croisement du Workfare et de l'Etat pénal, cette coïncidence législative n'est qu'une tentative de plus de donner une cohérence à la dés-intégration de pans entiers de la force de travail, à la fuite du capital face à un travail un peu trop vivant. Et, au moment où chez les hypersocialisés triomphe un jeunisme obsessionnel, « la plus belle jeunesse » ira, quant à elle, pourrir en prison...

A la marge ? (2) Les Roms, surpopulation absolue ?

Voilà ce qu'on pouvait lire dans le journal *Le Monde* daté du 18 juillet au sujet d' « une réforme radicale du régime de prestations sociales » votée par le parlement hongrois : « Les allocations chômage sont limitées à 90 jours et, à compter du 1^{er} septembre, les bénéficiaires d'aides publiques seront contraints de participer à des tâches d'intérêt général : nettoyage des rues, entretien des parcs et des forêts, chantiers de deux stades de football à Debrecen à l'ouest de Budapest. S'ils refusent, ils perdront leurs allocations, suivant l'esprit de la nouvelle constitution hongroise, où les droits sont mesurés à l'aune des devoirs envers la famille et la collectivité. Ce projet de travail obligatoire, qui vise surtout les Roms, la majorité d'entre eux vivant des aides sociales, figurait au programme du parti d'extrême droite Jobbik [célèbre pour sa milice : la garde hongroise Note de SDA].

Si les chantiers sont situés à plus de trois heures de route du domicile des ouvriers, ceux-ci seront logés dans des conteneurs. La surveillance sera confiée à des policiers qui avaient été envoyés prématurément à la retraite car « *ils ont les compétences nécessaires pour remettre au travail quelque 300 000 personnes* » a assuré le ministre de l'intérieur Sandor Pinter. La nouvelle réglementation autorise les communes à vérifier si les bénéficiaires sont dignes de toucher leurs allocations- notamment en inspectant la propreté de leur logement, voire de leurs sous-vêtements. »

(Joëlle Stolz *Hongrie : les libertés foulées par le pouvoir*)

Tout cela n'a pas manqué d'indigner certains éditorialistes, ce qui est tout de même assez comique alors qu'on célèbre le premier anniversaire du discours anti-Roms de Grenoble, que les travaux d'intérêt général obligatoires pour les allocataires du RSA ne sauraient tarder à entrer en vigueur et qu'on nous annonce la création d'un « FBI de la fraude sociale ». Même usage tactique de l'exclusion compensatrice, même morale punitive (la farce des droits et devoirs), même principe proto-carcéral de la mise au travail gratuit ; c'est à peine si l'un, Sarkozy, prend plus de pincettes que l'autre, le grand méchant Orban...Au-delà des ressemblances et des gradations se dessine un seul et identique modèle de Kaporalisation des restes d'Etat social (Nous y reviendrons).

L'acharnement contre les Roms est à la fois spécifique et emblématique. Ces communautés qui, en Europe de l'est, n'ont toujours été que marginalement intégrées à la société, victimes qu'elles étaient de discriminations constantes mais aussi d'une certaine culture endogame, constituent dans la contraction actuelle de l'accumulation à l'échelle européenne, une surpopulation au sens de Marx, c'est à dire « excédentaire par rapport aux besoins moyens de valorisation du capital et donc superflue. » (Le *Capital* T1). Mais, cette surpopulation n'est pas non plus « relative » car ces communautés sont, à l'exception des travaux saisonniers, globalement hors du

salariat et ne constituent pas un « matériau humain constamment prêt et *exploitable*, pour les besoins changeants de [la] valorisation. » (Marx *ibid.*). Bref, il ne s'agit pas, à court ou à moyen terme d'une « armée industrielle de réserve ». Malgré quelques vagues tentatives, l'entrée dans l'union européenne n'a pas inversée la tendance et n'a pas, au contraire, empêché un certain « revival » fascisant (Défilé de milices en Hongrie, construction d'un mur isolant le quartier rom à Baia Mare en Roumanie, etc.).

« Surpopulation absolue », les Roms le deviennent d'autant plus qu'ils se retrouvent piégés par la double contrainte de mobilité/ fixation de la force de travail dans l'aire d'accumulation européenne. L'intégration des pays de l'Est, comme mise à disposition d'une main d'œuvre supposée docile et bon marché mais aussi import massif de travailleurs (Par exemple les polonais en Grande Bretagne et en Irlande), est mise à mal par une nouvelle combativité ouvrière sur place (Cf. Grève chez Dacia en Roumanie, chez Hyundai en Tchéquie, sabotages dans l'usine Fiat de Tychy en Pologne, etc.) et la crise à l'ouest (notamment dans le bâtiment). Et quand on reproche aux Roms tout à fois le nomadisme (supposée criminel) ici et la sédentarité (supposée paresseuse) là-bas, bref de n'être exploitables nulle part, on rappelle à tous les modalités stricts de la « libre circulation » dans l'interchangeable et une de ses conséquences inévitables : la production régulière de surnuméraires.

On remarquera pour finir, que le conteneur, instrument par excellence de l'économie de flux mondialisée, trouve une nouvelle fonction dans l'encasernement des « superflus » locaux. Encasernement qui tend à se développer un peu partout, notamment au Danemark et aux Pays-Bas où se multiplient, là encore, les « conteneurs pour sociaux » à la périphérie des villes, dans lesquels de jeunes récidivistes sont obligés de résider avec leur famille pour une durée probatoire.

A la marge ? (3) Chargées de famille

Dans la longue liste des « mauvais pauvres » sont venues s'ajouter au travers de récentes mesures d'austérité, les mères de famille célibataires. Ainsi, en Grande-Bretagne sont-elles désormais obligées de chercher un travail pour garder leurs allocations tandis qu'en Allemagne le salaire parental a été supprimé pour les bénéficiaires de Hartz IV. Mesures surprenantes dans des pays où la démographie fortement déclinante n'est justement soutenue que par les pauvres, autochtones ou immigrés... Certes, on peut le constater dans n'importe quel quartier populaire de Berlin, il y a effectivement un évitement du travail par la maternité, une « prolétarianisation » au sens premier du terme (« Proletarius : qui ne compte dans l'état que par ses enfants ») ce qui alimente depuis longtemps aux Etats-Unis divers délires racistes ou sociaux-darwinistes. Il peut sembler légitimement douteux d'associer maternité et anti-travail, mais si nous recourons à ce raccourci, c'est qu'il met en lumière un des aspects central de la contre-révolution, c'est à dire, pour faire vite, l'échec du féminisme, la révolte contre le patriarcat s'étant retournée en promotion de l'émancipation sous l'égide de l'aliénation marchande et du salariat.

La dénonciation du travail invisible et non payé de la mère était un thème important du féminisme, notamment dans l'autonomie italienne et comme le constate Silvia Federici : « Dès le début des années 70, le refus par les femmes du travail domestique a pris la forme d'une migration massive vers le travail salarié. » (in *The restructuring of social reproduction in USA in the 70's*). Or, cette révolte restée à mi chemin, tout comme (mais aussi parce que) « l'anti-travail », va permettre au capital de reprendre l'initiative selon le principe constant de la restructuration : partir

de là où s'épuise la subversion pour achever, dans un sens inverse, ce qu'elle avait commencée (l'involution post-fordiste, la rétroversion post-moderne). Ainsi, cette migration qui s'est faite vers un salariat non qualifiée et précarisée, tout aussi routinier et répétitif que le travail domestique, participe de la néo-taylorisation des services et du délitement des vieilles normes contractuelles. De même, la fin relative du travail gratuit de la mère inaugure dans le même temps une nouvelle phase de subordination des foyers à la marchandise (« Dans la mesure où le système de salariat se développe, tout produit se transforme en marchandise (...) » Marx). La fin de la famille traditionnelle implique en effet de nouvelles modalités de reproduction de la force de travail par la massification des services à la personne et de la production alimentaire transformée (plats surgelés), l'explosion de l'industrie du divertissement ou du « souci de soi » (jogging, etc.). La fin du « cycle foyer/usine, salaire masculin/travail domestique » (Silvia Federici *ibid.*), débouche au final sur une émancipation en trompe l'œil (ne serait-ce que par l'épuisement que produit le double emploi), d'où le patriarcat, plus diffus, est loin d'avoir disparu. Précisons, qu'il ne s'agit bien évidemment pas ici de réhabiliter, sous on ne sait quel prétexte « objectif », le « Kinder, Kirchen, KÜche » mais de comprendre que c'est cette défaite des luttes, notamment féministes, des années 60/70 qui détermine encore le cours de la restructuration.

La salarisation extensive, pendant du chômage de masse, doit donc continuer. D'ailleurs, certaines féministes ultra-libérales poussent l'apologie du travail jusqu'à soutenir l'individualisation des droits sociaux c'est à dire ne plus fournir d'allocations aux familles en tant que telle pour pousser, « en dégradant leur situation », les femmes à travailler. Toutefois la reconversion du parc à rebus dans les services à la personne ou dans l'auto-dumping micro-entrepreneurial, n'est pas l'invention d'un nouveau régime d'exploitation mais plutôt la mise au sous-travail, ou sous tutelle, comme contrôle social à bas coût. L'important étant peut-être qu'un au-delà de la fausse alternative maternité et/ou précarité, c'est à dire une redécouverte de toute la critique féministe de la reproduction, ne puisse émerger. C'est pourtant le moins qu'on puisse souhaiter aux filles-mères de Wedding.

L'inactivité comme rapport de force (1)

Depuis 30 ans la lutte contre le chômage est d'abord une lutte contre ce qui reste de « travail organisé », que ce soit par les vagues successives de dérégulation par la surréglementation du marché du travail ou par le rôle décisif que joue cet épouvantail pour maintenir « l'entente forcée » dans les boîtes ou la docilité inquiète à tous les âges et bas étages de la société. Au-delà des petits jeux statistiques, l'inactivité (ne plus être compté dans la population active, c'est à dire salariés + chômeurs) a, elle aussi, participé à la multiplication des statuts alternatifs au salariat classique accompagnant l'essor du travail intérimaire et servi de soupape aux divers durcissements des régimes d'allocation-chômage pour ceux que l'on considère comme encore exploitables. Précisons qu'ainsi en Grande Bretagne 2,7 millions de personnes sont titulaires du régime d'invalidité, ce qui constituait avant la crise deux fois et demi le nombre de bénéficiaires de l'allocation chômage. De même au Danemark, ce sont 20% des 15-64 ans qui sont sortis plus ou moins définitivement du marché du travail. Mais le resserrement actuel des contrôles et la généralisation progressive du travail gratuit indiquent que nous sommes à un nouveau tournant. Pour en rester aux chiffres, il est clair qu'avec le vieillissement des populations, la gestion de l'inactivité devient centrale pour le capital : en ajoutant retraités et bénéficiaires des aides sociales, on en arrive, à moyen terme, à 25 millions d'inactifs en Allemagne, 19 millions en France et 17 millions en Grande Bretagne. Les retraités constituent un double problème puisqu'ils bénéficient de l'ancien régime de contractualisation de la lutte des classes, qui peut encore être rogné mais

difficilement supprimé et ne peut en tout cas pas être équilibré du fait de l'externalisation de la production (Aux Etats-Unis, on compte 3 retraités pour 1 actif chez General Motors). Ironie du sort, c'est un peu le travail « mort » (sa combativité passée et les mesures nécessaires à sa fixation cf. fidéliser pour lutter contre le turn-over) qui pèse sur le capital.

L'inactivité exprime donc une contradiction propre à la restructuration : comptes impossibles à solder de l'ancien cycle de luttes, rétablissement du rapport de force par la mise en quarantaine d'une partie du travail vivant traité comme valeur usagée et déséquilibre entre contrôle social sur une aire nationale et mobilité mondiale du capital. La création actuelle d'un « servile public » de la main-d'œuvre vise donc à pallier aux effets les plus saillants de cette contradiction en réduisant les coûts de reproduction du non-travail. Mais, comme l'ont montré les diverses aberrations émaillant l'offensive contre les régimes d'invalidité (un cul-de-jatte envoyé ramasser des asperges en Allemagne, un homme au bras plâtré considéré comme apte à porter des objets lourds en Angleterre, etc...), il s'agit plus de discipline que de valorisation (Nous verrons dans la deuxième partie pourquoi).

L'inactivité comme rapport de force (2)

Si elle a effectivement beaucoup démantelé, la restructuration n'en a pas moins approfondi et intensifié la subordination de la société à la production de masse/ consommation de masse. Toutefois cette socialisation extensive trouve sa limite dans la crise : la déflation salariale supposait la reproduction à crédit de la force de travail et l'exploitation à bas coût au Sud : bulles immobilières et luttes ouvrières sont venues mettre à mal ce fragile équilibre. Le compromis social basé sur l'enrichissement fictif s'étant évaporé, il ne reste plus qu'à redistribuer de la paupérisation. Tactiquement cet « a minima »-généisation s'accommode évidemment très bien d'ethnicisation et de dénonciation de l'assistanat car comme l'a si joliment dit l'économiste Olivier Pastré : « La crise des subprimes est arrivée par les pauvres. Elle se répercutera sur les pauvres. » Mais cet acharnement ne tient pas qu'à une simple misanthropie de nantis, derrière la guerre déclarée à l'inactivité c'est aussi la crainte que l'exclusion ne se transforme en une désaffiliation sociale plus radicale. Car si l'anti-travail des années 60-70 a été pour ainsi dire désarmé par le chômage de masse, le maintien de ce dernier à des niveaux élevés (ce en quoi d'ailleurs, il est devenu un indicateur de la conflictualité dans la restructuration), émousse sévèrement la propension à l'intégration dans une société où il faut désormais faire des pieds et des mains pour se faire exploiter. Les bêlements « indignés » masquent mal que, par exemple, toute une partie de la jeunesse a rejoint la cohorte des désabusés du salariat. Et comme le rappelait à très juste titre *La Banquise* il y a certain temps déjà : « C'est l'activité qui est essentielle. Emprisonnée dans le travail, elle en détermine l'évolution et les crises. Parce que cette activité est le centre de la vie sociale, la dualité antagonique travail-activité est décisive pour une révolution future. » (N°4 1986) C'est justement le re-développement de l'activité en dehors du travail qui inquiète les gestionnaires, voire les gauchistes qui proposent charitablement un revenu universel garanti pour le neutraliser.

Sans tomber dans la fable anti-industrielle de la révolution par le potager, il faut bien admettre que la redécouverte d'un certains nombres de pratiques et savoirs dessine en creux une sécession d'avec « le processus social de production ». « A partir du moment (..) où le produit individuel est transformé en produit social, en produit d'un travailleur collectif dont les différents membres participent au maniement de la matière à des degrés très divers, de près ou de loin, *ou même pas du tout*, les déterminations de travail productif, de travailleur productif s'élargissent nécessairement. Pour être productif, il n'est plus nécessaire de mettre soi-même la

main à l'œuvre, il suffit d'être un organe du travailleur collectif ou d'en remplir une fonction quelconque. » (Marx *Le Capital*) C'est au moment où la mise à l'écart cesse d'être productive, que sous l'inactivité, l'activité perce, qu'il devient aussi urgent d'appliquer le traitement de cheval du « workhouse » à cet insidieux « cancer de la société » (dixit Laurent Wauquiez). Bref, le chômage de masse comme contre-offensive, étend aussi l'anti-travail hors du travail.

En passant (1) La crise ! Quelle crise ?

La version la plus courante des explications plus ou moins magiques qui accompagnent le psychodrame boursier actuel peut se résumer comme suit : en 2008 les Etats ont sauvé les banques mais pour ce faire se sont ruinés, ce qui pousse les mêmes banques et les « marchés » à ne plus leur prêter qu'à des taux usuraires les menant ainsi à la faillite alors même que banques et « marchés » s'affolent d'un retour de la récession que les Etats ne pourront empêcher faute de moyens d'effectuer une politique de relance. Au-delà de ce qui est formellement vrai, on suggère avec ce galimatias qu'il n'y a rien à comprendre ni à faire si ce n'est opiner stoïquement aux plans d'ajustement présents et à venir. Sans vouloir éclaircir tous les phénomènes actuels d'un coup de baguette marxiste, on peut tout de même replacer quelques éléments de la « crise » actuelle dans leur contexte historique

Le moteur du capitalisme ce n'est pas la « surréalisation de la valeur » sur des échelles nano-temporelles mais un rapport social constant et conflictuel, l'exploitation, avec la force de travail partout dans le monde. La finance participe de ce rapport social mais elle n'en est pas le « deus ex machina », ni le « general intellect », moyen de la restructuration (rétablissement du taux de profit, centralisation et internationalisation du capital) elle est aussi un moment de son inachèvement (crise larvée de l'accumulation, oligarchisation, etc).

De même la dette publique, posée comme instance divine contenant tous les péchés des peuples et dont ils devraient se sentir solidairement responsables, si elle est en partie due au détricotage de toute la politique fiscale depuis 30 ans et à « l'off-shorisation » des grands groupes, elle exprime surtout un entre-deux qui tend à prendre fin. L'endettement public a servi à écoper déflation salariale et fuite du capital en maintenant un niveau relativement élevé de socialisation de la consommation. En ce sens il est le produit de la remise en cause inachevée du rapport social, c'est à dire du travail comme moment du capital, dans l'offensive des années 60-70. Celle-ci détermine l'entre-deux de la contre-révolution comme involution lente des conditions de l'exploitation : la réduction du travail à un coût sans que ses conditions de reproduction soient fondamentalement modifiées est le pendant inversé d'un anti-travail resté à mi-chemin. La vraie crise au nord ce serait plutôt cet inachèvement.

Et quand Poul Thomsen, représentant du FMI au sein de la troïka qui contrôle le plan d'austérité grecque, explique que « C'est impossible de réduire le déficit budgétaire sans récession. » Il ne faut pas s'arrêter au contresens, réduire un déficit alors même que les recettes baissent, mais comprendre que le cercle vicieux endettement-austérité est un instrument stratégique de la classe capitaliste.

En passant (2). Bref retour sur le mythe de l'automation.

L'annonce par la direction de Foxconn (sous-traitant d'Apple notamment) de sa volonté de remplacer 500 000 de ses employés par un million de robots en 3 ans pour remédier radicalement à la vague de suicides qui avait touché ses usines, si elle

confirme que la délocalisation intérieure, vers le centre du pays, ne résoud pas le problème de la combativité du prolétariat chinois, a le comique effet de revitaliser un mythe devenu plutôt désuet sous nos latitudes : la résorption de l'antagonisme par l'automation. L'occasion de faire, en passant, un bref retour sur le sujet...

A tâtons ou a grande enjambées, la dynamique de développement des technologies de production capitaliste c'est la lutte des classes : qu'il s'agisse de contourner un savoir-faire, de faire la guerre à la flânerie ou de se débarrasser d'exploités trop remuant, la substitution de capital constant, de travail mort à du capital variable, du travail vivant est en général la première mesure prise contre l'insubordination. Et effectivement dès les années 60, on commence à introduire de l'informatique, de l'électronique et de la robotique. Il s'agissait de franchir un nouveau seuil dans le contrôle de la production, de « diminuer la vulnérabilité de la chaîne de montage à l'absentéisme, au turn-over et plus généralement aux diverses formes larvées ou ouvertes de la résistance ouvrière. » (Benjamin Coriat *L'atelier et le robot*). Bien évidemment les secteurs les plus automatisés furent ceux où on employait les ouvriers spécialisés, les OS qui étaient à la pointe de l'anti-travail, (« La forme sociale actuelle d'automatisation les met prioritairement hors-jeu » Michel Freyssinet). De même, le passage plus ou moins organisé du charbon au tout pétrole correspondait aussi à la volonté de ne plus dépendre d'un secteur fortement combatif de la classe ouvrière disposant de surcroît d'un fort levier de pression comme l'avait montrée la grève des mineurs de 73-74 en Angleterre qui était parvenue à faire tomber le gouvernement du conservateur Heath.

Mais ce « troisième âge de l'automation » , à l'image de l'usine entièrement automatisée (L.A.M) inaugurée par Fiat a la fin des années 70, allait buter sur un obstacle de taille : l'impossible suppression du travail vivant. Tout comme les grands discours managériaux sur l'humanisation des tâches, l'automatisation totale est restée un mythe, mythe qui avait la douteuse particularité d'alimenter tout à la fois doxas patronales et gauchistes. Ces derniers, croyant trouver là la vérification du pronostic le plus regrettable de Marx, s'en donnaient effectivement à cœur joie : « Le communisme utilisera la base matérielle que lui lèguera le vieux monde. Surtout il développera les acquis techniques et scientifiques. Il le fera vite et mieux que le capital. » (4 millions de jeunes travailleurs *Un monde sans argent*) Ou encore, sur un mode plus délirant : « La technique contemporaine, la cybernétique et l'énergie nucléaire exigent une association consciemment planifiée des producteurs et des consommateurs s'appuyant sur l'autogestion. » (Ernest Mandel *La réponse socialiste au défi américain*). Si la vérité de l'automatisation tant vantée ou rêvée n'a finalement consistée qu'en un simple renversement du « travailler moins, gagner plus » des revendications de l'époque en un « produire plus avec moins de monde » qui semble atteindre aujourd'hui son apothéose, la restructuration aura eu au moins le mérite de voir s'effiloche le vieux progressisme révolutionnaire et sa sanctification des forces productives. Cette « euthanasie de la vision rentière » de l'histoire héritée de la social-démocratie permet d'ores et déjà de redécouvrir toute la richesse cachée des luttes ouvrières contre le travail (Cf. Michael Seidman *Ouvriers contre le travail* paru aux éditions Senonevero) au-delà de l'habituel épouvantail luddite...

Quand le silence s'ébruite.

Les émeutes anglaises sont jusqu'ici la première riposte à la mesure de l'offensive que représente l'austérité généralisée. « Criminelles » (dixit politicards et journaflics) elles le furent dans le sens où elles prennent au mot le « Hell » fare state où paupérisation organisée et traitement punitif du non-travail vont de pair. Elles ont été d'autant moins « raciales » qu'elles ont attaqué de plein fouet la gentrification, ce soft apartheid, montrant là une voie qui, on l'espère, sera suivie

ailleurs (Paris, Berlin notamment). Leur absence d'illusions s'est en tout cas vue confirmée par la fuite en avant sécuritaire choisie par Cameron qui, tout comme la crise des dettes souveraines continuant en course à l'échalote du plus de rigueur, indique que le « there is no alternative » traditionnel se décline désormais en tolérance zéro.

Comme en 2005, on a déploré le « mutisme revendicatif » des émeutiers et pourtant ce silence est un des ponts les plus intéressants entre ces deux mouvements. Qu'il inquiète est bien normal, car il suppose d'ores et déjà une radicalité qui ne se laisse pas phagocyter dans le politique et un démocrate bon teint ne peut que s'étonner de voir toute cette force vive se soustraire au régime neutralisant de la représentation. Certes les actes parlent par eux-mêmes et on pourrait d'ailleurs dire que ces émeutes pratiquent d'une certaine manière un « langage du signe » vis à vis de la société, dans le sens : « on a commencé, à vous de suivre » (La volonté de répondre à 2005 a ainsi parcouru tout le mouvement contre le CPE). Et si il semble difficile à admettre que se taire ne signifie pas nécessairement qu'on se résigne, c'est pourtant de juin 1848 aux multiples refus silencieux qui jalonnent l'histoire de « l'anti-travail », une vieille leçon du mouvement ouvrier.

Cette radicalité sans phrases vient aussi offrir un salutaire contrepoint à toute la vague « indignée ». Il ne s'agit pas d'opposer platement ces deux mouvements, (prolétaires combatifs vs petite bourgeoisie numérique ou réforme vs révolution), mais de comprendre que le silence des uns en dit tout de même long sur la vacuité des réclamations des autres. La revitalisation de l'illusion démocrate ou de cette forme précieuse du masochisme qu'est la non-violence ont suscité un concert effectivement indigne de pamoisons bienveillantes car tant de bonnes intentions si poliment exposées (à peine le mouvement avait-il commencé qu'on rédigeait une longue plate-forme de revendications) surjouaient presque l'inoffensivité. Surtout, on ne sortait pas de « sa place » dans la grande fiction sociale, où le désir d'intégration se faisait ainsi entendre sans bousculer en quoi que ce soit le monologue des « sacrifices nécessaires ». Bref, il y avait effectivement quelque chose de dérisoire à voir les participants de ces campements se laisser tranquillement berner par leur propres discours, se pétrifiant de commissions en service d'ordre pour que tout cela finisse en quelques sinécures médiatiques pour les plus malins et en élément de décor histrionnesque pour récit de grande crise.

Il n'y a pas de silence révolutionnaire qui s'opposerait à un caquetage réformiste mais une conflictualité qui doit refuser de se « laisser parler » par le capital, c'est à dire de continuer à fonctionner comme une de ses catégories.

La restructuration, en reléguant une partie de la force de travail dans les zones grises de l'économie informelle (les lascars, les sans-papiers) et de l'inactivité en sursis (Workfare, Etat pénal) et en dérochant peu à peu le sol sous les pieds de la traditionnelle classe de l'encadrement (réduction drastique du fonctionnariat, baisse tendancielle de la valeur d'échange des diplômes) crée les conditions d'une convergence de ces obsolètes qui n'ont plus grand chose à négocier. Mais cette convergence doit inventer son propre terrain. Si le silence s'ébruite des banlieues parisiennes au centre de Londres nous n'en sommes peut-être qu'au prélude.

A ce propos : l'étau communicationnel

Que d'un côté on se félicite des révolutions « facebook » et que de l'autre on s'affole de la guérilla par « blackberry » (type de téléphone très utilisé par les émeutiers anglais), ne révèle qu'une contradiction apparente. Le « reducio ad medium » souligne qu'on reste dans les limites du détournement. Et on aurait tort de croire que ce dernier puisse se formuler avec la même quiétude révolutionnaire qu'auparavant. Comme le disaient les classiques : « ce qui est pris conditionne la saisie », si rien

n'interdit un usage tactique de telle ou telle technologie, elles n'ont plus, loin s'en faut, la neutralité qu'on voulait bien leur attribuer.

Ainsi ces instruments de communication devenus omniprésents en une petite décennie ne se laisseront pas simplement « subvertir » puisqu'ils participent centralement de l'ordre social.

On sait que la « so-called » libération des mœurs, la liberté devenant nouvelle idéologie de la consommation, a multiplié les impératifs sociaux (jouir, rire, bouger, etc...) et étendu le maillage autoritaire de l'existence par les médiations marchandes et leur discipline des apparences. Cet approfondissement de la réification a justement trouvé un second souffle grâce au développement technologique, la miniaturisation notamment, qui a permis d'équiper chacun d'un arsenal de nouveaux outils qui donnent naissance à la convergence actuelle entre hyperconsommation et hypercommunication. Et, de façon concomitante, ce que la généralisation de la psychanalyse et de son monologue égotique avait préparé, les téléphones portables et diverses formes de cyber interactivité le réalise : le règne du bavardage unilatéral, sorte de retour de bâton après l'échec d'une révolte qui rêvait d'un « dialogue qui a fait vaincre ses propres conditions » (*La société du spectacle*). Bien évidemment, si « la profusion de termes techniques correspond très exactement à l'extension des domaines de la vie effectivement régis par la rationalité technique. » (J.Semprun), à l'ère des NTIC c'est le langage dans son ensemble qui tend à être technicisé. Ainsi, la recherche de l'optimum propre à toute démarche technique trouve sa pointe la plus avancée dans l'écriture phonétique très pratiquée par les jeunes. On remarquera d'ailleurs qu'on retrouve ce langage dit SMS dans les blogs et les chats : c'est à dire non pas du fait du seul outil numérique mais de son « utilité sociale », l'interactivité, qui en ne laissant peu, voire pas du tout, de place à l'élaboration, détermine cette involution philologique, car, est-il besoin de le préciser ?, on est bien loin ici de l'inventivité de l'argot, du verlan ou du hip-hop. Cette écriture ne joue avec, ni n'invente de mots mais se contente de les décomposer et tend donc plutôt à imiter les lignes de chiffres qui composent les programmes d'ordinateurs. La question : K S Q TU Fé ?, mieux encore que le fameux « T'es où là ? » bien connu des usagers de téléphones portables, illustre la nouvelle norme hyperactive du « da sein » et la régression de l'expression aux babillements du « ça ».

Enfin l'omniprésence de l'ordinateur, comme outil de travail et instrument de loisir, vecteur d'une mise sous tension de l'exploitation et de la consommation, moyen de surveillance dans les boîtes et la société, indique l'axe de l'hypersocialisation actuelle : la mobilisation de l'intime. Par l'intériorisation des objectifs, prôné par le management (« Il s'agit de mettre le salarié en situation de faire l'usage de soi, de ses émotions, de son intelligence, de son affect, de sa personnalité au profit de l'entreprise. » in *Le travail nous est compté*) et l'extraversion à haut débit, il faut désormais « s'investir totalement » (disponibilité, flexibilité, polyvalence) dans toutes les activités aliénées voire surenchérir dans la « common indecency » du dénuement suréquipé.

Face à l'exhortation autoritaire à la communication comme à la visibilité, il y a un ensemble de sécession « productive » à inventer. Le silence des émeutiers français et anglais en est une, la convergence éventuelle évoquée plus haut en créera nécessairement de nouvelles.

Le no-deal

General motor Strasbourg, Continental automotive, Osram Molsheim, fonderies Montupet, entre autres en France ; Fiat Pomigliano, Mirafiori en Italie ; Schlecker en Allemagne ; GM encore, Coca-cola ou Harley-davidson aux Etats-Unis... Autant

d'étapes d'un même no-deal qui s'impose un peu partout : en échange d'un « sauvetage de l'emploi », qui se formule le plus souvent sous la forme d'un sursis de 3-4 ans, des concessions tout azimut. Avec, certes, des gradations : ici on rognera sur les RTT alors que là-bas on baisse les salaires de 25%. Les tactiques patronales aussi se diversifient : mise en faillite puis rachat de l'usine, scission de l'entreprise en deux entités distinctes, licenciement massif pour réembaucher sous de nouvelles conditions, etc....

Quitte à paraître radoter la défaite, il nous faut pourtant y inscrire cette énième régression. Quand ce qui était radicalement critiqué devint des « acquis à sauver », le mouvement ouvrier organisé, après sa « victoire » à la pyrhus sur le prolétariat, se fit, dans son déclin, le courtier de l'involution salariale afin d'écoper les différentes vagues de « downsizing ». Ce tournant inauguré par l'UAW (United Automobile Workers) en 79 chez Chrysler avec un accord pour « sauver la firme », baisse des salaires et plus de flexibilité en échange de la défense de l'emploi, et qui se reproduira chez Ford puis GM, a eu pour version européenne ce qu'on a appelé le compromis Volkswagen. C'est en effet dans cette entreprise qu'IG-METALL inaugure en 84 sa nouvelle stratégie d'accompagnement sous le prétexte que « la menace pour l'emploi vient autant d'une modernisation retardée que d'une modernisation accélérée ». La réduction du temps de travail en échange de l'austérité salariale fait de la priorité à l'emploi le mot d'ordre d'un prolétariat sur la défensive, allant même jusqu'à l'union sacrée (CF: « Les profits d'aujourd'hui sont les emplois d'après demain » Helmut Schmidt)

Il semble désormais que même cette illusion de compromis soit condamnée à disparaître sous l'égide du No-deal actuel : les accords signés récemment indiquent qu'on est passé de « l'arrangement » à l'intimidation. Quand chaque licenciement accroît la productivité du travailleur restant ; que grâce au spectre du chômage, moins une entreprise a de salariés, moins elle les paie ou que la baisse du salaire nominal (exprimé en monnaie) semble toujours pouvoir être encore relativement compensée par un maintien du salaire réel (exprimé en marchandises achetables) grâce à la production discount délocalisée, on voit mal comment le « soliloque social » du patronat pourrait s'infléchir...

« C'est de la lutte des classes ! » a comiquement *déploré* un dirigeant syndical britannique au sujet du récent plan d'austérité, ce bel aveu n'en est pas moins un bon résumé du niveau actuel du rapport de force dans les métropoles. La relative sortie de la léthargie à laquelle on a assisté ces derniers temps (Continental, Caterpillar, Fiat, etc.), est resté rivée au dialogue et à la négociation face à un capital fuyant (c'est aussi le sens des séquestrations : retenir la direction) et on a même vu des reprises du travail ...contre l'avis de la direction (chez Fralib Gémenos (fabrication de sachets de thé Lipton).

Si il y a eu du gaz dans certaines usines, personne n'a encore saisi la « bonbonne » occasion de faire éclater à la fois illusionnisme syndical et chantage du capital. Et pourtant, c'est ce type d'« acte désespéré » (après tout le suicide n'est-il pas devenu un moyen de protestation courant et pas uniquement de l'autre côté de la méditerranée ?) qui ouvrirait une brèche dans ce cercle vicieux où la mobilité du capital renvoie constamment le prolétariat à sa propre fixation, le vif, délaissé par l'inerte, pétitionnant contre sa « mort sociale »... S'en prendre à l'outil de travail n'est plus une « abomination » théorique mais un geste de bon sens quand les revendications deviennent des apories, le compromis un vieux souvenir et les illusions sur un « retour en arrière sociale » un bourrage de crânes et d'urnes.

A ce propos (Lieux communs 1) : La grande fixation

Paradoxe inhérent au capital : lui qui met tout en mouvement (les hommes, les machines, les marchandises, les codes sociaux, etc..) doit se garantir dans le même temps la disponibilité et la docilité de la force de travail. La destruction de la société paysanne, véritable acte fondateur, avec ses chronologies différentes selon les pays (Cf. Rance des années 50 ou tout le prolétariat flottant actuellement en Chine), suppose de plus que cette prolétarianisation s'accomplisse comme disciplinarisation. Les phases dans la grande fixation de la force de travail en Occident sont bien connues : c'est l'exemple classique de l'Angleterre. D'abord l'accumulation primitive, les enclosures au XVeme siècle : clôture des champs ouverts et conversion des terres arables en pâturages, donc expulsion des paysans, mais « La création d'un prolétariat sans feu ni lieu –licenciés des grands seigneurs féodaux et cultivateurs victimes d'expropriations violentes et répétées- allait nécessairement plus vite que son absorption par les manufactures naissantes. D'autre part ces hommes brusquement arrachés à leurs conditions de vie habituelles ne pouvaient se faire aussi subitement à la discipline du nouvel ordre social. Il en sortit donc une masse de mendiants, de voleurs, de vagabonds. De là vers la fin du XV eme et pendant tout le XVI eme une législation sanguinaire contre le vagabondage. » (Marx *Le Capital*). Déjà l'Etat joue un rôle central dans l'organisation du futur marché du travail : le parlement adopte les « poor laws » qui répondent à la dislocation catastrophique du monde rural et décrètent l'obligation domiciliaire. Elles seront réformées en 1795, par la loi de Speenhamland qui instaure les « poor rates », sorte de revenu minimum : « (..) l'extension du système de Speenhamland et des systèmes de « distribution » sous toutes les formes s'explique par la pression des gros fermiers-dans un secteur qui a particulièrement besoin d'une main d'œuvre occasionnelle ou intermittente-soucieux de disposer d'une réserve de main d'œuvre permanente à bon marché. » (E.P. Thompson). Il y a à l'époque opposition entre la petite noblesse des campagnes et la bourgeoisie des villes sur le contrôle de la main d'œuvre, les poor rates gênant le développement d'un salariat moderne. Finalement Speenhamland est abolie en 1834, lorsque la bourgeoisie accède réellement au pouvoir politique, afin de permettre l'émigration de la force de travail vers les nouvelles manufactures. Enfin vers 1870, c'est la reconnaissance des premiers syndicats : leur existence suppose et permet une sédentarisation de la nouvelle classe ouvrière.

La seconde phase c'est la grande fixation fordiste aux USA pour lutter contre la malédiction du Turn-over. La forte immigration européenne fournit à l'époque un prolétariat idéal : sans culture de métier ni lien avec la vie campagnarde, bref sans autonomie possible. Mais, au tournant du Xxeme siècle, les résistances ouvrières commencent à freiner le développement du capital ce qui donne lieu à une double contre-offensive : d'abord le taylorisme qui avec le chronométrage veut briser la maîtrise ouvrière sur les temps de production puis le fordisme qui, avec la chaîne, subordonne complètement le travail vivant au travail mort. Le plus grand ennemi de Ford ce ne sont pas les syndicats, mais le turn-over, la fuite des ouvriers dès lors que les conditions de travail ne leur plaisent pas. D'où la mise en place du 5 \$/ day (Accompagné de contrôles tatillons de la moralité). Après les grandes grèves « sur le tas » des années 30 puis 40, Sloan à General Motors, va dépasser Ford en reconnaissant les syndicats et en les associant marginalement à l'organisation du travail. Hauts salaires, consommation de masse, syndicalisation, puis fonds de pensions voire intéressement et du côté de l'Etat, assurance chômage et sécurité sociale : la deuxième étape de la grande fixation est accomplie.

Cette dynamique de confrontation entre les classes (le capital doit sédentariser les populations qu'il a mis en mouvement) détermine les évolutions ultérieures jusqu'à aujourd'hui (le capital doit mettre en mouvement une société sédentarisée dans un certain garantisme social CF la « réforme » et les discours des journaux sur les

« blocages du marché du travail », « les freins à la croissance, etc....). La fixation de la force de travail, mise en crise par l'insubordination ouvrière, est devenue un obstacle dont le dépassement, la fuite du capital, crée la dynamique d'internationalisation.

A ce propos (Lieux communs 2) : Capital en fuite

Nous avons déjà beaucoup parlé de « fuite du capital », voilà donc quelques sommaires précisions sur le sujet.

Si la critique du salariat et de la marchandise fut massive et diffuse dans les années 60-70, elle n'a presque jamais convergée jusqu'à un seuil qualitativement supérieur de sécession avec le vieux monde : cette aporie de l'offensive prolétarienne contre la subordination réelle, dans et en dehors du travail, fut donc une sorte de fuite inachevée, à la fois dans le non dépassement des syndicats et la multiplication de fuites « feintes » : fuite en avant militaro (notamment en Italie), fuites de l'alternative (hippies) ou de l'identitarisme régionaliste ou sexuel. C'est en partant de cette limite d'une révolte largement démissionnaire (cf. l'absentéisme dans les occupations de Mai-juin 68) que le capital put reprendre l'avantage...en fuyant.

Dans la brochure *Aux Origines de l' « antitavail »* (Publiée par Echanges (BP241 75866 Paris cedex 18) en décembre 2005) Bruno Astarian note : « Michael J. Kapsa identifie l'année 1975 comme celle où la vague de protestation des OS américains s'inverse et commence à refluer. D'un côté, les patrons cessent d'investir dans les usines existantes. Le capital « fait grève et fuit ». « La mobilité du capital, qu'elle soit effective ou simplement menacée, devint un instrument pour modifier les fondations de la relation capital-travail ». Ainsi General Motors, face à la rébellion persistante de ses ouvriers, décide d'ouvrir de nouvelles usines dans le Sud rural des Etats-Unis puis au Canada mais semble rattrapé par les mêmes problèmes (Le syndicat United Automobil Workers, obtient l'extension des conventions collectives au usines du sud et fusionne avec son homologue canadien CAW). C'est donc surtout à partir des années 90 et grâce notamment à la crise de la dette du Tiers-monde au début des années 80, qui met fin aux expropriations de multinationales qui avaient atteints leur pic en 75, que la mobilité du capital devient mondiale. Et ce principalement dans les secteurs à main d'œuvre peu qualifiée là où il y avait justement le plus de combativité (le nombre d'OS dans l'industrie française a baissé de 38% en 30 ans).

La fuite du capital est la conclusion de l'offensive du prolétariat tirée à sa place et le moyen perpétuellement réutilisé, le fameux chantage à la délocalisation, d'approfondir son avantage dans le rapport de force.

Phase 2 ?

« La restructuration a été réalisée ; un nouveau modèle d'accumulation a été établi, et aussi paradoxal que cela puisse paraître, la restructuration est maintenue comme dynamique et s'intensifie à travers la crise interne de cette période. » (Blaumachen annexe au texte *Le temps des émeutes* disponible sur dndf.org)

La crise actuelle nous semble plutôt être celle de l'inachèvement de la restructuration (voir *La crise ! Quelle crise ?* sur ce blog). Le rétablissement du rapport de force n'a pas débouché sur un nouveau modèle (on ne bâtit pas une cohérence uniquement sur des « disjonctions »*) et le capital ayant, d'une certaine manière, épuisé le filon du retournement de l'offensive prolétarienne précédente, la contre-révolution bute donc, dans les métropoles, sur l'entre-deux qui lui servait de point d'équilibre : le post-fordisme a fait son temps. Dans ce sens c'est effectivement une nouvelle phase qui s'ouvre à travers l'emballlement de l'austérité (produite, rappelons-le, par la transformation stratégique de cette « crise de la crise » en crise des dettes souveraines).

Ce nouveau seuil de la restructuration, qu'on l'envisage à court (intensification de l'exploitation, attaque contre le non travail), moyen (paupérisation et rapatriement relatif du capital) ou long terme (Vers un nouveau mode de subordination ?), redéploie la lutte de classe sur une échelle nouvelle. Réintroduire de la plus-value absolue en achevant le renversement de l'indexation des salaires sur la productivité (Pour cette crapule de Blanchard, économiste au FMI, les pays européens doivent « (...) améliorer considérablement leur productivité, ou baisser leurs salaires, ou les deux. » *Le Monde* avril 2011), modifier définitivement la norme d'achat de la force de travail («Il faut en finir avec le dualisme entre les contrats à durée indéterminée et déterminée. » Blanchard *ibid.*) et y adapter les dispositifs de reproduction sociale : chaque moment de ce premier processus augure d'une confrontation que le chantage aux marchés ou autres ne suffira plus à neutraliser. Le tournant « despotique-démocratique » devrait donc se confirmer, ce qui parachèvera le délitement de l'encadrement classique (politique et syndical). Sortir de la crise supposera ensuite, pour le capital, de rétablir l'unité entre production et circulation, doublement mise à mal par la financiarisation et l'épuisement d'un cycle de globalisation, ce qui induira une forme de convergence nord/sud, incompris, dans les luttes . Enfin, il n'y aura pas de véritable rétablissement de l'accumulation sans nouveau mode de subordination, ce qui pose la question de la « force vivante » que peut encore pomper le capital : savoir et insubordination ouvrière asséchés, société transformée en usine totale : il y a t-il encore des recoins nouvellement valorisables dans l'interdépendance triomphante ?

Détour par la productivité

« L'instrument qu'ont les ouvriers pour enrayer cette exploitation par les patrons, c'est le refus du salaire comme compensation de la quantité et de la qualité du travail. C'est le refus du lien qu'il y a entre le salaire et la production. C'est la revendication d'un salaire établi non pas par les patrons en fonction de la production, mais en fonction des besoins matériels des ouvriers. » Nanni Balestrini *Nous voulons tout*
Comme le résume bien ce passage, l'offensive des années 60-70 avait mis en crise le cœur du compromis fordiste, le soi-disant « partage des gains de productivité » (en réalité une indexation relative des salaires). On sait que la restructuration est en train de finir de réaliser, mais dans un sens inverse, cette désindexation demandée par les ouvriers de Fiat : Aux Etats-Unis, selon une étude du bureau des statistiques du travail, la productivité a augmenté de 25% en 10 ans tandis que le revenu réel des salariés a baissé de 5%.

C'est bien évidemment un résultat de l'extension à de plus en plus de secteurs de la production « juste à temps », importation et hybridation « vers le bas » du modèle Toyota. Toutefois, la production de masse flexible rencontre ces dernières années un certains nombres de limites : structurelle (la vulnérabilité des flux tendus aux moindres aléas climatiques et surtout sociaux), techniques (la « démarche qualité » prise en défaut Cf. Rappel par Toyota de centaines de milliers de voitures ces deux dernières années) ou physiologiques (la chasse aux « gestes inutiles » et le « one best way » finit en TMS –troubles musculo-squelettiques- qui ont été multipliés par 13 depuis 10 ans en France, faisant perdre 25 millions de journées de travail).

L'énième pressurisation qui s'annonce (hausse de la productivité, suppression d'effectifs et baisse des salaires) en rajoutera certes dans l'inflexibilité (voir *Le No-deal* sur ce blog), mais on peut se demander si la coopération productive obtenue autoritairement pourra tendre beaucoup plus «l'élasticité humaine» (Marx) : « Le moyen de travail est dès lors un *perpetuum mobile* industriel qui *produirait infiniment*, s'il ne rencontrait une barrière naturelle dans ses *auxiliaires* humains, dans la faiblesse de leurs corps et la force de leur volonté. » (Le Capital Chap XV).

La « méta-taylorisation » du travail s'est bien sûr aussi transférée dans la vie sociale : la vitesse devenant mesure d'à peu près tout. Au delà des dénonciations convenues de la « dictature de l'urgence », il est intéressant de noter que la consommation, s'appuyant de plus en plus sur des biens chronophages (téléphonie, internet), dans le sens où ils font perdre du temps sous prétexte d'en gagner (Cf. les promesses non tenues de l'automobile), alimente la lancinante impression que les loisirs « travaillent ». De même, chez les employés et les cadres, individualisation et mirage carriériste impliquent en plus une harassante élévation des normes de « reproductivité » (la multiplication d'activités d'entretien « de soi »). Bref, travail et temps abstraits tendent à se concrétiser en épuisement cognitif et physique. Et l'usure mettant fin aux illusions du partage (du progrès technique et de son « expropriation » révolutionnaire), la mobilisation générale sous l'égide « du sang, de la sueur et des larmes » pourrait bien trouver là une nouvelle « barrière naturelle ».

Post scriptum : Si, classiquement on pouvait dire que « la productivité dépend très souvent de la capacité de l'entreprise à utiliser le jeu des normes sociales qui s'établissent dans les collectifs de travail- à faire jouer les salariés à son profit. » (Thomas Coutrot *L'organisation du travail*) Il s'agit dans le système actuel de jouer les uns contre les autres (jeunes/vieux, CDI/CDD, techniciens/opérateurs, etc.) tout en déplaçant « la figure » de l'autorité vers l'extérieur de l'entreprise (par la commande par l'aval, c'est à dire la pression du client), le procédé technique (« le flic est dans le flux » J.P Durand) ou la situation comptable (« La violence de la situation qui est faite aux salariés semble devoir être mise en parallèle avec la vulnérabilité structurelle de l'entreprise (...) Tout se passe comme si l'on reportait la fragilité structurelle de l'entreprise sur les ouvriers eux-mêmes afin de les culpabiliser. » Beaud et Pialoux *Violences urbaines, violences sociales*). Que ce modèle de management se soit « sécularisé » en politique dans un « diviser pour mieux régner à souveraineté limitée » (Cf. Sarkozy, les Roms et les marchés), résume assez bien la cohérence relative du « tournant despotico-démocratique » en cours.

Le mirage de l'humanisation

Il fut un temps où pour contrer l'insubordination ouvrière ; managers, technocrates et syndicalistes ont caressés l'idée de rétablir la productivité par l'enrichissement des tâches, « l'humanisation du travail ». Cet humanisme de l'exploitation trouva sa concrétisation la plus achevée dans l'usine Volvo d'Uddevalla, fonctionnant selon les normes de la « production réflexive », c'est à dire le montage complet du véhicule par de petits groupes. Notons qu'au même moment, alors qu'il devenait le modèle de l'industrie mondiale, le toyotisme entraînait en crise au Japon (fort turn-over et problèmes de recrutement) et on envisagea là aussi de « relâcher un peu la pression » (baisse des normes de productivité, création de stocks tampons, etc..). Finalement l'usine d'Uddevalla a fermé en 95 et Toyota est sorti de la crise en recourant massivement à l'intérim : licenciements et chômage de masse se sont avérés de biens plus efficaces remèdes que la « revalorisation du travail ». Le travail rebelle fut donc progressivement ramené à sa dimension première de simple capital variable, de coût et là où la socialisation salariale avait échouée, la précarisation-fléxibilisation allaient devenir les meilleurs fourriers de la docilisation.

Au-delà des vieux fantasmes idéologiques d'« optimum social », « l'humanisation » correspondait en fait à un certain stade de confrontation. Ainsi, comme le notait René Loureau dans *L'analyseur LIP* : « Dans la pratique ouvrière elle-même, la convergence et, à la limite, l'équivalence des luttes de la base et des expériences

patronales les plus avancées sont surprenantes. Chez Lip, comme chez Cousseau à Cerizay, les ouvriers et ouvrières insistent sur le fait que les cadences et les chefs sont supprimés, que la rotation des tâches ou la suppression de postes transforment radicalement l'ambiance. Or, il s'agit là des préoccupations modernistes du patronat, lequel a parfois une bonne avance non seulement sur les revendications ambiguës des syndicats, mais sur le passage à l'acte de la base. » Mais toutes les utopies du contre-planning (« Le contre-plan, c'est l'ensemble des initiatives que les ouvriers prennent sur les lieux de travail pour corriger l'irrationalité du système (..) » Loureau *ibid.*) comme prémisses au contrôle ouvrier ou au rétablissement de l'autorité patronale (les deux fonctionnaient de pair), ont été démenties par la vitalité de l'anti-travail. Comme l'a bien résumé Bruno Astarian : « Dans les années 60-70, les modalités de la résistance à l'exploitation sur le lieu de travail ont été dénommées antitravail parce qu'elle n'étaient pas associées à aucune proposition alternative de développement du travail dans une société libérée de l'exploitation. » (*Aux Origines de l'« antitravail »* Publiée par Echanges (BP241 75866 Paris cedex 18). Le rétablissement de la productivité ne pouvait donc s'opérer de façon pérenne à partir d'une ré-implication « positive » des salariés car, à quelques exceptions près, les luttes n'en dessinaient aucun modèle.

Pendant ce temps-là : brèves remarques autour de la « faillite » de Dexia

Un cas d'école

Ce qui était au départ une institution classiquement fordiste (La caisse d'aide à l'équipement des collectivités locales), transformée en Crédit local de France en 87 en vue de sa privatisation de 93, avant que la fusion avec le crédit communal belge et des rachats tout azimuts (en Europe mais aussi aux Etats-Unis) n'en fasse un mastodonte dopé aux prêts toxiques : voilà un « destin » qui résume bien quelques lignes de force de la mutation de l'appareil étatique dans la restructuration.

Qu'on prenne par exemple le parcours de celui qui fut le patron emblématique de cette banque, Pierre Richard, haut fonctionnaire devenant PDG de la structure dont il avait organisé la privatisation, comme tant de technocrates français ou d'oligarques post-soviétiques, et qui semble avoir gardé de son passage par la haute fonction publique le goût des montages pharaoniques. Mais il n'était pas le seul à être engagé dans la conversion des conglomérats publics en oligopoles continentaux voire mondiaux (EDF, Orange, etc....) et la braderie qui continue (privatisations en cascade en Grèce, au Portugal, etc..) attise moult boulimies. Le « fordisme étatique » (Robert Boyer) « à la française » a certes réussi son tournant mais après avoir assouvi ses grossiers appétits, il risque bientôt d'avoir à compter ses acabits.

L'interdettependance

« La hausse du franc suisse, c'est un collègue en moins pour la Seine st-denis » s'alarme Claude Bartolone, président du conseil général. Il a effectivement hérité de ses prédécesseurs communistes (sic) d'une série de prêts indexés sur le différentiel entre l'euro et un franc suisse qui ne cesse de monter (d'autres étaient indexés sur le yen ou le dollar). Cette hausse est notamment produite par un refuge de capitaux, italiens entre autres, due aux incertitudes actuelles dans la zone euro. Une logique patrimoniale somme toute classique face aux ajustements cosmestiques de la fiscalité des hauts revenus dont on nous rebat les oreilles. Donc (en schématisant fortement) quand un bourgeois milanais part planquer son fric à Genève, il prive de sortie scolaire les élèves d'un collège de Bobigny.

L'exemple est caricatural mais au-delà des jérémiades sur la financiarisation, il illustre « l'interdépendance » généralisée, résultat et moyen de la restructuration. Ainsi du crédit socialisateur du capital à la socialisation à crédit, le taux d'intérêt participe de la confusion générale des causes et des effets (écologiques et sociaux) : dans la « belle totalité » actuelle, un tsunami japonais se répercute jusque dans les cantines scolaires.

La restructuration se décentralise

La faillite de Dexia et la probable mise sous tutelle des collectivités locales que cette banque a contribué à surendetter, tout comme les séries de mesures de rigueur prises par les régions espagnoles (« Le parti populaire a sorti la tronçonneuse pour couper à ras dans l'Etat providence » a récemment dénoncé le porte-parole du gouvernement espagnol), ou les Etats américains, montrent que la décentralisation de la restructuration est en marche. Ce qui avait été préparé par des transferts massifs de responsabilités se répercute en coupes sombres avec arbitrages à géométrie variable. Là encore, rien de bien nouveau puisque c'est par la quasi mise en faillite de l'Etat de New York en 75-76 que commença le rabotage massif du welfare aux Etats-Unis.

Tactiquement on disperse les premiers ajustements dans le secteur public, telle que cela a déjà été commencé à travers les partenariats public-privé qui permettent tout à la fois de masquer les dettes et de supprimer des fonctionnaires territoriaux aux statuts trop contraignants. Et avec la désindustrialisation (les derniers hauts-fourneaux de Lorraine et de Belgique sont en train de fermer), on peut subodorer que la multiplication des statuts (de la zone franche à la zone économique spéciale ?) va sournoisement se poursuivre sur le mode du dumping social, telle qu'il existe d'ores et déjà aux Etats-Unis. Toutefois, c'est à ce petit jeu que la Chine est en train de se brûler les doigts, la concurrence entre collectivités locales pour attirer les investisseurs à coup de construction de bureaux bute sur les nombreuses résistances aux expropriations, un endettement là aussi endémique et d'aucuns crient à la bulle immobilière. Le remodelage de la géographie de l'exploitation réserve encore bien des surprises.

(Dé/re)territorialisation

« En 1954 aux USA, Mr Malcolm Mc Lean exploitait des camions semi-remorques entre New-York et Houston, traversant huit Etats dont les réglementations routières étaient différentes. Pour y échapper, il eut l'idée d'embarquer ses semi-remorques sur des navires pétroliers aménagés à cet effet. Le conteneur et le porte-conteneur venaient de naître. » (Bertrand Gilles in *Histoire des techniques*) De nos jours, un autre Mr Mc Lean pourrait se contenter de faire travailler des chômeurs de Georgie pour 1 \$ de l'heure, d'acheter des droits à polluer en Californie et de placer son argent dans le Delaware. Mais cela il le doit à son prédécesseur, qui en voulant se soustraire à des espaces différenciés de législation a, plus qu'un procédé technique, inventé un art de l'évitement qui, de paradis fiscaux en pavillons de complaisance, caractérise, comme on le sait, la mondialisation du capital. Et la dérégulation en retour dessinait et dessine d'autant plus dans la crise actuelle, la radieuse perspective d'un retour « au bercail » (la conteneurisation semble d'ailleurs entrer dans un cycle de rendements décroissants).

La forme rattrapée par le fond

Quoi qu'elles encombrant encore, les catégories politiques issues du fordisme (compromis, progressisme, souveraineté, etc....) sont rendues irrémédiablement obsolètes par l'attaque contre ce qui reste de reproduction socialisée. Comme résumé il y a longtemps déjà : « *La superstition politique* est seule à se figurer de nos jours que la cohésion de la vie civile est le fait de l'Etat, alors qu'en réalité, c'est au contraire la cohésion de l'Etat qui est maintenue du fait de la vie civile. » (*La Sainte famille*)

La cohésion de la vie civile maintenue « à perte » ces dernières décennies se réalise en faillite de l'Etat qui n'a plus qu'à solder les comptes et mettre celle-ci en coupe réglée. Fond de commerce ou fausse conscience, l'illusion politique aura donc toujours plus de mal à se convaincre que « L'Etat est la révolution » quand il délaisse ses oripeaux de médiateur pour ne garder que ses vieilles frusques régaliennes. Mais si désormais les attributs formels suffiront difficilement à travestir l'effectivité du tournant de l'exploitation, de l'horizontalité lénifiante (ce post-léninisme !) aux compensations « hiérarchiques » (racisme), la gamme d'impasses reste large. Après tout, la précédente vague d'offensive, au tournant 2000, n'a-t-elle pas finalement aboutie en Amérique Latine à une permutation ploutocratique (Chavez et autres Kirchner) ?

Le débordement de la forme politique par le contenu qu'elle est sensée neutraliser sera en tout cas un des enjeux de la période qui s'ouvre. D'ores et déjà, la violence qui réapparaît un peu partout montre que l'encadrement classique ne pourra pas sereinement encaisser les luttes dans la protestation, ce qui ne veut pas dire qu'on fera l'économie d'une critique offensive des catégories politiques anciennes (issues du mouvement ouvrier) ou nouvelles.

Qu'on prenne la question de l'oligarchie : certes elle fait le bonheur de ce clown de Mélenchon ou de ces charlots de Pinçon, mais il faut bien reconnaître qu'elle est « produite » par la restructuration. Au nord, le rétablissement du taux de profit, par la mutation progressive des parts de la valeur ajoutée, aboutit au captage des gains de productivité par une infime minorité, ce qui a en partie mené « à sacrifier l'accumulation du capital au profit du revenu personnel des capitalistes » (*A contre-courant*), donc à la « surfinanciarisation ». Au Sud, la mutation des socialismes par le biais des privatisations des années 90, s'achève en un népotisme kleptocratique ne pouvant, encore moins que son prédécesseur, prétendre garantir développement et redistribution. Dénoncée ici (« Nous sommes les 99% »), sérieusement bousculée là-bas (les révolutions arabes), l'oligarchisation n'est qu'un moment d'un rapport social qui sape les bases mêmes (la superstructure socialisatrice) de la séparation politique telle qu'héritées du cycle précédent. Cette recomposition de la classe capitaliste dans la contre-révolution (« Les divers individus ne constituent de classe qu'autant qu'ils ont à soutenir une lutte commune contre une autre classe. » Marx) ne fait que renvoyer le prolétariat à sa contradiction qu'expriment notamment les luttes contre le déclassement dont les diatribes contre l'oligarchie sont le mot d'ordre : c'est d'« en dehors », contre ce qui le constitue et le reproduit, donc contre le politique, qu'il pourra reprendre l'initiative.

Et si on entend partout se féliciter du renouveau démocratique amené par les révoltes arabes, sans parler de la bienveillance qui entoure l'indignation mondialisée, les bonnes âmes feraient bien de ne pas se réjouir trop vite car la fin des illusions à Athènes pourrait bien trouver un écho dans la déception à Sidi-Bouزيد.

Crise de l'Union Européenne : zone monétaire optimale, guerre sociale

L'intégration européenne a été un facteur déterminant de la contre-offensive capitaliste à la fin des années 70 : qu'on pense par exemple à la mise sous tutelle de l'Italie lors de son entrée dans le Serpent monétaire Européen en 1979 qui prépara la défaite de 1980, à la généralisation des politiques de « désinflation compétitive » (Cf. le fameux « tournant de la rigueur ») ou au démantèlement coordonné de certains secteurs de production (construction navale, textile, sidérurgie, chimie).

L'instauration de la monnaie unique et l'élargissement à tout va visaient à franchir un seuil nouveau tant dans l'homogénéisation que dans l'organisation de la division du travail à l'échelle continentale, avec la commission européenne et la BCE comme « capitaliste collectif » à minima. Mais cette nouvelle étape d'intégration/coordination ne pouvait être franchie sans mettre un terme à la première phase d'accompagnement de la restructuration (facilitation des « transitions démocratiques » de l'Espagne, du Portugal et de la Grèce, où les aides européennes permirent d'acheter la paix sociale, amortissements divers à la dérégulation : politique agricole commune, etc.). De moyen, la construction européenne devait devenir fin.

Le mouvement a été préparé par la privatisation/conversion des conglomérats publics en oligopoles transnationaux, la décentralisation (Voir *Brèves remarques sur la faillite de Dexia*), l'encadrement de la mobilité de la force de travail (espace Schengen) et s'est même donné comme idéal le modèle productif allemand pourtant fondé sur l'assemblage d'éléments produits dans l'U.E mais hors zone euro (d'où l'attachement du capital allemand à un euro fort qui permet d'aller s'y fournir à moindre coût). Mais si la crise des dettes souveraines, crise et fin de la première phase de la restructuration, ouvre effectivement la voie à une accélération de la transition sous le prétexte commode de la pression des marchés, le chemin va être encore long.

On peut mieux expliciter cela en recourant, une fois n'est pas coutume, à l'économie politique bourgeoise. Au début des années 60, Robert Mundell a développé la notion de zone monétaire optimale pour mettre « en lumière » conséquences et exigences de l'introduction d'une monnaie unique entre plusieurs pays. Puisque dans une union monétaire, la manipulation du taux de change ne peut plus être un moyen de répondre aux aléas de conjoncture, « ce sont les mouvements de prix et de salaires ou encore ceux de main d'œuvre ou des capitaux qui permettent d'ajuster les différentiels de compétitivité ou de productivité ». Bref pour qu'une zone monétaire devienne optimale, il faut en finir avec les aires d'accumulation nationales classiques, donc à l'architecture des rapports sociaux qui leur correspondent et redistribuer l'exploitation à l'échelle continentale, le fameux « fédéralisme budgétaire » ne visant à rien d'autre qu'à cela. Mais pour harmoniser effectivement le nivellement, encore faut-il que l'« effet domino » fonctionne dans le bon sens, celui de la défaite car ce qui se passera à Athènes influera directement sur la suite à Rome ou Paris. Tout le petit jeu avec la souveraineté, que ce soit celui des agences et leurs notations ou d'un Papandréou avec ses velléités de referendum ou encore les épouvantails agités par tel ou tel politicard, indiquent suffisamment que, pour le capital, la partie est loin d'être gagnée.

Toute la dramaturgie des sommets et sauvetages in extremis ne masque pas que la transformation de la zone euro en zone monétaire optimale est entrée dans son périlleux « moment nécessaire » d'intensification de la guerre sociale. Et maintenant que le sort des pays les moins développés d'Europe ne fait que montrer aux pays les plus développés « l'image de leur propre avenir », ce *De te fabula narratur* rend bien dérisoires les petites comptines social-démocrates et altercapitalistes et le cantonnement des luttes dans les ornières nationales.

Quelques banalités au sujet de la BCE

La banque centrale européenne est le relais entre les deux phases de la restructuration comme construction européenne. Son principe fondateur, contenir l'inflation c'est à dire imposer la déflation salariale, est maintenu avec d'autant plus de rigidité qu'il est le ciment du couple rigueur-recession. Et les dernières aberrations locales « inacceptables » (dixit Trichet au sujet de l'indexation automatique des salaires sur l'inflation en Belgique) cessant bientôt de faire obstacle, on va pouvoir effectivement ajuster exploitation et reproduction à l'échelle continentale.

Ni ennemie, ni émissaire c'est bien évidemment la BCE qui permet aux « marchés » de « faire la loi » puisque le contrôle strict de l'émission monétaire est la condition du pouvoir des liquidités transnationales. Et qu'à la tête d'Etats devenus simples courroies de transmission on retrouve désormais un de ses anciens gouverneur (Papademos) ou un commissaire européen à la concurrence (Monti) alors qu'elle est désormais dirigée par un ancien de Goldman Sachs (Draghi), au-delà des classiques « revolving doors », entérine dans les faits cette sainte alliance. Certains pourront toujours y voir un complot (trouvez le Rothschild !) ou une incohérence de plus du capitalisme (qu'il serait temps de confisquer aux capitalistes, ces incapables !) mais derrière la petite comédie du « bon flic (BCE)/mauvais flic (Les agences de notation) » il n'y a que la cohérence stratégique de l'offensive actuelle du capital. Ainsi le démantèlement des restes de secteur public (Privatisation des postes, du secteur énergétique, des infrastructures et compagnies de transport) sous l'égide des technocrates revenus de Francfort permettra de passer le relais aux experts en fusion-acquisition qui ne sont que les petites mains d'un secteur oligopolistique qui est d'ores et déjà la clé de voûte du bloc européen.

Politique monétaire : rapides approximations historiques

Ce qui suit n'est qu'un résumé introductif et « rase-moquette ». Sur le même sujet, voir le texte Crise, la fin des rafistolages dans le dernier numéro (138) d'Echanges (Bp 241 75866 Paris cedex 18 et www.mondialisme.org)

La politique monétaire constitue en quelque sorte l'Everest de la mystification économique : l'inintelligibilité y atteint son summum. Pourtant si on la considère sans œillères objectivistes, c'est à dire comme moment d'un rapport social, on peut percevoir comment elle a participé et participe d'une stratégie de la classe capitaliste. Petit récapitulatif préalable: l'accord de Bretton woods, qui consacrait le dollar comme monnaie d'échange mondiale garantie sur l'or, était le pivot de l'équilibre international du capitalisme des « trente glorieuses » puisqu'en assurant la fixité des taux de change, il limitait les déplacements de capitaux et par la création d'institutions tels le FMI pouvant faire crédit aux pays dans le besoin, pérennisait le cadre national dans lequel le compromis fordien, symbolisé par l'indexation des salaires sur la productivité, assurait la conjonction « harmonieuse » entre production de masse et consommation de masse.

Mais dès 67, les patrons américains, voyant l'économie ralentir du fait de l'aggravation, par les luttes, du différentiel entre le salaire horaire des ouvriers américains et celui des ouvriers allemands ou japonais et arguant d'une sous-évaluation des monnaies étrangères, demandent à suspendre la convertibilité dollar-or pour faire tourner la planche à billet : de 69 à 71 les sommes en dollars présentes sur les marchés financiers doublent et les hausses de salaires sont compensées par l'inflation. Avec l'abandon définitif du vieux régime de change (71/73), on passe du système papier au système papier-papier, au dollar flottant; remise en cause qui

conduit au choc pétrolier (les pays pétroliers augmentant unilatéralement leurs prix pour être sûr de n'être pas payé en monnaie de singe) et « casse » la croissance mondiale. Dans un article paru en octobre 1976 dans la revue *Zerowork La monnaie dans la crise mondiale : la nouvelle base du pouvoir capitaliste* Christian Marazzi a bien analysé les implications stratégiques de l'inconvertibilité du dollar : « Le défi lancé par les Etats-Unis en 71 avec l'inconvertibilité est le point de départ de la contre-attaque du capital dans la crise actuelle (.) depuis le début de cette contre-attaque, le capital international a utilisé la monnaie comme une de ses principales armes contre la classe ouvrière ; (..) La vague internationale de lutte qui a commencé au milieu des années 60 signifiait l'écroulement de tout le système de stratification internationale de la domination sur le travail vivant, sur lequel la convertibilité or-dollar était basée. (...) l'inconvertibilité ne peut être comprise qu'en termes politiques, elle pose les bases stratégiques d'une réorganisation du capital par la crise- une crise planifiée contre la classe ouvrière globale par la manipulation de la monnaie. » En effet, le fameux choc pétrolier et la récession qui s'ensuivit, permit de commencer à renverser le rapport de force aux USA, d'en finir bientôt avec l'indexation des salaires sur la productivité et, dans un même temps, la volatilité du dollar et la fin des restrictions à la mobilité des capitaux permettront de déjouer les effets de taux de change et faciliter l'émergence d'une nouvelle division internationale du travail en supprimant les délimitations des espaces classiques de valorisation. Avec la fin de Bretton Woods, la classe capitaliste reprend l'initiative en commençant à s'extirper du carcan social, géographique du compromis fordiste, le dollar flottant étant le premier jalon d'une contre-offensive fondée sur la mobilité du capital. Cette mobilité, et la centralisation qu'elle suppose à moyen terme, impliquait que les prix des marchandises tendent à être fixés au niveau mondial, première impulsion à la financiarisation, le développement du financement par l'actionnariat ou l'émission d'obligations plutôt que par les banques facilitant dans le même mouvement les prises de risques au niveau international, le « cash-flow » nécessaire étant fourni par l'afflux de pétrodollars produits de la hausse des cours du pétrole. Mais c'est en 79, au moment où la restructuration semble patiner que cette stratégie de la crise va encore plus concrètement s'affirmer : pour lutter contre l'inflation qui, couplée à la baisse persistante du taux de profit, commençait à sérieusement éroder les revenus de la classe capitaliste, Volker président de la réserve fédérale américaine, et actuel conseiller d'Obama, augmente d'un coup ses taux d'intérêt de 1% (le taux d'intérêt est le loyer de l'argent, une augmentation brusque provoque un assèchement de la demande de crédit et donc un ralentissement plus ou moins brutal de l'investissement) rompant ainsi avec le consensus de plein emploi et précipitant une récession mondiale (second choc pétrolier en avril 80, « Le coup de 79 prolongea les effets de la crise, notamment le chômage et contribua à l'endettement des Etats et d'une fraction des ménages déjà fragilisée par le ralentissement de la croissance, le chômage et la précarité » (Dumenil et Levy *Crise et sortie de crise*)). Cette chute du dollar fut, on le sait, une catastrophe dans les pays du tiers monde qui s'étaient beaucoup endettés dans les années 70 (Mexique), leur débiteur effrayé par la chute du billet vert demandant des remboursements immédiats. On a beaucoup glosé sur le « machiavélisme » de ces manœuvres américaines (qui interviennent à un moment d'affaiblissement économique et stratégique : Iran, Nicaragua, etc.), elles correspondent en tout cas à un seuil nouveau de la stratégie de la crise puisque cette récession ouvre la voie à une grande vague de restructuration aux Etats-Unis, avec, bientôt, l'aide d'un Etat offensif, Reagan brisant au début des années 80 la grève des contrôleurs aériens (Il les fait tous licenciés pour les réembaucher avec des salaires moindres).

Face à ces fluctuations du dollar qui mette à mal toute la planification économique classique, le chancelier Helmut Schmidt, soucieux d'assurer à l'Allemagne un marché

stable en Europe, propose en 79 de créer le serpent monétaire européen (SME) et ouvre ainsi un nouveau seuil de la restructuration sur le vieux continent par l'intégration/homogénéisation européenne. L'entrée dans le SME suppose que les différents Etats abandonne l'arme classique de la dévaluation au profit de la rigueur monétaire commune et impose la lutte contre l'inflation, c'est à dire l'attaque contre les salaires, comme objectif premier de la politique économique. La création concomitante d'un Fond monétaire Européen, qui accorde des crédits aux pays en difficulté en contrepartie d'un certains nombres de réformes structurelles va compléter le dispositif : le prêt accordée à l'Italie en 79 prépare la contre-offensive qui s'engage dans la péninsule après l'échec de la grève chez Fiat l'année d'après comme le prêt du FMI la même année à la Grande Bretagne annonce le grand roll back thatchérien suite au « Winter of discontent ».

Crise de la zone euro, etc : « Home, sweet home »

La crise de la zone Euro n'est qu'un moment d'un retour « au bercail » annoncé par le cycle des crises financières, régionales puis mondiales, des années 90 et 2000, les plans d'ajustement des uns n'ayant, au final, fait que préparer celui des autres (d'où l'ironie actuelle de nombres de dirigeants asiatiques).

Le processus court qui mène à 2007 le montre bien : la crise asiatique de 97 réactualise l'exportisme des « dragons », au détriment du développement de leur marché intérieur et, dans le même temps, le reflux de capitaux occidentaux alimente la bulle Internet et ses mirages de rentabilité qui s'évaporent en 2001 et pousse Greenspan and co a continuer la fuite en avant dans l'endettement des ménages (taux d'intérêts quasiment négatifs, multiplication des crédits chausse-trappes, etc..) donnant naissance à une bulle immobilière dont on connaît le destin. L'ultime transfert de crise se réalise enfin en programmes d'austérité pour sauver les Etats «de la faillite », c'est à dire commencer à résoudre le déséquilibre de départ, autrefois dynamique, entre internationalisation et maintien d'un entre-deux de la socialisation dans les métropoles. La subordination relative de la production à la circulation (financiarisation, conteneurisation, flux tendu) de ces dernières décennies ne suffisant plus pour maintenir cette asymétrie à flot (rendements décroissants, surliquidité).

Mais au-delà des présupposés économiques (les Etats-Unis et l'U.E consommateurs en dernier ressort de l'accumulation mondiale) ou idéologiques («ultralibéralisme », « consensus de Washington ») c'est bien de lutte de classes qu'il s'agit. Les luttes ouvrières au sud (Corée, Thaïlande, Indonésie hier, Chine, Bangladesh, etc. aujourd'hui) venant saper les bases de la paix sociale à crédit au nord, elle-même produite, comme défaite, à partir des limites de l'offensive prolétarienne précédente dont il s'agit aujourd'hui de solder les comptes.

La contradiction entre prolétariat et capital a, en quelque sorte, fait son tour du monde et se formule désormais globalement, au delà de la séparation classique centre/périphérie. Et ce n'est pas tant vers une « tiers-mondisation » que vers une hybridation généralisée qu'on s'avance (Nous y reviendrons dans une série de petits textes sur la paupérisation).

-La parole aux chausseurs

Les propos de deux industriels de la chaussure aux deux « bouts » du cycle résument d'une certaine manière les choses :

William Sheskey au début des années 70 devant des parlementaires américains qui lui demandaient pourquoi il délocalisait : « Je produis les mêmes chaussures, je les vends aux mêmes clients, sous la même marque avec la même organisation et le

même équipement mais je paye là bas 50 cents de l'heure au lieu de 3\$ ici. Bref, tout est américain sauf le travail. » (Cité dans *Global reach*)

Et à la question « relocaliserez-vous un jour ? », le français Rostand répondait il y a quelques mois : « Tout bouge actuellement, les salaires augmentent beaucoup en Inde et en Chine. Mais dans le même temps les niveaux de salaire du Portugal se rapprochent de ceux de l'Inde, donc qui sait ? » (Dans l'émission *on n'arrête pas l'éco* sur Rance-inter).

En passant : « l'assistanat »

Tout le battage actuel sur la « fraude » et « l'assistanat » n'a en soi rien de bien original, c'est un succédané idéologique déjà bien usité outre-manche et outre-atlantique qui permet de reformuler l'opposition « ceux qui travaillent/ceux qui profitent » sous les auspices de l'exclusion compensatrice. Le succès actuel, malheureusement aisément constatable, de cette « union des braves gens » contre « les petits malins qui trichent », en plus d'un parachèvement inattendu de la « morale des producteurs »¹, correspond à une « conjoncture psychosociale » déjà décrite en son temps par Adorno : « (...) l'hostilité -largement inconsciente- dérivant de la frustration et de la répression, et déviée socialement de son objet réel, a besoin d'un objet de substitution qui lui confère un aspect réaliste et lui évite de la sorte, pour ainsi dire, des manifestations plus radicales d'un blocage de la relation du sujet avec la réalité, par exemple la psychose. Cet objet de destructivité inconsciente, loin d'être un « bouc émissaire » superficiel, doit avoir certaines caractéristiques pour pouvoir remplir son rôle. Il doit être suffisamment tangible et en même temps pas trop tangible, afin que son réalisme propre ne le fasse pas exploser. » (*Etudes sur la personnalité autoritaire*). Le « fraudeur fainéant » constitue effectivement une figure commode et ses malheurs annoncés (le STO et bientôt un « FBI » à ses trousses !) une consolation toute trouvée pour accompagner l'inévitable pressurisation des salaires directs et indirects.

Cette première tentative de faire passer la pilule de la paupérisation par la pommade de la chasse aux pauvres, indique en tout cas vers quel « contrat de désocialisation » on s'achemine. Et aux nouveaux outils de la politique étatique (du drone anti-émeute au détecteur de mensonge pour chômeurs) correspond, à l'aide de quelques renversements orwelliens (« la sécurité est la première des libertés »), un discours qui, en le détournant, vide de son sens le vieux corpus conceptuel de la démocratie marchande.

Ainsi, c'est au nom de la justice sociale qu'on s'attaque aux allocataires du RSA. Là encore, drôle de destin pour cette « idée de justice » dont Rosa Luxembourg donnait, il y a plus d'un siècle, cette vivante description : « ce vieux cheval de retour monté depuis des siècles par tous les rénovateurs du monde, privés des plus sûrs moyens de locomotion historique, cette Rossinante déhanchée sur laquelle ont chevauché tant de don Quichotte de l'histoire à la recherche de la grande réforme mondiale, pour ne rapporter de ces voyages autre chose que quelque œil poché. » (cité par Sorel in *Réflexions sur la violence*). Certes, le « sentiment » d'injustice ne se conditionne pas aussi aisément que celui d'insécurité, mais puisque désormais il ne faut plus

¹ On ne compte d'ailleurs plus les antennes du mouvement ouvrier que l'UMP aurait pu s'approprier : « l'oisif ira loger ailleurs » (*l'internationale*), « Dans l'Etat des prolétaires, seuls ceux qui travaillent ont le droit à la vie. » (Proclamation *de la commune de Budapest*), « Le fainéant est un fasciste » (CNT 1936) ou encore « Le simulateur est un saboteur » (CGT 1945).

s'attendre à ce qu'une quelconque équité viennent écopier le naufrage « du modèle français », la dénonciation des « passagers clandestins » « qui nous nuisent à tous » donne le ton d'un interclassisme des droits et devoirs de temps de crise. Et si la première phase de segmentation du prolétariat (individualisation, multiplication des statuts, relégation, etc.) restait déterminée par un achat préalable de paix sociale qui est désormais « au-dessus des moyens » du capital, dans le « serrage de vis » budgétaire il s'agira d'intensifier ses résultats, « faire société » avec un « tous contre tous » où la monadisation (pavillonnaire ou sursocialisée) des uns dépend toujours plus étroitement de la ghettoïsation (sociale et carcérale) des autres (qu'on pense par exemple à la gentrification galopante). Mais « l'union nationale » comme nouvelle mouture de « langage officiel de la séparation généralisée » (Debord) nous rappelle aussi que, dans le même temps, ce sont les bases de cette séparation que sape l'offensive actuelle, la stigmatisation ne faisant qu'exprimer « en creux » la menaçante possibilité d'une convergence.

U.E, B.C.E, etc. : bis repetita

Derrière la gargarisation fédérale dans la « discipline budgétaire » se profile une redite qui résume bien la façon dont la crise est perpétuée dans la zone euro. Ainsi même l'Allemagne a l'intention de réactiver sous peu son fonds d'aides publiques aux banques créé en 2008. Et au même moment, alors que tout ce que la gauche compte d'économistes atterrés et de politicards en fureurs geignent de conserver sur son aveuglement monétariste et sa psychose de l'inflation, la BCE abaisse radicalement ses taux, rendant l'argent quasiment gratuit, réduit les niveaux de dépôts obligatoires et de qualité des garanties demandées au secteur bancaire en échange de ses prêts. Tant d'efforts ! alors même qu'elle refuse de racheter de la dette publique directement, ne le faisant que sur le marché secondaire c'est à dire aux mêmes banques, achats que de surcroît elle « stérilise » en réduisant dans des proportions identiques la masse monétaire. On est donc à l'orée d'un remake du coup de 2008, le transfert des risques et dettes des banques à des Etats devenus leurs garants auprès de la BCE. Le tout précipitant la mise sous austérité, en laissant « aux marchés » et aux agences de notation la coordination et le rythme de l'offensive. Ce n'est d'ailleurs pas autre chose que prescrit Merkel quand elle réfute les propositions de mutualisation : « Les Eurobonds feraient que les différences entre pays seraient nivelées, ce ne serait pas un bon signal, il ne faut pas mettre en parenthèse ces différences de taux car elles disent à quel endroit il faut encore agir. » (Tant que le « so genante » « spread » n'est pas celui de la guerre de classes ouverte...)

Dans cette logique, les normes continentales (articles 107, 123, etc. des traités européens) servent de points d'appui à l'oligopole bancaire pour aiguiller l'offensive d'Etats cocus consentants contre les vieilles normes de reproduction de la force de travail qui de dynamique sont devenues entrave à la reproduction du capital. La crise n'est plus un phénomène qui s'expliquerait dans les termes de l'économie (« sous-consommation », « surproduction » ou financiarisation) mais un dispositif stratégique de redéploiement de la seule « contradiction » qui importe : l'exploitation.

Oh, transports !

Si le cycle de Doha, lancé il y a dix ans par l'OMC, finit plus ou moins en eau de boudin, préparant la voie à une régionalisation accrue et, pour ainsi dire, dédoublée (de l'APEC à l'Alsace), le 15 décembre a tout de même été signée une « amélioration » de l'accord sur les marchés publics de 1996 qui ouvre à la

concurrence de nouveaux secteurs. Comme résumé, dans un inimitable jargon, sur le site de l'OMC : « Les marchandises sont en principe visées (par exemple, médicaments, machines et produits associés, combustibles et produits pétroliers et textiles), sauf indication contraire. En outre, une large gamme de services, y compris les services de construction, sont ouverts à la concurrence internationale, notamment: l'infrastructure de transport, comme les autoroutes, les ports et les aéroports; les services de télécommunication; les services informatiques et services connexes; les services financiers; et les services de conseil en gestion et services connexes. » Si les signataires actuels de l'accord restent principalement les pays les plus avancés (USA, U.E, Japon mais aussi la Corée et Taiwan), la Chine et sept autres pays émergents sont en passe d'adhérer.

Les vagues de privatisation annoncée, sous l'égide de l'austérité, en Europe correspondent grosso modo à cette énième étape de libéralisation : Aéroports (France, Danemark, Espagne), compagnies et société de contrôle aériens (Portugal, Irlande, Grande-bretagne), autoroutes (Espagne), chemins de fer (Belgique, Portugal), infrastructures portuaires (Grèce) et poste (Grande-Bretagne, Belgique). Remarquons que ce sont dans ce secteur du transport qu'ont eu lieu quelques luttes parmi les plus spectaculaires de cette dernière décennie (Grèves surprises à la veille des départs en vacances à Heathrow en 2003 et à El Prat-Barcelone en 2006, grève à la Deutsche-Bahn en 2007, etc.) et que se maintient une combativité (Cf. le psychodrame actuel autour de la grève des agents de sécurité dans les aéroports français) liée à l'effet de levier offert par la dépendance généralisée aux flux².

La « grande circulation » (qui « embrasse toute la période depuis le moment où le capital sort du procès de production jusqu'au moment où il y retourne » Marx *Grundrisse*) se trouve donc régulièrement « bloquée » par les conflits provenant de sa propre « petite circulation » (qui « est continue et se déroule en même temps que le procès de production : elle porte sur la partie payée en salaire et échangée contre la force de travail. » *ibid.*) Et « prise en otage » au milieu de tout ça, la reproduction générale (Fret et loisir), encombrée dans ses largeurs et largesses, qui se rétracte et s'étonne de retrouver sa crise dans son échappatoire.

De l'isoloir au laminoir et autres probabilités

« Les deux questions centrales pour l'Europe sont maintenant quel niveau de crise sera nécessaire pour que la France prenne le taureau de la réforme par les cornes et si une telle crise surviendra alors que l'Italie et l'Espagne sont toujours vulnérables (actuellement) ou déjà du bon côté de la berge (2013 ou 2014 ?). »

(« Two key questions for Europe are now *how much of a crisis it may take* until France grasps the nettle of reform, and whether such a crisis may come while Italy and Spain are still vulnerable (now) or already on the safe side (2013 or 2014 ?). »)

Holger Schmieding, chef économiste de la Berenger Bank (cité par James Saft in *La panique sur la dette s'estompe, mais le péril persiste* IHT 04/04)

Le rapport des économistes de cette banque allemande, qui classe la France 15^e sur 17 dans la zone euro pour les progrès dans l'ajustement économique, souhaite ouvertement une dégradation de note souveraine à l'issue des élections pour « forcer

² Rappelons qu'au-delà de la rengaine des « faux-frais » ou des fonctions « formelles » et « réelles » (la polyvalence est passée par là), la plupart (si ce n'est les vigiles, au moins tous les autres) des travailleurs de l'industrie des transports (qui « se distingue en ce qu'elle apparaît comme la continuation d'un procès de production à l'intérieur du procès de circulation et pour lui. » *Capital* Livre II) sont « productifs » au plein sens du terme (de plus-value), et ce, d'autant plus dans le cadre d'une organisation de l'exploitation où la production est « subordonnée » à la circulation.

le pays à se réformer». Ainsi, comme tout le monde s'en doutait, le résultat de la mascarade est déjà donné : « (...) quel que soit le vainqueur de l'élection, il a de bonnes chances de devenir le Gerhard Schroder français. » (Ibid cité dans *Le Monde* 04/04). Schroder ou Thatcher, de l'isoloir au laminoir il n'y a qu'un pas.

Avec la controverse actuelle sur le remboursement de certains créanciers privés de la Grèce et l'accentuation de la pression sur l'Espagne, ce rapport ne tient plus de la prospective mais de l'évidence : la crise de la dette comme dispositif offensif du capital a bien sûr vocation à s'étendre et s'intensifier (entre autre par l'effet « en retour » de l'affaiblissement d'un des principaux garant des fonds de secours). Et derrière la question du « niveau nécessaire » de crise, il n'y a que celle du degré de combativité rencontrée, avec comme éventuel joker stratégique la sortie d'un ou deux pays de la zone euro.

Le cours prévu, par ses promoteurs, de cette nouvelle étape de restructuration c'est le cours « globalement prévisible » de la lutte de classes. La « résistance », comme aime à bramer Mélenchon, n'apparaît en effet plus que comme le moment lui aussi nécessaire d'un « no deal » qui, d'une certaine manière, prend au mot trois décennies de luttes syndicales : « le seul droit des travailleurs qui vaille est celui d'avoir un travail. » (dixit récemment un ministre espagnol). De la défense à la défensive, le roll back se poursuit, mais plus radicalement puisqu'il retourne les limites d'un cycle de luttes « inabouti » (du fait, notamment, de la séparation étanche maintenue entre révolte désabusée des périphéries et « batailles », perdues d'avance, « pour la sauvegarde de l'emploi et des acquis » cf. la rengaine ouvrière : « on est pas des voyous »).

Certes, dans l'accompagnement protestataire à venir, le « réformisme sans réforme » (Troploin) aura du mal à rejouer son impossibilité, maintenant que l'entre-deux auquel il était adossé se dérobe et qu'on le prive de ses dernières illusions (surtout celle, centrale pour sa « base militante », d'opposer l'Etat au capital). Mais, à proclamer que l'obsolescence des bonnes intentions laisse le champ libre à l'insurrection, on risque fort d'enquiller les vœux pieux : les débordements ne s'émancipent pas magiquement du contenu et du contenant. C'est dans leur crise que nous nous situons et, douteuses prévisions de météorologie historique (« gris sur gris » ou « aurore, qui, en un éclair, etc.. ») mises a part, ce « problème » fait partie de la solution.

En passant : dualisme, dernières nouvelles

Les hausses de salaires obtenues dernièrement en Allemagne (6% dans la fonction publique et à Deutsche Telekom, 4% dans la métallurgie), ainsi que la mise en place annoncée d'un salaire minimum par branche, ont donné lieu à l'habituel concert de réjouissance de quelques keynésiens ahuris. Et ceux-ci de reprendre à leur compte les pirouettes de Wolfgang Schäuble (« Ces hausses de salaires contribuent à supprimer les déséquilibres à l'intérieur de l'Europe »), qui confirmeraient en retour la justesse des vues de la social-technocratie sur « la croissance », etc. ...

Cette micro réforme du modèle allemand (la plus forte hausse des salaires depuis 92), ne concerne bien sûr que le noyau central (toujours plus restreint) de la classe ouvrière syndicalisée (90% de syndicalisation chez VW) et les vellétés d'IG metall d'obtenir « un droit de regard » sur l'embauche de la main d'œuvre temporaire ou la titularisation automatique des apprentis ont fait long feu. Remarquons que ces concessions patronales interviennent alors que depuis quelques années, on s'inquiète beaucoup du développement de petits syndicats corporatistes et combatifs (Cf. la

GDL et la grève à la Deutsche Bahn ou plus récemment la GDF et la grève des contrôleurs aériens de l'aéroport de Francfort). Comme le résumait le patron des patrons allemands « Nous ne voulons pas que soudeurs, monteurs, pompiers fondent leur syndicat, il y aurait en permanence des conflits et une surenchère de revendications » (FAZ 01/03)³. Il était donc temps de redorer le blason des grandes fédérations. Dans le même temps, la faillite de Schleker, les scandales qui entourent les pratiques de la chaîne de supermarché Aldi et quelques mouvements sociaux rendaient nécessaire une remise en ordre cosmétique dans le secteur des services, d'où la loi sur les salaires minimums... Bref un peu de changement pour que rien ne change dans le « dualisme modèle » allemand⁴, socle de l'extraversion par l'intégration européenne⁵.

D'un dualisme l'autre, la commission européenne a publié le 18 avril un rapport, « Pour une croissance riche en emplois », qui recommande de « revoir la dualité du marché du travail », bref d'en finir avec le CDI au profit de la « flexisécurité », d'« améliorer la fluidité des travailleurs intereuropéens » et enfin de créer partout (là encore) un salaire minimum ajustable, à la hausse ou à la baisse selon la conjoncture. Ces suggestions ne sont bien sûr qu'un premier pas dans la longue marche de l'harmonisation des marchés du travail européens, qui en maintenant les disparités régionales suffisantes, permettra aussi de mettre en commun les innovations ou perfectionnements nationaux. On pense par exemple aux mini-jobs allemands, que le patronat espagnol réclame à grands cris, ou aux reçus verts portugais, forme jusqu'ici la plus aboutie de transformation du salarié en prestataire de services : « Ces reçus avaient été conçus pour les travailleurs indépendants. Ils ont été massivement adoptés par les entreprises, qui se transforment ainsi en clientes de leurs employés. Ceux-ci leur facturent leurs prestations sans être protégés par un contrat, sans disposer d'aucune des couvertures réservées aux salariés : maladie, retraite, chômage. La fonction publique a également usé de ces « faux reçus verts ». Faux, parce qu'ils servent à rémunérer des salariés qui ont toujours le même patron, qui travaillent dans les bureaux et avec le matériel de leur employeur. » (*Le Monde* 24/11/10)

Le nouveau régime d'achat et de reproduction de la main d'œuvre s'invente ainsi entre grands ajustements continentaux et extension locale des zones grises de la décontractualisation et du travail forcé. Et du closed-shop au Workhouse, il n'y a plus de formes dépassées ou arriérées de l'exploitation mais leur jeu réciproque dans l'hybridation généralisée.

³ Dans le même genre, en 2010 la décision d'un tribunal d'autoriser la concurrence entre syndicats dans une même entreprise, préparant ainsi la fin du « une entreprise, un syndicat, un accord » de la cogestion, a fait s'indigner tout à la fois patronat, syndicats et partis politiques (« Ce n'est ni raisonnable économiquement, ni dans l'intérêt de la stabilité sociale » a commenté le SPD).

⁴ Sur ce sujet voir l'article paru dans le n°90 de la revue *Wildcat* et sa traduction en anglais sur leur site internet (« The german model »).

⁵ A ce propos, sans remonter à Bismarck (« L'Etat social est également une puissante machine à exclure. C'est dans cette double dimension d'inclusion et d'exclusion qu'il remplit l'un des buts essentiels que Bismarck lui avait assignés et qu'il participe de la construction de la communauté nationale. » Sandrine Kott in *Mémoires allemandes*), on peut noter que la réunification des deux Allemagnes aura joué un rôle précurseur. Celle-ci s'est faite, *avant même l'unification politique*, par l'établissement d'un taux de parité de un à un entre les deux marks, alors qu'il était de un à dix en réalité. Ce qui provoqua l'effondrement de tout l'appareil industriel est-allemand. On peut subodorer que cette expérience joue dans l'attitude de la « gardienne de la politique de classe en Europe » et dans sa perception du grand saut vers « le fédéralisme à deux vitesses ».

Pendant ce temps là : notes à la marge du « moment espagnol » (1)

PIGS, then GIPSI

(C'est le charme, injustement méconnu, de « l'humour trader » : avec l'ajout de l'Italie, les PIGS - Portugal, Irlande, Grèce, Espagne- sont donc devenus GIPSI.) On sait, qu'à part l'Irlande et l'Italie (qui a connu une forme d'état d'exception), ces Etats ont comme point commun d'être sortis de dictatures longues dans les années 70. Les transitions périlleuses (révolution des œillets, mouvement assembléiste espagnole, etc.) à la démocratie ont en quelque sorte constitué la seconde vague d'offensive prolétarienne de cette époque : « La crise des dictatures en Grèce, Espagne et Portugal semblait à beaucoup (à moi icompris) être le commencement d'une nouvelle période de révolte internationale de la classe ouvrière ; de fait, ils furent des extensions locales spéciales du ferment qui avait pris fin dans la plupart des pays en 73, avec des taches locales spéciales de liquidation à accomplir. » (Loren Goldner *Ubu saved from drowning*)⁶. Le retour à l'ordre (Symbolisé en Espagne par le pacte de la Moncloa en octobre 1977 qui normalise les relations sociales en échange de diverses mesures de modération salariale et d'austérité) n'a été que progressif et chahuté (ainsi les mouvements durs des dockers de 81 à 85 puis 87), l'intégration européenne à partir de 86 jouant un rôle décisif de facilitation (« Ce n'est pas notre pays qui est entré dans la CEE, c'est la CEE qui est entré dans notre pays. » disait un émeutier espagnol de l'époque- cité dans *Os Cangaceiros* N°3).

Le maintien depuis, d'une certaine combativité (avec notamment un assentiment social assez large à l'usage de la violence⁷) explique en grande partie que ces pays ne soient pas devenus les « usines de l'Europe » (Ils sont de ce point de vue passés directement du pré au post-fordisme) et qu'ils aient été, au contraire, à contre-courant de la déflation salariale des années 90-2000. Or justement, la nouvelle rengaine à la mode chez les économistes, tend à expliquer le sort infligé aux GIPSI par le fait qu'ils auraient, depuis la création de la zone euro, « capté » pour financer leur train de vie, l'épargne des vertueux allemands, chez qui par contre la consommation ne progressait plus qu'à pas d'escargots. Ainsi on trouverait au sein de l'Europe à peu près la même configuration que celle qui prédomine entre Chine et Etats-Unis, les uns produisent et épargnent pour que les autres consomment et s'adonnent aux joies de la spéculation immobilière... Certes l'intégration de ces turbulents n'a pas encore donné les « retours sur investissements » attendus, mais, qu'on sache, les tutelles sont là pour ça.

La question du logement⁸

⁶ Nous ne partageons pas le fatalisme de Goldner, et, sans entrer dans des considérations spéculatives, si 73 constitue effectivement le début de la contre-offensive du capital (fin du système de Bretton woods) on peut difficilement y dater la défaite (« On peut parfois dater cette défaite, comme avec la manifestation anti-gréviste de la Fiat en 80, ou la reprise en main patronale et syndicale dans l'automobile en France à la suite des grèves massives de 81-84 » Théorie Communiste N°22)

⁷ Un exemple vécu : dans la débandade d'une fin de manif à Barcelone, une petite vieille chemine en rigolant, cabas à la main, au milieu d'émeutiers brisant des vitrines.

⁸ Dans le texte qui porte ce nom, Engels constate : « la solution bourgeoise de la question du logement a fait faillite : elle s'est heurtée à l'opposition entre la ville et la campagne. » Ce qui ne manque pas, après coup, de prendre une teinte ironique quand on pense par exemple aux océans de serre de la région d'Almeria qui fournit toute l'Europe en légumes pestocidés.

Avec l'Irlande, l'Espagne est le seul pays de la zone Euro à connaître une véritable bulle immobilière. Rappelons que l'urbanisation tardive, entre 40 et 70, fut extrêmement rapide (une des plus rapide de l'histoire du capitalisme selon Goldner) et qu'elle s'est jalonnée de nombreuses luttes : « luchas de barrio » dans les années 70 auquel a succédé le mouvement okupa et son fameux slogan : « desalojo = disturbio » (une expulsion = une émeute). On serait tenté de dire que l'Espagne est un des rares pays à avoir adopté et adapté le modèle carcer-pavillonnaire anglo-saxon, une modalité de « compromis social » couplant accession à la propriété et enfermement de masse (Avec sa « France de propriétaires » et sa « guerre aux voyous » Sarkozy voulait en imposer une variante légèrement francisée). Ainsi le pays compte 85% de propriétaires et a connu une des plus importantes inflation carcérale du continent (192% d'incarcération en plus entre les années 80 et 90). Certes on est bien loin des excès américains, mais là aussi, dans la crise, les « effets richesses » se renversent immédiatement en paupérisation et la logique patrimoniale en liquidation sociale.

Notes à la marge du « moment espagnol » (2)

« *C'est tenable avec davantage de sauvageries sociales* » (dixit le keynésien Fitoussi) La réforme du marché du travail d'ores et déjà mise en place par le gouvernement Rajoy est un modèle de no-deal institutionnalisé : « les entreprises peuvent imposer des baisses unilatérales de salaire après deux trimestres de baisse des ventes pour des questions de compétitivité, de productivité ou d'organisation technique du travail de l'entreprise. Si le travailleur refuse de s'y soumettre dans les 15 jours, il perdra son emploi. » Mais pourquoi s'arrêter en si bon chemin ? Le patronat souhaite aussi la création d'un « contrat indéfini de crise » (coûts de licenciements très réduits et période d'essai plus longue) et la mise en place de mini-jobs à l'allemande. Sachant que selon certains il faudra attendre 2020 pour que le pays récupère 2 millions d'emplois sur les 3 millions emportés par la crise, d'ici là le champ « d'indéfinition » des normes d'achat de la force de travail va s'étendre vers des profondeurs encore inconnues (on sait déjà l'importance de l'économie souterraine qui emploie 4 millions de personnes et représente 25% du PIB).

Et pour faciliter le mouvement, il y a l'autre volet des mesures d'austérité, résumé par Rajoy lui-même : « moins de revenus, plus d'impôts ». Hausse de la TVA, modification de la fiscalité en vue de la faire peser plus sur la consommation, attaques tout azimut contre le fonctionariat et si on ajoute à cela que les retards de paiements de l'Etat qui seraient d'ores et déjà responsables de la destruction de 700 000 emplois depuis trois ans (la faillite par la demande publique !) : on a là tous les éléments de ce qu'on pourrait grossièrement définir comme une forme de rétro-keynésianisme. Même si tout ne se résout pas de Dr Jekyll en Mr Hyde, on ne peut s'empêcher de penser ici à la définition de John Holloway : « Le keynésianisme a rendu explicite sous une forme institutionnelle la dépendance du capital vis à vis du travail, la puissance du travail dans et contre le capital. »⁹...

L'attaque à venir contre les retraites, alors que les pensions sont par le biais de la solidarité familiale, un des piliers de la paix sociale, devrait toutefois fortement bousculer la propension jusqu'ici relative à laisser faire, laisser passer (a moins bien sûr qu'on considère que le mouvement des « indignés » ait en quoi que ce soit changé la donne).

&

Déboires de la régionalisation

⁹ in *Global Capital, National State and the Politics of Money*

L'éclatement de la bulle immobilière, et l'évaporation de la manne fiscale qu'elle supposait, entraîne de surcroît la faillite rampante des régions, couplée à celle des caisses d'épargnes (Bankia et alii) qu'elles contrôlent. La mise progressive sous tutelle de huit régions, vient en quelque sorte doubler celle à venir du pays. Là aussi l'Etat refuse de mutualiser les dettes (Cf. le projet avorté d' « hispanobondos ») et se contente d'ouvrir une ligne de crédit en échange d'un droit de regard sur l'assainissement des comptes et de la possibilité d'une intervention, bref « un mécanisme sévère qui ressemble à celui que Bruxelles applique aux pays qui ont fait appel à un plan de sauvetage européen. » (Le Monde 25 /07). Certes, tout comme Rajoy fait le rétif au niveau européen, certaines régions refusent d'obtempérer et jouent de la menace indépendantiste (ainsi le président du gouvernement régional de Catalogne Artur Mas : « La Catalogne pourrait parfaitement être un Etat dans l'UE. La Hollande du sud disent certains. » In *Le Monde* 17/03) mais il semble difficile de prendre des initiatives unilatérales quand on est en cessation de paiement... Au-delà de la décentralisation de la restructuration par la multiplication des impayés (écoles sans chauffage, hôpitaux « à l'agonie » qui ont certainement besoin d'un de ces fameux « sauvetage qui tue », etc.), la crise de « l'Etat des autonomies », avec certes ses lourdes spécificités historiques, participe du douloureux enfantement d'une nouvelle étape (continentale et infranationale) de régionalisation. Le mouvement bousculé de recomposition (En Italie on divise par deux le nombre de régions, en Alsace on fusionne les départements en une seule entité), n'en sera pas moins un des résultats les plus importants du nouveau seuil d'intégration européenne, puisque la segmentation régionale donne la cohérence de l'unification continentale.

Notes à la marge du « moment espagnol » (3)

Interdépendance nationale...

La renationalisation de la dette souveraine espagnole (la part des détenteurs non-résidents est passée de 50% en 2008 à 25% aujourd'hui) parachève le cercle vicieux entre Etat, régions et banques : ainsi, l'Etat vole au secours de banques qui sont elles-mêmes les principales acheteuses et détentrices de sa dette, d'où le vice-versa accéléré entre crise bancaire et souveraine. Les facilités offertes aux banques par la BCE et les prédictions auto-réalisatrices des marchés et agences de notation ont bien sûr largement contribué à cette nouvelle étape de la « crise de la zone euro ». Désormais, « l'interdépendance de tous envers tous » qui, dans la théorie institutionnaliste, se cristallisait dans la monnaie et s'incarnait dans la souveraineté populaire se transforme dans la zone euro, avec sa « monnaie sans souveraineté » (Orléan) et inversement, en « interdépendance nationale », dernier mot d'une distribution plus ou moins particulière des rapports sociaux.

...et saut fédéral

Il y a belle lurette qu'on nous annonce la fin du vieux couple capital/Etat-Nation et l'émancipation définitive du premier des conditions historiques et territoriales spécifiques, bref des luttes de classes locales et de leurs résultats. La fin du vieux système monétaire international et les diverses levées de barrières (Marché Commun, OMC, etc.) ont d'ores et déjà grandement vidé de leur sens les « aires nationales d'accumulation » (Cf. la définition qu'en donne Théorie Communiste : « Là où il y avait une localisation jointe des intérêts industriels,

financiers et de la main d'œuvre »)¹⁰. Maintenant certains craignent justement que le « saut fédéral » dont on nous rebat les oreilles, ne signe l'arrêt de mort des compromis sociaux nationaux¹¹. Or le ver était dans le fruit puisque ce sont bien ces compromis maintenus à flot par la perfusion de crédit et l'endettement public qui sont au cœur de la crise et ce sont les comptes de trois décennies d'entre-deux qui doivent être apurés. Interdépendance nationale et saut fédéral sont deux moments complémentaires de la restructuration de la contradiction prolétariat/capital.

Post scriptum

La proposition d'intervention a minima de la BCE avec tout son lot de conditionnalités ne vient qu'enteriner la poursuite de la mise sous austérité. Elle correspond aussi probablement à un ajustement nécessaire à la nouvelle donne qui se dessine « sur les marchés, notamment la Volcker Rule (Vaste loi américaine de régulation du secteur bancaire, initiée par Paul Volcker ancien dirigeant de la réserve fédérale et auteur du « coup de 79, qui prévoit notamment d'encadrer très strictement voire d'interdire les achats de dette souveraines étrangères par des établissements basés aux Etats-Unis. Cette disposition participe parmi d'autres du « petit jeu » actuel de règlements de comptes dans le secteur financier Cf les enquêtes en cascade sur les banques anglaises qui auraient violées l'embargo sur l'Iran). Bref ce nouveau dispositif paracheve en quelque sorte le « moment espagnol »... du point de vue du capital.

¹⁰ Sur le même thème on peut aussi se reporter à la thèse de « la péréquation duale du taux de profit » que développe Bruno Astarian dans son texte *La période actuelle* (disponible sur le site de *la Matérielle*) : « Une partie croissante de la production est assurée par des oligopoles multinationaux, tandis que la situation des capitaux nationaux est de plus en plus difficile. En effet, et indépendamment des effets de taille, cette structure duale signifie que la plus-value mondialement disponible ne se répartit plus entre les capitaux dans un processus de péréquation unique, mais selon un mouvement double où les capitaux du secteur ouvert sont systématiquement défavorisés par rapport à ceux du secteur oligopolistique. C'est ce phénomène qu'on appelle ici péréquation duale. »

¹¹ « Le fédéralisme devrait-il s'appliquer à la protection sociale ? Celle-ci en Europe comme ailleurs (y compris les Etats fédéraux), dépend de compromis sociaux institutionnalisés dans un contexte national. Elle se définit dans un espace fermé, historiquement celui de l'Etat-nation, où sont inscrits les liens de solidarité et de redistribution qui la caractérisent et où sont établis les compromis politiques qui la fondent. Que pourrait signifier le fédéralisme pour la protection sociale en Europe ? On peut s'attendre à ce que le fédéralisme intensifie les clivages ethniques, linguistiques, régionaux ou religieux et diminue en revanche l'importance des clivages de classe qui a été fondamental pour l'émergence et la stabilité d'un système généreux de protection sociale dans les pays européens. » Bruno Amable *Les dangers du fédéralisme* Libération 07/12

Bien crevée, vieille taupe ? (1)

45 morts lors d'une grève sauvage dans les mines les plus dangereuses du pays le plus inégalitaire et le plus violent (hors conflit-sic !-) du monde, « business as usual » dirait-on, tout comme les coups de grisou qui se produisent encore régulièrement en Chine ou en Russie, lointains et inévitables « revival » de la préhistoire carbonifère d'un capitalisme voué à moyen terme à l'immaculé et au numérique... Et pourtant, le supplément économique d'un grand quotidien adepte de l'austérité et des gaz de schiste, ne titrait-il pas dernièrement : « la France doit-elle rouvrir ses mines ? ». En tout cas, au-delà des vaticinations futurologiques, la question du secteur minier, de son évolution récente et des luttes qui s'y sont déroulées et s'y déroulent, ne méritent pas de passer par pertes et profits sous prétexte d'un déclin inexorable, chaque jour un peu plus démenti.

Restructuration, mines en abîme

Les débuts de la restructuration ont été notamment marqués par deux grandes luttes de mineurs, l'une aboutissant à une victoire en demi-teinte (grève des mineurs américains en décembre 77/mars 78) et l'autre à une cuisante défaite (la grève des mineurs anglais de 84/85). Si la première semblait marquer un coup de frein à la contre-offensive du capital, la seconde a signifié l'écrasement de toute résistance au roll back. Quoiqu'on pense du rôle des « bastions de combativité » (Cf. la SNCF en 95), ils incarnaient une continuité des luttes qui donnait à l'affrontement une forte charge symbolique et stratégique. Comme le résumait à l'époque un mineur de Virginie occidentale : « Je fais ça pour tout le monde. La plupart des mineurs ressentent la même chose. S'ils brisent notre syndicat, les compagnies feront pareil aux autres. S'ils nous mettent par terre, ils casseront aussi les reins de ceux qui travaillent dans l'usine d'à côté. » Auquel semble répondre en écho un mineur anglais au moment de la reprise du travail : « Au moins, nous nous sommes bien battus pendant un an. » Et si, vu d'aujourd'hui, ces combats peuvent paraître « d'arrière-garde », c'est bien parce que ce secteur était, d'une certaine manière, déjà à « l'avant-garde ».

En effet, la substitution du pétrole au charbon qui visait notamment à briser la centralité de ce groupe ouvrier combatif et très organisé, avait commencé bien plus tôt. Ainsi en France, c'est dès 1961 que des mines ferment ce qui provoquent des mouvements massifs (occupation de fond à Decazeville et ailleurs, « grande marche sur Paris » en 63) qui obtiendront diverses mesures de reclassement dont une promesse à un grand avenir, les préretraites. C'est dans ce secteur minier, par essence rivé à un territoire et corseté par de lourds coûts d'investissement (en quelque sorte l'inverse de l'industrie textile), qu'a commencé, en occident, ce fameux « abandon » du travail par le capital qui fait encore tant pleurnicher syndicalistes et politiciens. Bien sûr, le passage au « tout pétrole », qui s'est effectué à une vitesse jamais vue dans l'histoire (en 1950 le charbon assurait encore 65% de l'approvisionnement en énergie dans le monde occidental) participait aussi du nouvel équilibre fordiste, à travers notamment à la stabilité des prix garantie par le cartel des « sept sœurs », et symbolisait le plein déploiement de la subordination réelle et de la seconde révolution industrielle¹². En ce sens, le secteur minier était effectivement destiné au rayon des archaïsmes en voie de disparition. Mais mieux vaut laisser le déterminisme technique aux apologues du capital, aux tenants du marxisme momifié et autres libérateurs des « forces productives », car dans le jeu réciproque entre système

¹² Sur la question du rapport entre énergie et lutte des classes, on trouve de nombreuses analyses dans le n°13 (Hiver 08/09) de la revue en ligne *The Commoner*.

technique et rapports sociaux, il n'y a pas de place pour une quelconque neutralité supra historique (progrès ou autre).

La relative (voire très relative Cf. par exemple Suède ou Pologne) disparition du secteur minier au nord dans la restructuration est d'abord venu entériner une défaite prolétarienne, et ce dans ce qu'elle a eu de plus décisif, c'est à dire ses limites internes non dépassées (Identité ouvrière, affirmation du travail). Les mineurs anglais inondant les puits dont ils voulaient justement empêcher la fermeture ont eux aussi incarnés cette contradiction et son potentiel explosif.

Bien crevée, vieille taupe ? (2)

Remarques et digressions autour de l'histoire du secteur minier sud-africain (a)

Début 85, alors que la grève des mineurs anglais s'éteint progressivement, en Afrique du Sud, « Pour briser le syndicat réclamant une hausse des salaires, un groupe minier licencie 13 000 mineurs noirs sur 40 000 (...) Une société produisant 35% du platine occidental et menaçant de renvoyer 10 000 ouvriers Noirs, affirme qu'il suffit de deux semaines pour former un mineur et qu'elle n'a qu'à puiser dans le vivier des 400 000 chômeurs de la région, dont la moitié ont une formation de mineur. » (De Pretoria à Liverpool in *La Banquise* N°4/86) Rien de nouveau sous le soleil, comme on le voit avec les récentes menaces faites aux grévistes de Lonmin, d'Implats ou de Gold fields. Mais, comme le fait remarquer le directeur de la Bench Mark Fondation, à propos de ces ultimatums des grands groupes d'extraction de platine : « Ils ont besoin de notre pays, puisque nous avons 90% des réserves mondiales. Où voulez-vous qu'ils aillent ? » Le lancinant problème du secteur minier sud-africain depuis ses débuts n'est toutefois pas celui du contrôle des ressources, sur ce point, mises à part les concessions inévitables à la nouvelle ploutocratie Noire, le post-apartheid n'a rien changé, au contraire. C'est le contrôle de la main d'œuvre, fuyante puis très combative qui est depuis le début la principale préoccupation des groupes miniers. Ces licenciements en masse sont ainsi un des avatars de la politique perpétuelle de substitution qui caractérise l'histoire du secteur. Substitution de capital au travail, bien sûr (Ainsi dans les mines d'or, où pour produire 10 Kg d'or, il fallait dix hommes en 1950 et plus que 5 en 75) mais surtout substitution des populations mises au travail, et ce dès l'orée de l'extraction : « Peu après la guerre des Boers, les propriétaires des mines durent importer 60 000 chinois qu'ils purent ensuite rapatrier quand l'appauvrissement massif des petits paysans afrikaners jeta sur le marché un grand nombre d'entre-eux. Les compagnies purent ainsi réduire le salaire des travailleurs britanniques et leur demander plus de travail pour moins d'argent (...) Quand ces derniers se mirent en grève, les propriétaires purent continuer l'exploitation avec l'aide de jaunes recrutés surtout parmi les Afrikaners. Les mineurs britanniques furent vaincus, des centaines furent renvoyés et remplacés par des mineurs afrikaners avec des salaires misérables. Quelques années plus tard les afrikaners allaient être victimes à leur tour du même scénario quand les Noirs envahirent le marché du travail. » (*Salauds de blancs* in *Os Cangaceiros* N°3 /87) Et c'est à partir des mines que s'inventera l'apartheid, avec notamment deux mesures fondatrices : la « colour bar » (1911) qui interdit l'accès aux postes qualifiés aux travailleurs Noirs et le « Native land act » (1913), qui restreint l'accès à la terre. Si « Claude Meillassoux a cru y déceler le modèle par excellence de la migration de travail séparant rigidement la consommation de la prestation de travail dépendant

salarié de sa reproduction et recréant en permanence les conditions de son exogenéité. » (Yann Moulier Boutang *De l'esclavage au salariat*¹³) De Compound (campements-prisons de mineurs à proximité des puits) en Bantoustan (Etats tribaux formellement indépendants créés pendant l'apartheid pour contrôler les flux de main d'œuvre), en passant par les diverses mesures ségrégatives (passeport intérieur, interdiction des syndicats), toute l'histoire institutionnelle qui accompagne le développement du secteur raconte surtout la difficulté constante à fixer puis discipliner ces mineurs. Et désormais, le maintien de la misère Noire dans les Townships, le recours massif à l'immigration et l'intégration des syndicats (Ainsi la NUM, qui est à la tête d'un gigantesque fonds de pension, la Mineworkers Investment Company), ne suffisent visiblement plus non plus à garantir la paix sociale dans sa variante « arc en ciel ».

Digression : la dynamique de l'obstacle

Le passage du féodalisme au capitalisme est le passage d'une domination fondée sur l'appartenance spatiale à une domination fondée sur le contrôle du temps. L'évolution des « tactiques punitives », du bannissement (chez les grecs) au marquage (Moyen-Âge) puis à l'enfermement (à partir de la fin du XVIII^e) recoupe cette mutation. Plus largement, c'est une nouvelle territorialité qui émerge avec la subordination de la campagne à la ville, la densification des échanges marchands, la découverte des énergies fossiles et les besoins exponentiels en matières premières, etc. L'exploitation extensive et intensive des terres et des ressources balaie les très anciennes logiques de subsistance (« Ce qui s'est brisé avec le XVIII^e, en Chine comme en Europe, c'est un ancien régime biologique, ensemble de contraintes, d'obstacles, de structures, de rapports, de jeux numériques qui jusque là avaient été la norme. » Braudel) et remodèle le monde aux canons de la valorisation.

Bien évidemment cette expansion crée constamment toutes sortes d'obstacles. Mais le capitalisme, régime du renversement et de la contradiction, a justement besoin d'obstacles pour avancer¹⁴ : que ce soient les distances (importance de la vitesse comme « anéantissement de l'espace par le temps » Marx), les conditions naturelles (« Ainsi, chaque fois que la technique [nous laissons à Ellul ses catégories] s'est heurté à l'obstacle naturel, elle tend à le tourner, soit en remplaçant l'organisme vivant par la machine, soit en modifiant cet organisme de façon qu'il ne présente plus de réaction spécifique. » Ellul), les coutumes et les mœurs ou tout bonnement

¹³ Souligné par nous. Cf. aussi : « L'Afrique du Sud, déjà largement engagée dans la voie de l'apartheid, ne représente pas l'anomalie incompréhensible, la honteuse exception, mais la propédeutique indispensable pour comprendre la norme qui allait régir les migrations internationales du travail et continue largement à le faire. » (Ibid) . Quoiqu'on pense par ailleurs de l'auteur, on trouvera beaucoup d'éléments utiles dans cet ouvrage.

¹⁴Un peu « d'objectivisme » ne nuit pas : « La circulation du capital est réalisatrice de valeur, comme le travail vivant est créateur de valeur. Le temps de circulation n'est qu'un obstacle à cette réalisation de valeur et, dans cette mesure, il est un obstacle pour la création de valeur ; obstacle qui ne provient pas de la production tout court mais qui est spécifique de la production du capital et dont la suppression – ou le combat avec cet obstacle- fait donc partie aussi du développement spécifiquement économique du capital et donne l'impulsion au développement de ses formes dans le crédit. » (Marx Grundrisse)

les populations¹⁵. C'est ce qu'illustrent notamment les luttes actuelles d'un certain nombre de communautés en Inde (contre les projets industriels pharaoniques de TATA), en Amérique du sud (Lutte contre la mine de Pacua Lama au Chili, contre la construction d'une route au cœur de l'Amazonie en Bolivie, etc, etc.) ou en Chine, en quelque sorte des luttes contre cette autre prolétarianisation : « L'habitant de la forêt primitive est aussi le propriétaire d'*icelle*, et il en use à son égard aussi librement que l'orang-outan lui-même. Ce n'est donc pas un prolétaire. Il faudrait pour cela qu'au lieu d'exploiter la forêt, il fut exploité par elle. » (*Le Capital*).

Mais, comme le montre toute l'histoire de l'industrie moderne, cette dynamique de l'obstacle ne concerne pas uniquement les « formations sociales pré-capitalistes » : « Ce que le chronomètre [taylorien] entend briser en attaquant la confrérie des « compagnons », c'est la figure la plus haute et la plus avancée de la résistance ouvrière, condition de la première industrialisation, mais aussi obstacle principal à l'accumulation du capital sur grande échelle. Car l'ouvrier de métier, appuyé sur l'efficacité de son syndicat, parvient à « marchander » de hauts tarifs et impose, avec la manière de faire qui est la sienne, *son rythme propre* à la production de marchandises. En substituant à l'ouvrier de métier, l'ouvrier-masse, à peine immigré, non qualifié et surtout non organisé, le capital modifie en sa faveur, et pour longtemps, l'état d'ensemble du rapport des classes. » (Benjamin Coriat *L'atelier et le chronomètre*)

On pourrait dire du secteur minier international qu'il est à sa manière emblématique de cette dynamique de l'obstacle et ce à l'amont (se débarrasser des autochtones pour avoir accès aux ressources) et l'aval (une fois rivié aux ressources, le voilà confronté à la turbulence du travail vivant).

Bien crevée, vieille taupe ? (3)

*Raccourcis et digressions autour de l'histoire du secteur minier sud-africain (b)*¹⁶

I Le compromis raciste et sa suite

L'exploitation des Noirs et ses modalités a été l'enjeu d'un long conflit entre anglais et afrikaners, qui a fini par déboucher sur le compromis raciste de l'apartheid. Après la

¹⁵ « Le capitalisme conclut à la nécessité de s'emparer par la force des moyens de production les plus importants des pays coloniaux. Mais les liens traditionnels primitifs des indigènes constituent le rempart le plus puissant de leur organisation sociale et la base de leurs conditions matérielles d'existence ; le capital se donne donc pour première tâche la destruction systématique et l'anéantissement des structures sociales non capitalistes auxquelles il se heurte dans son expansion. Si le capitalisme vit des formations et des structures non capitalistes, il vit plus précisément de la ruine de ces structures (...) L'accumulation du capital a pour condition vitale la dissolution progressive et continue des formations précapitalistes » (Rosa Luxembourgeois *L'accumulation du capital*)

¹⁶ On trouvera un tableau général de la situation de ces dernières années dans le dernier numéro (septembre) de *Dans le Monde une classe en lutte* (mondialisme.org)

guerre des boers¹⁷, l'autre grande étape de cet affrontement et de sa résolution, fut l'insurrection des mineurs blancs du Rand en 1922 à l'annonce par la chambre des mines de la suspension de la « colour bar » ; le soulèvement, soutenu par le PC et mené au cri de « Ouvriers du monde unissez-vous pour une Afrique du sud blanche » fut écrasé par l'armée. Mais peu après, l'arrivée au pouvoir des nationalistes permettra de rétablir l'interdiction d'accès au travail qualifié pour les Noirs et l'Industrial Coalition Act les privera de tout droit à se syndicaliser. Les bases principales de l'apartheid étaient posées, même s'il ne sera officiellement proclamé qu'en 48, en réponse à de grandes grèves dans les mines deux ans auparavant. C'est donc en luttant sur plusieurs fronts (contre les travailleurs mais aussi contre les fermiers blancs) que la bourgeoisie anglaise et notamment les patrons des groupes miniers en sont venus à cette intégration des Noirs dans le salariat par la ségrégation.

A ce compromis raciste en a succédé un autre entre les dirigeants de l'ANC et leurs alliés et la bourgeoisie blanche, qui a permis aux premiers via le Black Economic Empowerment (BEE, nous y reviendrons) de devenir actionnaires des mines (une loi de 2003 prévoit que pour que les groupes gardent leurs concessions, la part de l'actionnariat Noir devra se monter à 26% en 2014) Cette nouvelle alliance a naturellement concerné aussi le syndicalisme : la NUM, qui ne représente désormais plus que les employés permanents, surtout les cols blancs, et dont le fonds de pension investit dans de très nombreux secteurs, s'est convertie au « labour capitalism », dit aussi « Business unionism »¹⁸

Les récents événements de Rustenburg montre que la fameuse trinité – ANC/SACP/COSATU- n'est plus en mesure de contrôler les luttes comme jadis, la répression menée par la NUM et les dénonciations précipitées du parti communiste ayant visiblement fini de les faire identifier comme des ennemis par les mineurs. Comme l'ont aussi montré les luttes croissantes dans les townships ces dernières années c'est bien toute une phase du post-apartheid qui prend fin, celle où la nouvelle bourgeoisie Noire pouvait encore faire « passer ses intérêts pour ceux de toute la société ».

Digression

Les luttes constantes de la classe ouvrière blanche pour défendre la « colour bar » et empêcher les Noirs de se syndicaliser (Cf. la scission du syndicat de mineurs blancs en 79 lorsque la confédération syndicale nationale a commencé à reconnaître le droit des Noirs à s'organiser) tenaient bien sûr au background historique de la colonisation: « (...) cette idéologie de l'abaissement systématique des Noirs qui trouva rapidement sa sanction juridique, progressait en raison directe de la prolétarianisation effective des blancs, qui ruinés, quittèrent la région dans les années qui suivirent ou s'engagèrent comme travailleurs qualifiés dans des grandes compagnies minières. Comme si la barrière raciale (pas seulement psychologique puisqu'elle devint rapidement une réalité juridique) constituait la compensation du déclassement du travail dépendant blanc. » (Moulier-Boutang *De l'esclavage au salariat*) Mais au-delà de ces spécificités, la « peur » du travail qualifié de perdre ses

¹⁷ « Le but des deux concurrents était le même : ils voulaient asservir, chasser, exterminer les indigènes, détruire leur organisation sociale, s'appropriier leurs terres et les contraindre au travail forcé pour les exploiter. Seules les méthodes étaient différentes. Les Boers préconisaient l'esclavage périmé comme fondement d'une économie naturelle patriarcale, la bourgeoisie anglaise voulait introduire une exploitation moderne du pays et des indigènes sur une grande échelle. » (Rosa Luxembourg *L'accumulation du capital* Tome II)
Si le parallèle avec la guerre de sécession a souvent été fait, on pourrait aussi l'étendre à la ségrégation marquée notamment par le refus en 1919 de l'AFL de syndiquer les noirs, une seule organisation faisant exception, la UMW...le syndicat des mineurs.

¹⁸ O. Iheduru « Social concertation, Labour unions and the creation of a Black Bourgeoisie »

attributs, *d'être réduit à du travail simple* est une constante sous toutes les latitudes. Il serait bien sûr extrêmement hasardeux d'en tirer un lien de cause à effet avec le racisme, quoiqu'en prenant un spectre très large (des employés allemands de l'entre-deux guerre- Cf. Kracauer- à certains groupes ouvriers aujourd'hui en France) le protectionnisme plus ou moins symbolique tend constamment à ériger en concurrence l'échelon du dessous, ce qui suppose des modes de différenciations dont la xénophobie peut être une variante. Banalités sociologiques mises à part, cette question du rapport entre travail simple et travail qualifié sera ici aussi un des enjeux de la période qui s'ouvre. (« La restructuration, en reléguant une partie de la force de travail dans les zones grises de l'économie informelle (les lascars, les sans-papiers) et de l'inactivité en sursis (Workfare, Etat pénal) et en dérochant peu à peu le sol sous les pieds de la traditionnelle classe de l'encadrement (réduction drastique du fonctionnariat, baisse tendancielle de la valeur d'échange des diplômes) crée les conditions d'une convergence de ces obsolètes qui n'ont plus grand chose à négocier. » *Quand le silence s'ébruite* sur ce blog)

II Le « cheap labor system »

Selon l'analyse classique, l'apartheid était avant tout une forme d'organisation de l'exploitation basée sur le travail migrant venu des campagnes maintenu dans une semi-prolétarisation à travers notamment le système des « pass » (passeport intérieur). Cette semi-prolétarisation garantissant aux groupes miniers l'accès à une main d'œuvre abondante et bon marché. L'acte fondateur fut le Glen grey Act de 1894 qui imposait aux petits paysans Noirs le paiement d'une taxe alors même qu'ils vivaient hors de l'économie monétaire et ce pour les forcer à aller vendre leur force de travail dans les mines. Comme le disait le promoteur de cette loi, Cecil Rhodes patron du groupe minier De Beers reconverti dans la politique : « Chaque homme Noir ne peut pas avoir 3 acres et une vache (...) il faut leur faire entrer dans la tête qu'à l'avenir les 9/10ème d'entre-eux devront gagner leur vie par le travail quotidien. » A ce Glen grey Act succédera le Native Land Act (1913) qui « réserva un maximum de 9 millions d'hectares (soit 7% des terres de l'union) aux 66% d'Africains qui composaient la population du pays. La propriété tribale était autorisée à se développer, en revanche toute propriété individuelle des terres de ces réserves se trouvait invalidée. C'était la base de ce que l'on a pu caractériser ironiquement comme la défense du communisme primitif par le capitalisme. » (Moulier-Boutang *Ibid*) Comme le montre toute la suite de l'histoire de l'apartheid, le « cheap labor system » dût constamment être réinventé pour faire face à la combativité exceptionnelle des mineurs Noirs et aux échappements réguliers tant vers la campagne que vers les villes.

S'il n'y a bien sûr pas de continuité simple entre ce « cheap labor system » et la situation actuelle dans les mines, le développement depuis les années 90 du travail « intérimaire » (41% chez Anglo-palatinum, 30% à Marikana), le recours à l'immigration des pays voisins (le secteur minier bénéficie d'une dérogation alors que la politique d'immigration du gouvernement ANC est extrêmement restrictive), la persistance des allers-retours mines/campagnes pour de nombreux mineurs et le dualisme maintenu entre travailleurs « à statut » syndiqués et les autres montrent que le post-apartheid n'a pas fondamentalement modifié la donne. Ce qui est en train de la changer c'est la vague ininterrompue de grèves sauvages dans la « platinum belt » ces dernières années avec une radicalisation cumulative des actions (occupation du fond, blocage des routes menant aux mines) qui tendent à rendre obsolètes les vieilles méthodes de répression patronale (ainsi l'annulation des licenciements en masse à Marikana et chez Implats).

Digression

La semi-prolétarianisation, au sens large, est commune à de nombreux pays anciennement colonisés, avec des modalités différentes selon qu'elle ait par exemple été déterminée par un compromis entre oligarchie terrienne et autorités coloniales puis bourgeoisie urbaine ou qu'elle corresponde à la politique plus ou moins brouillonne d'un Etat tentant de réguler les mouvements de population (Pour une synthèse sur le sujet voir Wallerstein *Le capitalisme historique*). Ce qu'on oublie souvent de signaler c'est que loin d'être toujours une garantie de la docilité de la main d'œuvre, elle est peut aussi être un vecteur de forte combativité. Ainsi en Inde : « A Bombay les connexions avec le monde rural renforçaient la capacité de pression des travailleurs. Les bases rurales permettaient aux travailleurs de prolonger leur grève dans les zones urbaines. (...) Les liens avec la campagne n'étaient pas un obstacle au développement des luttes des travailleurs urbains. Au contraire ces liens permettaient aux ouvriers de Calcutta d'intensifier leur résistance contre le patronat. » (Subho Basu *Does class matter ?*)

De même, contrairement à ce que pourrait laisser croire une certaine historiographie ouvrière, du maçon creusois de 1848 à l'OS de Fiat arrivé du Mezzogiorno en 1977, les « tout juste déracinés » ont toujours été en première ligne dans les luttes radicales du XIX^e et du XX^e. Moins naturellement disciplinés, encore intimement liés à un mode de vie différent (ayant parfois accès à une production vivrière de leur région d'origine), pouvant donc tout bêtement envisager autre chose, ils n'étaient et ne sont encore aujourd'hui dans le monde (Chine, Bangladesh, etc..) que très difficilement assimilables. Ce potentiel révolutionnaire que recèle le déracinement est d'ailleurs présent en filigrane dans toute la 'politique de l'immigration' depuis un siècle, c'est à dire là où exploitation et flicage ne constituent plus qu'un seul et même terme.

III Ethnicisation, etc.

Dans la vieille tradition de la « Terra nullus » coloniale, les autorités de l'apartheid ont constamment cherché à faire des Africains des étrangers sur leur propre terre. Et toujours selon les vieux préceptes de la domination par l'essentialisation¹⁹, cette allogénéisation fut couplée, à partir du Bantu Self government act de 59, d'une ethnicisation méticuleuse tant dans la division du travail, que dans la création des Etats tribaux (à 9 ethnies arbitrairement éternisées correspondait 9 bantoustans, dont le Bophuthatswana qui couvrait la plus grande partie de la « ceinture de platine » actuelle). Malgré quelques succès occasionnels, cette politique fut toutefois constamment mise en échec par les révoltes Noires des années 70 et 80.

Si les bantoustans ont disparus et si les conflits ethnico-politiques de la transition ont été surmontés (les affrontements entre Inkhata et ANC ont tout de même fait 20 000 morts en dix ans), la division ethnique du travail a été en grande partie maintenue dans les mines²⁰ et la xénophobie, dirigée désormais contre les immigrants des pays

¹⁹ Cf. Rappelons en passant la grande « réussite » de l'ethnologie coloniale au Rwanda : « Les concepts intellectuels forgés par le colonialisme à partir d'une appréhension inexacte de la réalité sont ainsi devenu progressivement la « réalité » avec son cortège de ségrégation raciale, de diabolisation de l'autre et in fine, de massacres ethniques. » Article *Rwanda* in *Mondes rebelles* (96)

²⁰ « Lonmin a exploité ces divisions – exacerbées par la vieille stratégie de l'industrie minière de recrutement selon les divisions tribales et régionales – les « drill workers » à Lonmin sont surtout des Xhosas recrutés dans la région de l'est du Cap pour travailler dans une zone où l'on parle majoritairement Tswana » Lenny Gentle *The massacre of our illusions... and the seeds of something new* disponible sur Zabalaza.net.

voisins, entretenue par l'ANC au pouvoir et les médias, ce qui a mené aux « pogroms » anti-zimbabwéens de mai 2008. Et, d'une pierre deux coups, certains seconds couteaux de l'ANC s'enrichissent même via la gestion des lagers pour immigrés illégaux (ainsi la section féminine du parti qui a de nombreux intérêts financiers dans le centre de rétention de Lindela- situé sur un ancien compound minier). Quand au panafricanisme des années de luttes contre l'apartheid il n'est désormais plus que le vernis des ambitions sous-impérialistes des dirigeants sud-africains qui poussent à travers le NEPAD (Nouveau partenariat économique pour le développement de l'Afrique) à la libéralisation dans les pays avoisinants. Un épisode relativement burlesque résume assez bien les modalités de cette nouvelle mouture de compromis raciste : en 2008, un arrêt de la haute cour a préconisé que les chinois sud-africains soient reconnus comme Noirs selon la législation du Black Economic Empowerment, ce qui provoqua la réaction courroucée de la NAFSOC (l'association des businessmen noirs) qui fit savoir par la bouche de son président « que le gâteau du BEE était trop petit pour être partagé ». Les « BEEple » ou « BEEllionnaires » comme on les surnomme, tiennent effectivement beaucoup à cette « discrimination positive » devenue système de cooptation kleptocratique, qui a permis de multiplier par 4 le nombre de familles possédant un patrimoine supérieur à 30 millions de dollars entre 94 et 03 (ce qui fait 690 familles pour un pays qui compte officiellement 22 millions de pauvres). Et pour préserver « l'unité noire », c'est à dire perpétuer l'interclassisme nationaliste quoi de mieux en effet que de rebâtir d'une manière ou d'une autre une barrière raciale, vieille recette appliquée par toutes les oligarchies post-coloniales : ...²¹

Raccourcis autour de l'histoire du secteur minier sud-africain (d)

IV De BRICS et de broc : hybridations post coloniales et post-socialistes

Si la nationalisation des mines, vieux reste de ses vagues prétentions socialisantes, figurait au programme de l'ANC –ce que revendique encore aujourd'hui la fraction gauchiste de la ploutocratie représentée par Malema- la conversion aux nécessités de l'époque se fit très vite. Une anecdote l'illustre assez joliment : en 91, Mandela se rend au forum international de Davos où il croise Li Peng, le premier ministre chinois de cette période. Lorsque la discussion en vient aux nationalisations, Li peng lui assène cette leçon de « post-socialisme » : « Je ne comprends pas pourquoi vous parlez de nationalisation. Vous n'êtes même pas un parti communiste. Je suis le leader du parti communiste chinois et je parle de privatisation. » Par la suite, Mandela ne manquait pas de rappeler cette épisode à chaque débat sur les problèmes économiques²². Et effectivement le nouveau gouvernement ANC ne touchera pas au Mineral Act, mis en place en 91 par le dernier gouvernement de l'apartheid pour garantir les intérêts du capital blanc et qui constituait « le plus grand pas de l'histoire de l'Afrique du sud vers un système de propriété privée exclusive des ressources minières »²³. Il

²¹ Cf. « Il n'y aura pas de lutte de classe inter-Noirs tant que la séparation raciale restera la clé de la politique de ce pays. » (De Pretoria à Liverpool in *La Banquise* N°4) Sur la dynamique du racisme post-colonial, on peut se reporter au chapitre *Mésaventures de la conscience nationale* in *Les damnés de la terre* de Frantz Fanon. Sur l'Afrique du Sud en particulier, voir le livre de Michael Neocosmos : *From 'Foreign Natives' to 'Native Foreigners'* disponible sur www.codesria.org

²² Rapporté dans *State, Business and Growth in Post-apartheid South Africa* Natrass/ Seekings 2010 disponible sur www.ippg.org.uk

²³ Gavin Capps *Victim of its own success? The platinum mining industry and the apartheid mineral property system in South Africa's political transition.*

accompagnera la nouvelle précarisation des emplois miniers au début des années 90 pour amortir la baisse des cours de l'or, qui s'étendra à d'autres pays africains²⁴. Et de même, le nouveau pouvoir lancera une série de réformes structurelles, regroupées dans le programme GEAR (Growth Employment and Redistribution), qui lui vaudra les félicitations de la Banque Mondiale et du FMI.

Ainsi, au croisement du post-colonialisme (qui rentre à l'époque dans une seconde phase Cf. la chute de nombreux régimes autoritaires en Asie et en Afrique) et du post-socialisme (Chute du bloc de l'est et de ses satellites mais aussi libéralisation tout azimut en Inde, en Egypte, etc...), le post-apartheid constitua une transition tout à fait moderne vers cette hybridation nouvelle qui caractérise l'essor des fameux BRICS (Bresil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud). A l'accumulation primitive rampante et la coexistence de divers régimes d'exploitation (du travail servile au salariat pré-fordiste, de la plus-value absolutiste à la plus-value relative) qui supposent de maintenir de larges pans de populations dans une surpaupérisation périphérique (Townships, favelas ou les Dalits en Inde) et d'entretenir tensions ethniques, de caste ou xénophobes, correspondent les formes pour le moins tortueuses de la propriété capitaliste (Cf. le jeu entre Etat, parti et Capital) et donc les contours mouvants de la classe dominante (de l'entrepreneur au potentat). Mais, comme on le constate tous les jours, la juxtaposition des formes d'encadrement ne garantit certes pas la docilité de la main d'œuvre et l'hybridation pourrait produire des convergences d'un genre nouveau. Ainsi pour Wildcat, « La principale division de toutes les révolutions antérieures, celle entre la classe ouvrière urbaine et la paysannerie, a été dissoute. Pendant la dernière décennie, les rapports personnels d'exploitation du sol et de la vie villageoise ont été remplacés par une semi-prolétarianisation massive : plus de deux milliards de personnes subissent cette situation, et dépendent à la fois du travail salarié et d'activités agricoles à petite échelle. Beaucoup (..) font périodiquement des aller-retour de la campagne à la ville, entre lesquelles la frontière est rendue de plus en plus floue par la mobilité du travail et le développement des infrastructures. Les licenciements actuels dans les régions exportatrices d'Inde et de Chine d'une part, et la pression croissante des pauvres de la campagne attirés par la promesse d'une vie meilleure en ville d'autre part, se combinent pour produire d'énormes vagues sociales dans les deux sens. » (Wildcat 2008 cité in *Sortie d'usine* de Gilles Dauvé et Karl Nesic)

Dans le cas particulier de l'Afrique du sud, la série de grèves sauvages dans la ceinture de platine, qui semble prendre fin (reprise du travail chez Amplats le jeudi 15 novembre), peut être vue comme une extension de la « révolte des pauvres » qui s'intensifie dans les townships ces dernières années (multiplication par 4 des « incidents » ces deux dernières années) et si les quelques tentatives des travailleurs du public de rejoindre le mouvement ont échoué, la rencontre entre ces trois secteurs et d'autres (Cf. la grève dans le secteur viticole) pourrait à l'avenir marquer une nouvelle étape,.

²⁴ « La dépermanisation a été décrite comme l'un des plus importants résultats de la privatisation de la ceinture de cuivre Zambienne où les postes permanents traditionnels ne représentaient, en 2008, que la moitié seulement des emplois par les 5 grandes compagnies minières. En 2006 près de la moitié de la main d'œuvre de la mine de la compagnie AngloGold Ashanti's Geita avait des contrats à durée déterminée et 3% seulement des employés permanents étaient syndiqués. » Rapport de la CNUCED sur *Les ressources minérales et le développement de l'Afrique* (2011)

Bien crevée, vieille taupe ? (6)

Raccourci préalable : l'or, encore et toujours

« L'or a été longtemps synonyme d'Afrique du Sud. Mais, comme en témoigne la décision du producteur Gold Fields de placer dans une entité séparée deux de ses gisements sud-africains, cette prééminence n'est plus de saison. (...) D'ici à 2013 la nouvelle structure baptisée « Sibanye », qui doit être cotée séparément, regroupera deux mines sud-africaines, vieilles et profondes, donc coûteuses à exploiter. L'autre entité, qui garde le nom de Gold Fields, comprendra les avoirs internationaux (au Pérou, au Ghana, en Australie), ainsi que la South Deep Gold Mine, au sud-ouest de Johannesburg. A l'instar de toutes les sociétés minières du pays, Gold Fields, numéro quatre mondial du secteur, a été récemment confrontée à des grèves sauvages à répétition d'une extrême violence à l'appui de revendications salariales et d'amélioration des conditions de travail. Les débrayages ont fait chuter le bénéfice net de l'entreprise lors du troisième trimestre de 42%.(...) L'exemple de Gold Fields sera suivi par d'autres. Harmony AngloGold Ashanti ou Amplats envisagent de réduire leur présence dans la mère patrie de l'exploitation de l'or, qui a débuté en 1886. » Marc Roche *Gold Fields Good Buy ! (Le Monde 03/12)*

Certes le déclin de la production d'or en Afrique du sud remonte à plus loin, déclin d'ailleurs en proportion quasiment équivalent à celui de l'essor de production de platine (avec, entre 1994 et 2009, une baisse de production de 63%, contre une augmentation de 67% pour le platine où sont désormais employés 24 000 travailleurs de plus). On a là une configuration somme toute classique de « fuite » du capital quand aux rendements décroissants se conjuguent des luttes ouvrières radicales. Dans le même temps, le cours de l'or a repris sa lente ascension vers, paraît-il, à moyen terme le prix de 2000 dollars l'once contre 700 en octobre 2008 et bien moins dans les années 80 et 90. Cette nouvelle remontée s'expliquerait par la politique des banques centrales (américaine, anglaise et demain européenne) qui en faisant tourner la planche à billets préparerait un retour de l'inflation et de son grignotage des patrimoines, contre laquelle l'or est bien sûr un remède souverain.

Qu'il en soit ainsi ou non, le rapport de l'or (et des luttes dans le secteur) à la politique monétaire et à la restructuration est loin d'être une question superficielle ou totalement éculée. Il y a bien sûr le serpent de mer du rétablissement de l'étalon-or, ressorti par certains républicains lors de la campagne électorale aux Etats-Unis et dans un sens inverse en France par les disciples du « national-capitalisme » à la Jacques Rueff, qui dénoncent le privilège, devenu exorbitant, accordé au dollar, base de l'« hégémonie » américaine²⁵. Mais la démonétisation de l'or et les changes flottants, loin d'être des décisions malencontreuses ou opportunistes ont ouvert la voie à la nouvelle vague d'internationalisation en supprimant les barrières à la mobilité des capitaux et indiquaient le début de la contre-offensive du capital²⁶. Or

²⁵ L'étalon ne se fera probablement pas « cheval de retour » comme le montre l'échange entre Ben Bernanke et un élu du congrès lors d'une audition en juillet 2011. A la question « L'or est-il une monnaie ? » le président de la réserve fédérale répond surpris « Non ». « Mais alors pourquoi les banques centrales, ont-elles des réserves d'or ? Pourquoi pas des diamants ? » « He bien répond Bernanke, c'est la tradition. » cité in *U.S. election reopens the gold debate* IHT 03/02 Notons aussi, qu'il y a quelques années Sarkozy, alors ministre du budget, avait envisagé de vendre purement et simplement les réserves d'or françaises.

²⁶ Voir Christian Marazzi *Money in the World crisis : The New Basis of Capitalist Power* disponible le net et dans l'ouvrage de Bonefeld et Holloway *Global Capital, National State and the Politics of Money*

(sic), peu après l'adoption en 1976 des accords de la Jamaïque, qui entérinaient cette remise en ordre, une série de grèves violentes secoue le secteur aurifère sud-africain. Celles-ci menacent alors de faire remonter drastiquement un prix de l'or tombé bien bas et ainsi de mettre à mal tous les effets « restructurants » de la démonétisation, c'est à dire le nouveau pouvoir de l'intermédiation financière (spéculation accrue sur les monnaies faibles) mais aussi du FMI (Cf. Prêts au Portugal en 76, à l'Italie et au Royaume-Uni en 77) sur des Etats ne pouvant plus s'appuyer sur leurs stocks d'or dévalorisés pour gérer leurs déficits, c'est à dire « monnayer » avec leur prolétariat. Il faudra attendre que ce dernier soit effectivement défait et que la stabilité des prix devienne le nouveau point d'ancrage de la politique monétaire, pour qu'il n'y ait plus lieu de s'inquiéter des dangereux « effets en retour » des luttes des mineurs sud-africains. Se débarrasser de cette « relique barbare » (Keynes) qu'était la, certes principalement nominale, « marchandise-monnaie » or, c'était aussi conjurer la dépendance à un travail vivant indocile, au nord comme au sud. Mais les fantasmes de « monnaie pure », de dématérialisation totale ou du A-À n'ont pas fini de buter sur les prosaïques besoins de thésaurisation et surtout des luttes de classe bien réelles...

Bien crevée, vieille taupe ? (Suite et fin)

Faute de temps, ces quelques éléments restent très en deçà du sujet.

Des nouvelles du fond, un panorama du secteur minier international (b)

-Phoenix minier...

« The death of mining »

Couverture de *Business Week* en décembre 84

« Le charbon talonnera le pétrole comme première source d'énergie mondiale dans cinq ans et devrait le dépasser d'ici à dix ans, selon un rapport publié, mardi 18 décembre, par l'Agence internationale de l'énergie. « *Le charbon a représenté près de la moitié de la hausse de la demande mondiale d'énergie* » depuis 2000 selon l'AIE. » *Le Monde* 19/12/12

Si de Marx à l'Histoire, il était à la mode dans les années 80 d'enterrer à tort et à travers, le secteur minier n'en a pas moins traversé à l'époque une crise profonde qui a été à l'origine de recompositions spectaculaires (voir *Pig is beautiful* plus loin). Mais depuis le tournant 2000 et la hausse des prix, l'industrie extractive est devenue la plus rentable du monde (Ainsi dans les métaux, les bénéfices des grands groupes sont passés de 4,4 milliards en 2002 à 67 en 2006, avant de baisser puis de repartir en 2010). Les lenteurs propres au secteur (il faut 10 ans pour « faire » une mine) et les résultats mitigés de prospections toujours plus coûteuses devraient garantir encore longtemps des cours hauts. Surtout qu'à côté de la demande maintenue, en grande partie grâce à la Chine, en minerais classiques (Fer, Zinc, Nickel, Cuivre, Bauxite, etc.), les marchés de minerais atypiques et de terres rares connaissent un essor sans précédent. C'est ainsi le cas pour le platine, dont la production n'a vraiment pris son essor que dans les années 60 et qui se vend désormais plus cher que l'or (45 000 euros le kilo). D'ailleurs les américains, inquiets de l'exceptionnelle concentration géographique et centralisation capitaliste du secteur (90 % de la production en Afrique du sud contrôlée par trois groupes), ont inscrit les 3 métaux du groupe platine dans leur liste des 8 matières premières stratégiques « indispensables en temps de paix comme de guerre ». Que ce soit pour fournir les aciéries chinoises, la silicon valley ou produire de l'énergie (Cf. le renversement prévu d'hégémonie entre charbon et pétrole et le recours aux gaz de schiste aux Etats-Unis et maintenant en Grande Bretagne), la renaissance du phoenix minier est en train de dissiper les mirages de la transition écologique et du « green new deal », énièmes revival de

nostalgie fordiste avec leur production de masse durable, consommation de masse responsable et concorde sociale dans la citoyenneté du tri et de l'équitable.

... *mirage vert*...

Energies renouvelables et technologies propres qui n'auraient d'ailleurs pas pu longtemps maquiller leurs « à-côtés ». Ainsi, le platine n'appartient certes pas à la catégorie des survivances de la première ère industrielle. Il est difficile de faire le tri dans ses multiples usages on ne peut plus modernes, des pots catalytiques (*antipollution*) à la chimiothérapie, des simulateurs cardiaques aux nez de missile en passant par la bijouterie, la dentisterie et les engrais. En tout cas, à l'image de l'électronique et des sciences du vivant, piliers de cette « troisième révolution industrielle » qui s'insinue dans tous les interstices de l'existence, que ce soit pour votre voiture, votre plombage dentaire ou votre traitement contre le cancer, vous participez effectivement à un moment ou à un autre à « l'économie circulaire » (Rifkin) des nouvelles retombées polluantes... de la lutte contre la pollution : « depuis que le platine est utilisé abondamment comme catalyseur, on commence à le trouver dans tous les compartiments de l'environnement et notamment dans l'air urbain. La pluie lessive l'air et les eaux de ruissellement l'apportent aux stations d'épurations urbaines, où il s'ajoute à celui qui provient des urines (dont celles des patients traités contre le cancer) des excréments et de certains déchets industriels. »²⁷

Certes, après les luttes récentes dans les mines sud-africaines, le recyclage, variante moderne de substitution de capital au travail, se développera dans les pays riches, c'est du moins la menace qu'ont agité les barons du secteur. Mais, même repeint en vert, ce n'est pas demain que le capital pourra se passer de ces « deux sources d'où jaillissent toute richesse : *la terre et le travailleur*. »(Marx)

...*et sous-sol de la contradiction*.

Dans ce passage fameux du *Capital*, Marx parle plus précisément de leur épuisement par le fait même du développement technique, ce qui ramène à la vaste question des ressources. Précisons d'abord que les fétichistes du « pic pétrolier »²⁸ et autres cassandres de la pénurie, qui voudraient voir dans cette limite objective, nouvelle mouture de la décadence ?, une sorte de point d'Archimède du renversement du capitalisme, oublient un peu vite, eux pourtant contempteurs de la marchandisation, l'aptitude du capital à constamment créer de nouvelles ressources, du génome aux abysses par exemple. Et encore une fois, la détermination d'un régime énergétique (au sens large) n'est au final pas technique mais sociale. Comme le rappelle le texte *Midnight Oil* : « Dans son application immédiate au procès de production, l'énergie libère le capital du travail. Il s'ensuit que le contrôle de l'approvisionnement et du prix de l'énergie signifie le contrôle sur les conditions technologiques de la lutte de classe internationalement et aussi le contrôle sur le développement économique. » Mais on peut aussi préciser que dès lors que la reproduction de la force de travail devient, avec le passage à la subordination réelle, un moment central du cycle du capital, le prix à la pompe ou l'approvisionnement en métaux rares pour la fabrication de tablettes numériques interagissent bien évidemment avec l'organisation de l'exploitation. Or c'est justement la question du rapport entre

²⁷ Fiche *Wikipedia* sur le Platine

²⁸ Sur le sujet voir, pour les germanophones, *Die Ölrente läuft aus* in *Wildcat* n°89, qui reprend et critique les thèses du texte *Midnight Oil* de Midnight Notes.

reproduction de la force de travail et valorisation, au nord comme au sud²⁹, qui est au cœur d'une crise, dont le secteur minier illustre à la fois les méandres et l'éventuel dépassement.

-Pig is beautiful

Le secteur minier international a connu ces trois dernières décennies une évolution globalement inverse à celui des hydrocarbures. Alors que dans ce dernier on a assisté à la montée en puissance des sociétés d'Etat au détriment de feu le « cartel des sept sœurs », dans le secteur de l'extraction minière la plupart des nationalisations des années 50 à 70 ont été annulées, du fait de la baisse des prix mais aussi, notamment en Afrique et en Amérique du sud, grace aux plans d'ajustement du FMI. On ne compte d'ailleurs plus que deux entreprises d'Etat jouant un rôle mondial, LKAB en Suède et CODELCO au Chili, ultimes bastions de « l'aristocratie ouvrière » minière. Les dernières grandes privatisations, celle de CVRD, devenu Vale, en 97 au Brésil, ou celles en cours en Inde, sous l'égide du secrétaire d'Etat au désinvestissement public (!), qui concernent Coal India (premier producteur mondial de charbon) et Hindustan Copper (producteur de cuivre), annonce la naissance de nouveaux mastodontes dans l'hémisphère sud.

Ce qui est une réponse du berger à la bergère, puisque d'ores et déjà le secteur minier, pourtant par nature très dispersé, est l'un des plus centralisés³⁰ au monde. Cela est du notamment à la vague d'OPA et de fusions-acquisitions, commencée au tournant 2000 et qui s'est poursuivie jusqu'à l'orée de la crise. Ce mouvement d'une ampleur impressionnante, amorcé par la mégafusion de BHP et Billiton en 2001, c'est pour ainsi dire emballé ce qui a donné lieu à quelques déconvenues comme l'échec du rachat par BHP-Billiton (n°1) de Rio Tinto (n°2 mondial) en 2008 ou du canadien Potash en 2010.

On peut illustrer cette frénésie d'acquisition et ses aléas en suivant l'évolution du groupe suisse Xstrata, le plus internationalisé de tous et détenteur de 25% de Lonmin, propriétaire de la mine de Marikana. Après avoir réalisé pas moins de 6 acquisitions importantes entre 2002 et 2006(Enx resources (02), Duiker Minig (02), MIM holdings (03) et WMC ressources (04), Falconbridge Canada (06) et Carbones del cerreyon la même année) et avoir tenté sans succès une OPA sur Lonmin en 2008, le groupe a cherché à se rapprocher successivement de Vale, Rio Tinto puis Anglo-american avant finalement de fusionner actuellement avec le négociant Glencore, pour donner naissance au quatrième groupe minier mondial, présent donc à l'amont et à l'aval pour plus de la moitié de la production de zinc ou de cuivre mondial. La tendance à contrôler toute la chaîne de la production à la revente en passant par l'acheminement concerne tout le secteur, ainsi Vale qui gère 10 500

²⁹ « Les luttes ouvrières au sud (Corée, Thaïlande, Indonésie hier, Chine, Bangladesh, etc. aujourd'hui) viennent saper les bases de la paix sociale à crédit au nord, elle-même produite, comme défaite, à partir des limites de l'offensive prolétarienne précédente dont il s'agit aujourd'hui de solder les comptes. La contradiction entre prolétariat et capital a, en quelque sorte, fait son tour du monde et se formule désormais globalement, au delà de la séparation classique centre/périphérie. » (Home, *sweet home* sur ce blog).

³⁰ Nous utilisons le terme de centralisation plutôt que concentration, en se référant à la distinction que fait Aglietta dans *Régulation et crises du capitalisme* : « Alors que la concentration simple est dans le champ de la valeur un fait quantitatif d'accumulation inégale qui conserve l'autonomie des capitaux, la centralisation est un changement qualitatif qui remodèle l'autonomie des capitaux et établit des rapports de concurrence nouveaux. »

km de voies ferrées sur les 29 000 que compte le Brésil, ainsi que huit terminaux portuaires et a établi sa succursale de négoce dans un canton suisse³¹. Même si il est un peu tôt pour crier a un retour du « capitalisme monopoliste » à la Baran et Sweesy, on n'est déjà plus exactement là dans la concurrence oligopolistique qui a caractérisé la première phase de la globalisation (Pour certains métaux, on tend au duopole, entre une société transnationale très extravertie et une ex-société nationale ayant gardé son monopole de production). Si on peut expliquer cette centralisation par de nombreux facteurs (envolée des cours et épuisement de certains filons, coûts croissants d'extraction qui font qu'il est plus rentable de racheter le voisin, abondance de liquidités internationales cherchant à se « solidifier », etc....), elle participe d'une recomposition qu'on trouve à un niveau moindre un peu partout (multiplication des partenariats dans l'automobile, les transports, la défense ou encore la restructuration actuelle des secteurs bancaires et financiers) et qui correspond à un stade nouveau de globalisation.

-Dur comme fer

Bien évidemment, un tel contrôle des sociétés transnationales sur les ressources et donc leur pouvoir quasi discrétionnaire sur les prix ne peut que créer des tensions avec les pays acheteurs et les industries de transformation. Le marché du fer l'a illustré récemment. Jusqu'en 2010, les prix y étaient plus ou moins cartellisés puisque fixés annuellement lors d'une rencontre entre groupes sidérurgistes et miniers. Mais ce qui était «le dernier système de stabilisation des prix d'une matière première » a succombé du fait de l'importance de la demande chinoise (Cf. sa bulle immobilière) et de son caractère fortement erratique voire absurde puisqu'en achetant principalement au comptant, les sidérurgistes chinois payaient deux fois le prix contractuel. Désormais, les accords sont trimestriels et indexés sur les prix du marché libre, ce qui a donné lieu à des variations spectaculaires selon le bon vouloir des trois gros du secteur (BHP-Billiton, Rio Tinto et Vale). Et si ils sont encore trois, c'est que les chinois ont réussi, en 2008, à faire échouer la fusion des deux premiers, en tentant par surprise de monter au capital de Rio Tinto, étant prêt, au passage, à déboursier pour cela le montant le plus élevé jamais engagé par une entreprise chinoise dans une opération à l'étranger. Montée au capital finalement refusé en juin 2009, ce qui provoqua l'arrestation à Shanghai de 4 cadres de Rio Tinto, inculpés pour vol de secrets commerciaux. La petite guerre est probablement partie pour continuer, puisque BHP et Rio Tinto ont annoncé leur intention de mettre en commun leurs mines de fer australiennes. Les chinois ne sont d'ailleurs pas les seuls à s'inquiéter et s'organiser face au pouvoir exorbitant des groupes miniers. Ainsi, les japonais qui ont une longue expérience en la matière mais aussi les allemands³² et l'union Européenne qui multiplie les accords bilatéraux avec des pays producteurs (comme tout récemment avec la Colombie et le Pérou).

Au-delà de l'affrontement entre le Hulk minier et le Godzilla étatique, il y a bien ici une forme mineure de disjonction entre section I (section productrice des moyens de production) et section II (section productrice des moyens de consommation).

Rappelons l'analyse classique à ce sujet : « L'accumulation capitaliste est

³¹ Voir *Les géants des matières premières prospèrent au bord du lac Léman* in *Le Monde Diplomatique* Décembre 2012

³² « En 2010, le gouvernement fédéral allemand a publié sa stratégie pour les matières premières minérales et crée une agence spécialisée dans le domaine, die Deutsche Rohstoffagentur (...) Enfin début 2012, les géants de la chimie (BASF, Bayer), de l'auto (BMW, Daimler), de la sidérurgie (Thyssenkrup, Stahl) se sont réunis dans une alliance pour la sécurisation des matières premières (Rohstoff-Allianz) qui servira de centrale d'achat pour ses membres. » *Le Monde* 11/09

nécessairement heurtée. Elle prend son impulsion dans le développement autonome de la section I qui dresse une barrière devant l'accumulation. Cette barrière ne peut être levée que si *la production capitaliste bouleverse les conditions d'existence du salariat*. C'est seulement par cette transformation sociale que la production de marchandises peut avoir le rythme d'expansion qui permet de réaliser tendanciellement le développement harmonisé des deux sections, condition nécessaire d'un rythme régulier d'accumulation. » (Aglietta *Régulation et crises du capitalisme*) Il serait bien sûr absurde de vouloir plaquer cette analyse, juste pour l'occident de 14/45, à la situation actuelle. On fait plus face à un effet circonstanciel de la centralisation, qu'à « un développement autonome », au sens technique, du secteur de l'extraction minière. Il n'en est pas moins intéressant de noter que cette guerre du fer, participe de la crise larvée du modèle chinois et de son enjeu central, c'est à dire l'incapacité du capital chinois, aujourd'hui à discipliner son prolétariat et donc peut-être demain à l'intégrer dans une variante autoritaire de proto-fordisme.

-Corridors et ilots

« Dans l'industrie extractive, celle des mines par exemple, les matières premières n'entrent pas comme élément des avances, puisque l'objet du travail est non le fruit d'un travail antérieur, mais bien le don gratuit de la nature, tel que le métal, le minerai, le charbon, les pierres, etc. Le capital constant se borne donc presque exclusivement à l'avance en outillage, qu'une augmentation de travail n'affecte pas (...) Mais les autres circonstances restant les mêmes, la valeur et la masse de produit se multiplieront en raison directe du travail appliqué aux mines. De même qu'au premier jour de la vie industrielle, l'homme et la nature y agissent de concert comme sources primitives de la richesse. Voilà donc grâce à l'élasticité de la force ouvrière, le terrain de l'accumulation élargie sans agrandissement préalable de capital avancé. »

Marx Le Capital

Les théories bourgeoises de la propriété doivent certainement beaucoup à ce secteur minier doté d'une si formidable aptitude à l'auto-engendrement et l'expansion, à l'image de la machine à vapeur inventée pour drainer l'eau hors des puits avant de servir à acheminer le charbon et de remodeler le monde. Remodelage qui continue, non sans rencontrer moult oppositions : modestes tentatives de nationalisation en Bolivie notamment, lancinant problème des mineurs clandestins, nombreuses luttes contre l'ouverture de mines, de Iérisos en Grèce à Pascua Lama au Chili, mais aussi présence dans les zones vouées à l'exploitation de la guérilla naxalite en Inde ou celle des restants narco-maoïstes du sentier lumineux au Pérou. Comme on le sait le secteur n'est certes pas allergique aux conflits, dès lors que ceux-ci facilitent l'accaparement des ressources, ce qui ne manque pas de créer d'édifiants liens de cause à effet entre consommation high-tech et massacres ethniques : « (...) la guerre resurgit au Zaïre-Congo avec l'émergence des technologies de l'information et de la communication. A cet égard le déplacement du conflit du Katanga vers le Kivu est éclairant. Il reflète les demandes mondiales d'au moins deux matériaux sollicités par cette nouvelle révolution : le tantale et le niobium-qui donnent leur nom au coltan-présents dans cette région et recherchés par les industriels et les groupes armés. » (*Les minerais, belligènes par nature* Apoli Bertrand Kameni). Mais désormais, le secteur ne semble plus vouloir se contenter des habituels ilots de production et de la segmentation héritée du colonialisme. Ainsi divers projets de corridors, dits couloirs de développement, traversant tout le continent africain sont à l'étude, ce qui accentuera le floutage actuel des frontières : « Les limites territoriales se diluent au profit de zones frontalières, de « pays frontières » où les régulations s'effectuent par le bas, c'est à dire par le jeu des acteurs eux-mêmes. » (*Que reste-t-il des frontières africaines ?* Anne Cécile Robert in *Le Monde Diplomatique* 12/12) Vu

le pouvoir acquis par les titans du secteur, qui semblent même ne plus se soucier des taux de change ou des fluctuations du dollar, cette désétatisation comme reconfiguration post-nationale des aires d'accumulation est toute naturelle...

Alors, bien crevée, vieille taupe ?

« Souvent il semble que l'esprit s'oublie, se perde ; mais à l'intérieur, il est toujours en opposition avec lui-même. Il est progrès intérieur –comme Hamlet dit de l'esprit de son père : « Bien travaillé, vieille taupe ! »-jusqu'à ce qu'il trouve en lui-même assez de force pour soulever la croûte terrestre, qui le sépare du soleil (...) Alors l'édifice sans âme, vermoulu, s'écroule et l'esprit se montre sous la forme d'une nouvelle jeunesse » Hegel (Cours sur l'histoire de la philosophie)

« **Sequester** », etc. : **remarques sur l'économie américaine.**

Falaise budgétaire

S'il est certes beaucoup trop tôt pour dire que le cycle de coupes budgétaires entamé le 1^{er} mars aux Etats-Unis se poursuivra selon le rythme fixé (109 milliards d'économies par an... jusqu'en 2021 !) rappelons que cette variante effectivement spectaculaire de mise sous austérité par l'automation budgétaire, ne constitue ni une absolue nouveauté, ni à proprement parler un accident de parcours.

Ainsi, mécanisme de « séquestration » ou autre « mur de la dette », ne datent pas d'hier : dès 1985, le Gramm-Rudman-Hollings Act imposait une réduction annuelle du déficit sous peine de coupes automatiques à une date butoir -dispositif qui fut repris dans le Budget Act de 90 qui lui succéda. D'ailleurs, sans qu'elle prenne cette forme légèrement caricaturale (compte à rebours, catastrophisme, etc.), la contrainte européenne sur les budgets nationaux telle qu'elle s'exerce et se dessine (Cf. Projet de contrats d'ajustement obligatoires en cas de trop grand déficit, voire de « droits d'intervention dans les budgets nationaux » dicit Merkel devant le parlement Européen fin 2012), ne correspond pas moins à un « choix de la crise » que les gesticulations politiques ne font qu'agrémenter.

Ceux qui geignent sur l'absurdité de ces coupes « aveugles et automatiques » et la chute malencontreuse des politiques publiques dans « les eaux glacées » du calcul comptable, feignent d'oublier que l'histoire économique de ces dernières décennies c'est aussi celle des différentes phases d'accumulation de la dette américaine à l'étranger (pétrodollars-nippodollars-sinodollars). Or, le drainage de l'épargne mondiale permettant de combler le déficit abyssal de la balance commerciale -un « plan Marshall à l'envers » selon une formule vieillie- qui a vu passer, dès 84, le pays du statut de plus grand créateur mondial à celui de plus grand débiteur, ne peut pas se poursuivre indéfiniment. Bien sûr, les chinois, (et les multinationales américaines !) n'accepteront pas une redite de la réévaluation du yen des années 80, l'euro existe malgré tout, etc. : de fait, on assiste d'ores et déjà depuis 2008 à une relative renationalisation de la dette américaine³³. La « séquestration » entérine donc probablement un tournant de cette « héganomalie », qui alimente depuis longtemps fantasmes géopolitiques et indignations souverainistes (cf. entre autres J.L. Gréau « l'anomalie américaine » in *L'avenir du capitalisme*).

³³ « Les conditions dans lesquelles le marché des titres du Trésor s'équilibre se sont déjà sensiblement modifiées. Alors que le reste du monde avait absorbé l'essentiel des émissions entre 95 et 2007, ses achats n'ont plus représenté que la moitié entre 2008 et 2010 (l'équivalent, chaque année, de 5 points de PIB) avant de tomber à 2 points de PIB en 2011. Depuis 2008, les agents intérieurs –secteur financier en 08, ménages en 09-10 puis Réserve fédérale en 2011- ont donc en grande partie pris le relais. » Brender, Pisani, Gagna *La crise des dettes souveraines*

Elle résulte pourtant « simplement » de l'externalisation de la production et du maintien d'une consommation de masse à crédit, l'importation de produits low-cost étant dans le même temps « exportation de lutte de classe » : « Le dollar est encore la monnaie de réserve et les USA sont encore en mesure d'exporter leur lutte de classe interne (hier la poussée de la classe ouvrière, aujourd'hui les avantages en nature concédés à leur classe moyenne) en transformant leur déficit budgétaire et leur endettement en dollars en bons du trésor. » (Yann Moulier-Boutang) Désormais l'ouvrier américain surendetté ne peut plus compter sur l'ouvrier chinois surexploité pour maintenir son pouvoir d'achat et l'énième pressurisation du premier comme la combativité du second sont en train de changer la figure de la fameuse « Chimérique »³⁴.

Relance dans le vide

Au-delà des grandes manœuvres, la cohérence du processus de « séquestration » tient aussi dans la manière dont il tire la conclusion de l'échec des vieilles méthodes de relance.

-L'expansion monétaire, chère à Greenspan dans les années 2000, n'a pas permis de faire vraiment repartir le marché immobilier et encore moins la consommation, même si elle fait le bonheur des marchés (voir plus loin). L'austérité va, au contraire, par ses « effets asymétriques » (Ph. Gollub) -pas de hausses d'impôts pour les riches mais suppression d'aides et d'allocations pour les pauvres- accentuer encore la crise du « mode de répartition » qui a préparé celle des subprimes. L'annonce de la suppression prochaine de l'aide au logement à 100 000 familles indique d'ailleurs que les comptes de celle-ci n'en finissent pas d'être apurés et que la mutation du système carcero-pavillonnaire -cette modalité américaine mais aussi britannique de « compromis social » couplant accès à la propriété et enfermement de masse- bousculé par le mouvement Occupy et surtout les grèves dans les prisons en Georgie et en Californie en 2010, n'en est qu'à ses prémises.

-Les Etats américains qui avaient été largement aidés à se maintenir à flot par les plans de relance vont cette fois-ci se retrouver en première ligne, ce qui confirme en passant, qu'un peu partout la décentralisation de la restructuration est en marche (Rappelons c'est par la quasi mise en faillite de l'Etat de New York en 75-76 que commença le rabetage massif du welfare aux Etats-Unis.) En tout cas, après une première vague d'attaque contre les vieilles modalités contractuelles encore en cours dans le privé, c'est désormais au tour des travailleurs du public, dont le taux de syndicalisation s'est élevé ces dernières décennies, d'être mis au pas, comme l'avaient annoncé les mesures prises par le gouverneur du Wisconsin.

-Enfin, les coupes dans le budget militaire sonnent en quelque sorte le glas du « militaro-keynésianisme » auquel recourirent notamment Reagan et les Bush père et fils, même si on peut penser que la nouvelle automation militaire -les drones- s'accommodera de l'automation budgétaire.

Ainsi, alors que le FMI fait mine de redécouvrir les charmes du « multiplicateur budgétaire », aux Etats-Unis on entrevoit chaque jour une nouvelle conséquence du démultiplicateur de l'austérité, variante des effets dominos d'interdépendance désormais bien connus en Europe. Et là aussi les incantations à la relance sonnent

³⁴ « (...) s'il est vrai qu'au cours des dernières années le bas coût du travail chinois a augmenté de 1000 \$ par an le pouvoir d'achat des ouvriers américains (...) On estime qu'une augmentation de 20% de la consommation chinoise permettrait une augmentation de 25 milliards de dollars des biens exportés par les Etats-Unis, avec la création de 200 000 postes de travail américains. Nous sommes encore loin du plein emploi, mais il est tout de même intéressant de constater que l'économie globale peut être rééquilibrée par un nouveau cycle de luttes ouvrières. » Christian Marazzi *La brutalité financière* En l'occurrence ce cycle de luttes en Asie est tout autant à l'origine de la crise... (Nd sda)

bien creux quand celle-ci semble tourner à vide, car la seule « sortie de crise » qui existe, c'est l'approfondissement de la restructuration.

Envolée boursière

« Les effets de l'effondrement boursier de la mi-octobre 2008, qui avait amené le Dow Jones à chuter de 54% en six mois (...) ont enfin été effacés. A l'automne 2008, « *les gens ont cru revivre la crise de 1929* » note Robert Buckland, chef stratège de Citigroup. Et voilà les pertes de Wall Street résorbées en moins de cinq ans, quand il en avait fallu vingt-cinq à l'époque pour parvenir au même résultat. « *C'est remarquable* » juge M. Buckland. » *Wall street efface cinq années de crise*

Le Monde 07/03

Ici, en l'occurrence, tout est affaire de point de vue : pour l'un si l'on ajoute à cela la baisse surprise du chômage, on est à l'orée de la reprise, pour l'autre on a une preuve, une de plus, de la dangereuse « déconnexion » de la finance d'avec l'économie réelle et la perspective dramatique de nouvelles bulles (titrisation des prêts étudiants, voire bulle obligataire). Quoiqu'il arrive, cette envolée, qui doit beaucoup à la politique de la réserve fédérale, n'en indique pas moins un rétablissement du profit des grandes entreprises, c'est à dire la récolte des premiers fruits de l'offensive menée depuis 2008. Pour s'en faire une idée, il suffit de regarder l'impressionnante liste d'accords type « no-deal » signés dans les entreprises américaines³⁵, et cela sans provoquer beaucoup de réactions, si ce n'est dernièrement le refus des baisses de salaires des boulangers de la marque Hostess Brand, qui a finalement préféré se mettre en faillite. Comme nous avons déjà eu l'occasion de l'écrire : « Le moteur du capitalisme ce n'est pas la « surréalisation de la valeur » sur des échelles nano-temporelles mais un rapport social constant et conflictuel, l'exploitation, avec la force de travail partout dans le monde. La finance participe de ce rapport social mais elle n'en est pas le « deus ex machina », ni le « general intellect », moyen de la restructuration (rétablissement du taux de profit, centralisation et internationalisation du capital) elle est aussi un moment de son inachèvement (crise larvée de l'accumulation, oligarchisation, etc). » (*La crise ! Quelle crise ?* sur ce blog) Il serait bien sur hasardeux de pronostiquer quoi que ce soit sur une ré-adequation éventuelle entre taux de profit et taux d'accumulation. Notons seulement que l'exploitation intensive du gaz de schiste semble esquisser une nouvelle mouture énergétique qui permettrait de pallier à la hausse des prix du carburants et aux rendements décroissants de la conteneurisation, tout en facilitant le retrécissement des circuits de production et probablement une forme de relocalisation (*reshoring* en américain, c'est à dire *Ramener vers le rivage*). Une chose est sûre en tout cas, dans le cours actuel de la restructuration, les deux piliers de « l'accumulation intensive » : « le développement des rapports contractuels entre directions capitalistes et organisations ouvrières » et « la socialisation d'une partie des dépenses de reproduction de la force de travail » (Aglietta *Régulation et crise du capitalisme*) finissent de s'écrouler.

³⁵ « Après des décennies d'agressions contre la classe ouvrière, une victoire décisive a pour ainsi dire marqué la fin d'une époque lorsque le syndicat United Auto Workers (UAW) a accepté en 2007 un contrat à deux vitesses dans les sociétés automobiles GM, Ford et Chrysler, les « Trois grands » ; ce contrat a été ratifié en toute hâte malgré l'opposition généralisée de la base. Dès lors, les embauches chez les « Trois Grands » se sont négociées à 14 \$ de l'heure contre 27 pour les ouvriers embauchés précédemment. Depuis la seconde guerre mondiale, le contrat UAW était un accord « modèle » pour de nombreux autres secteurs industriels, et au cours des trois années qui ont suivi cette ratification, la proportion de contrats à deux vitesses est passée de 2% à 12%. » Loren Goldner *La lutte de classes aux Etats-Unis depuis 2008* dans le N°138 d' Echanges (BP 241 75866 Paris Cedex 18 , www.mondialisme.org) Voir aussi dans le même bulletin le vaste panorama de la situation sociale aux Etats-Unis par H.S. (du N°130 au N°135)

Ecroulement qui avait commencé non pas à Wall-Street mais bien dans l'usine GM de Lordstown ou les rues de San-Fransisco...

Le modèle irlandais : avant, après.

« *Le soleil brillait, n'ayant pas d'alternative, sur le rien de neuf.* »

Samuel Beckett *Murphy*

Modèle d'avant la crise, le petit tigre celtique (4,4 millions d'habitants) serait en passe de devenir le modèle d'un éventuel « après ». L'occasion de rappeler quelques banalités sur ce cas particulier, exemplaire dans son genre.

Tête de pont et tête à queue

Grâce à son dumping fiscal et social, l'Irlande a pu attirer ces dernières décennies de nombreuses multinationales, notamment américaines, dont elle est devenue en quelque sorte la tête de pont en Europe. Mais si le pays a ainsi trouvé sa place dans la division internationale du travail, le miracle tant vanté n'en était pas moins légèrement mité, comme le rappelle Jean-Luc Gréau : « Des groupes d'importance mondiale localisent abusivement une fraction notable de leurs profits en Irlande pour « optimiser » leur imposition globale. Mais ladite optimisation des profits repose sur des *mouvements comptables* bien connus des fiscalistes spécialisés, sous le nom de « mécanisme de prix de transferts », consistant à organiser des transactions systématiques entre les filiales des différents sites de production : les filiales assujetties à un impôt important vendent à perte aux filiales fiscalement favorisées, ces dernières revendent au prix fort ce qu'elles ont acquis à un prix de braderie. (...) *Non seulement les profits sont imaginaires, mais une fraction de la production et des exportations aussi.* Tel est le miracle celtique. » (In *La Grande Récession -depuis 2005*)

Et à ces excédents faussés ont correspondu une gigantesque bulle immobilière, des manœuvres spéculatives hasardeuses des banques et autres filouteries comptables dont a pu dire qu'elles consistaient à « créer une richesse qui n'existe pas pour dissimuler une dette bien réelle ». Les effets trompe-l'œil de la circulation internalisée des sociétés transnationales³⁶ se sont donc dissipés dès lors qu'on s'est aperçu que la trinité oligarchique irlandaise, le « triangle toxique » c'est à dire l'alliance entre banquiers, promoteurs immobiliers et hommes politiques, avait eu les « yeux plus gros que le ventre » (Pour l'anecdote, le PDG de l'Anglo-Irish Bank s'était ainsi accordé à *lui même* un prêt de 88 millions d'euros). Au-delà des habituelles fantasmagories du capital fictif (« Dans ce système de crédit, tout peut doubler et tripler et se changer en pure chimère (...) » Marx), cette évaporation subite de prospérité, avec socialisation des pertes sous la forme d'une déflation sociale généralisée, indique, que même dans ce pays « relativement neuf » l'entre-deux de la reproduction ne pouvait plus durer et que « l'extraterritorialité » ne peut pas non plus prétendre éternellement échapper aux problèmes domestiques.

Transferts de créances et transition

Une fois la crise sérieusement commencée, l'Etat Irlandais n'a pas eu d'autres choix que de nationaliser l'oligopole bancaire, incité en cela par la BCE et l'UE inquiets du risque de contagion, les établissements irlandais s'étant massivement endettés

³⁶ « Bien que les biens et services internalisés traversent les frontières, bien qu'ils soient enregistrés dans les balances commerciales des pays à leur sortie et à leur entrée, ils ne sortent pas de l'espace intégrée de la firme. » Charles Albert Michalet *Qu'est ce que la mondialisation ?*

auprès de leurs homologues européens. Le bon élève, pays le moins endetté d'Europe avant la crise s'est donc instantanément transformé en cancre. S'ensuivirent huit plans d'austérité et la mise au chômage d'un dixième de la population, ce qui a permis de faire baisser le coût unitaire du travail de 27% (baisse des salaires et hausse de la productivité) dans le secteur manufacturier et de relancer la machine à exporter. C'est d'ailleurs dans l'exportisme le plus classique que semble s'engager le pays puisque la purge de la bulle immobilière continue. L'absence quasi totale de réactions, si on compare aux autres pays du GIPSI, (ce que vantait récemment un économiste : « les irlandais font une journée de grève générale et puis c'est tout ! »), est en tout cas venue faciliter la tâche et permet au pays de se faire promettre d'être la prochaine « success story » de l'U.E. One again !

Mais, au moment même où il revient vendre sa propre dette sur les marchés, l'Etat Irlandais demande à ce que le Mécanisme de stabilité européen récupère la dette de ses banques, afin de s'émanciper de la tutelle de la troïka, ce que, pour l'instant encore, refusent l'Allemagne et la BCE. Le premier ministre irlandais rappelle pourtant que l'Europe « s'est engagée à briser le lien entre les dettes souveraines et bancaires » et que la nationalisation de ses banques a sauvé la zone euro (dans cette affaire, on ne sait plus qui sauve qui !). De fait, ce transfert marquerait un pas en avant dans l'intégration régionale et cela d'autant plus qu'on a pas demandé au pays d'alourdir sa fiscalité sur les entreprises. Mais il faut croire que la réforme de ces îles (Irlande et Chypre) qui forment les deux pôles « off shore » de la zone euro n'est pas achevée, tant il est vrai aussi que c'est toute la juxtaposition d'espaces différenciés, de l'est (cf. refus de l'entrée de la Roumanie et de la Bulgarie dans l'espace Schengen) au sud, qui est en train de se réinventer.

Passifs et pacification

C'est, pour le moment, la principale réussite à posteriori du compromis patrimonial inventé par Thatcher et Reagan dans les années 80, que sa crise, dans laquelle « les « effets richesses » se renversent immédiatement en paupérisation » (« faire de ce qui fut un jour le privilège de l'élite, l'expérience quotidienne des masses » disait la dame de fer !), n'ait provoqué ni aux Etats-Unis ni vraiment en Europe de mouvements spécifiques des millions de personnes expulsés ou menacés de l'être. La vérification en masse de la véracité du vieux slogan « la propriété c'est le vol ! », n'a semble-t-il pas encore suffi à briser atomisation et éthique de la traite...

C'est peut-être grisé par ce constat que l'Euro groupe a préconisé samedi la taxation directe des comptes bancaires chypriotes, envoyant valser quelques grands principes comme la garantie des dépôts, l'assentiment à l'impôt et même l'inviolabilité de la propriété privée. « Stratégie du choc » par l'automation fiscale (avec rétropédalage prévu : finalement les plus pauvres ne seront pas touchés) ou « choix de la crise » (Cf. la vieille peur de la ruée sur les guichets des banques), cette mesure, déjà utilisée en Italie en 92 mais dans des proportions bien moindres, participe en tout cas d'une pédagogie de l'arbitraire que ce soit celui de la dette, du crédit ou tout simplement de l'argent. L'apurement des passifs publics et privés est effectivement une vaste opération de pacification, au sens que les militaires lui donnent.

Et s'il semble anachronique de ressortir la vieille théorie de la colonisation, « (...) le mode de production et d'accumulation capitaliste, donc aussi la propriété capitaliste, implique nécessairement la destruction de la propriété privée fondée sur le travail personnel, c'est à dire l'expropriation du travailleur. » (Marx *Le Capital* chap. XXV), dans l'attaque en cours contre les vieilles normes de la reproduction de la force de travail, qui de dynamique sont devenues entraves, c'est bien toute une nouvelle génération de « travailleurs libres » qu'on fait émerger.

A propos d'hypertrophie...

PIB, y es-tu ?

La dette totale 2,6 fois plus grande, les investissements en Russie 5 fois plus importants et les fameux dépôts bancaires qui ne représentent pas moins de 8 fois sa taille, sans parler bien sûr de son statut extrêmement marginal à l'échelle européenne (0,2%), le malheureux Produit Intérieur Brut chypriote n'en finit pas d'être ramené à une inconsistance somme toute normale, pour un pays de 800 000 habitants, grand (sic) comme la Corrèze. D'ailleurs, ce n'est pas fini puisqu'on estime qu'avec la réforme du système bancaire et l'habituel plan d'ajustement (Baisse des salaires et des pensions, report de l'âge de la retraite à 67 ans, hausse des impôts, etc.), c'est une baisse de 20% qui l'attend.

Le PIB est certes un étiage pour le moins ambiguë : on rappelle souvent qu'il recouvre tout à la fois la production de la voiture et les soins portés à l'automobiliste accidenté ou, mieux encore, la partie du chiffre d'affaire de Total localisée en France et la dépollution des plages après le naufrage de l'Erika. Mais on pourrait aussi dire que cette forme moderne, devenue norme européenne en 1974, regroupant à la fois produits marchands et non-marchands, tend à prendre tout son sens. A travers les vagues de privatisations, en grand ou rampantes (cf. les sociétés militaires privées) mais aussi, comme le répètent bien assez les adeptes du « cognitariat » et du « bio-capitalisme », par l'« extension des processus d'extraction de valeur à la sphère de la distribution et de la reproduction » (Marazzi). Toutefois, si ce que décrivait Mario Tronti -« Le caractère social de la production a été étendu à un tel point, que c'est la société toute entière qui fonctionne maintenant comme un moment de production. » (*Le Capital social*)- s'est effectivement approfondi dans la restructuration, « le travail gratuit » du consommateur ou l'industrie du « care » ne modifient pas non plus radicalement l'accumulation capitaliste. Bref, la marchandisation d'à peu près tout ne multiplie pas non plus les « gisements de valeur » comme des petits pains... Et dans ce sens aussi, c'est tout un régime d'excroissance qui est en crise.

Off-shore, Gaz et verrou

Dans le cas spécifique de l'hypertrophie chypriote, au-delà du cercle vicieux d'interdépendance nationale banques-Etat (porté ici à son maxima puisque la faillite des unes entraîne immédiatement celle de l'autre) mais aussi d'interdépendance européenne puisque c'est la restructuration (sans fin) de la dette grecque qui a précipité le pays dans la crise, son apurement participe d'une remise en ordre territoriale et financière nécessaire³⁷ quand s'annonce la fin d'un cycle de globalisation, dont on voit les prémises dans les bisbilles d'atolls et d'eaux territoriales qui se multiplient (Entre Philippines et Chine, Chine et Japon, Japon et Corée, etc....). D'ailleurs la Russie se plaint amèrement mais va pouvoir « dé-offshoriser » son économie, voire créer ses propres plates formes (« Puisque ça chauffe à Chypre, nous pourrions créer une sorte de zone franche en Extrême-Orient. Nous avons des endroits très bien pour cela comme les îles Kouriles ou Sakhaline. » a déclaré Medvedev. Rappelons que ces îles font l'objet d'un contentieux avec le Japon...). Si on ajoute bien sûr à cela la future pléthore de gaz, off-shore lui aussi (les eaux territoriales ont été découpées en 13 lots d'où des tensions avec la Turquie) et sa position de verrou stratégique, on comprend que plutôt de faire « un

³⁷ Le fait que dans la réorganisation du secteur bancaire de l'île (faillite d'une banque, recapitalisation de l'autre), la BCE refuse une quelconque décote de ses créances, indique d'ailleurs bien comment elle préside, ici comme en Espagne, à la nouvelle mouture de l'oligopole bancaire européen dite aussi « union bancaire ».

exemple », l'Eurogroupe ait choisi de tester ses nouvelles recettes de sauvetage qui tue.

A propos anecdotique...

« *Personne n'achète, personne ne vend, on est comme morts.* »

(Cité dans *Libération* 22/03)

Phrase absurde d'un commerçant de Nicosie, qui illustre banalement l'hypocondrie boutiquière en temps de catalepsie bancaire; mais aussi, dans son genre, un bon raccourci. Du moins, c'est ce que nous nous sommes dit, d'où les quelques notes qui suivent, mise en ordre partielle d'une discussion encore en cours...

Dépôts de l'angoisse

« La dette ne saurait se réduire à un dispositif économique ; c'est également une technique sécuritaire de gouvernement et de contrôle des subjectivités individuelles et collectives, visant à réduire l'incertitude du temps et des comportements des gouvernés. » (Maurizio Lazzarato *La fabrique de l'homme endetté*)

La (très-très) relative pénurie monétaire et le psychodrame des queues devant les distributeurs automatiques chypriotes, sont venus opportunément rappeler à tout le monde que l'argent, cette « matérialisation du travail social », s'est largement dématérialisé, suivant en cela son cours naturel (« D'autres êtres, en se frottant au monde extérieur, perdent leur idéalisme, la monnaie, elle, s'idéalise par la pratique, son corps d'or ou d'argent se dissout en une existence fictive. » Marx *Critique de l'économie politique*). Ce mouvement qui s'est accéléré progressivement, avec la monétique et l'extension de la mensualisation et de la salarisation³⁸ dans les années 60/70 puis le développement dans cette dernière décennie du cyber-commerce, n'en interdit pas moins une concrétisation arbitraire et pédagogique à grande échelle, sous la forme d'une interruption impromptue du flux de liquidités³⁹. Et la circulation ne « sue » plus alors seulement de l'argent mais aussi de la peur « par tous ses pores », le droit du déposant devenant devoir de panique puis discipline de la fatalité, fatalité non pas d'une taxe qui ne touchera que les plus riches mais bien de la mise en coupe réglée qui s'annonce. Ainsi, le retournement des conditions de reproduction maintenue cahin caha ces dernières décennies prend ici la forme d'un dispositif disciplinaire de « prise en otage » dans la socialisation, et, par effet en retour, d'exacerbation d'un « syndrome de Stockholm » marchand, nationaliste ou raciste...

(A)lien social et alternative

« Aux époques, où le métabolisme social est profondément troublé, il arrive qu'on enterre encore de l'argent sous forme de trésor, même au stade développé de la société bourgeoise. On sauve ainsi du mouvement social le lien social sous sa forme

³⁸ « (...) c'est l'Etat lui-même qui a rendu obligatoire en 68 (à partir d'un certain salaire) le virement bancaire des payes notamment avec la généralisation de la mensualisation. Il résulta de l'opération, que le salaire de l'ouvrier ou du salarié devenait désormais du capital. » (La *sphère de circulation du capital* brochure d'Echanges et Mouvement)

La loi Erisa de 74, qui pousse à la professionnalisation des fonds de pension américains, est un autre moment de cette « financiarisation » qui est, dans le même mouvement individualisation/juridicisation de l'exploitation.

³⁹ Opération pas si anodine qu'il y paraît : « C'est par la circulation de la monnaie et un cycle *ininterrompu de paiements* que la société se reproduit et apparaît au yeux de ses membres comme éternelle, immortelle et donc autorité souveraine. » (Bruno Theret *La monnaie au prisme de ses crises d'hier et d'aujourd'hui.*)

solide. Pour le possesseur de marchandises ce lien est constitué par la marchandise et la forme adéquate de celle-ci est l'argent. Le *nervus rerum* social est enseveli avec le corps qu'il innerve. » Marx *Critique de l'économie politique*

Pas la peine de se précipiter dans le jardin de son voisin puisqu'il semblerait que cette thésaurisation à l'ancienne n'ait plus cours, mais par contre dans l'approfondissement de l'« *occupation totale* de la vie sociale » (Debord) par la convergence entre hyperconsommation et hypercommunication, le lien social est d'autant plus une marchandise (« celle qui fait passer toutes les autres »), dont la forme adéquate est l'aliénation participative. On aurait tort de mésestimer ces lieux communs situationnistes car ils rappellent l'ampleur de la mainmise des catégories de cette société et un de ses pendants, le risque réel d'un revival alternatif, voire d'une autogestion, à la marge, de l'équivalence. Ainsi, cela a été noté avec gourmandise par un certain nombre de journalistes, on a vu apparaître en Grèce des formes spontanées de « monnaie », fonctionnant sur le principe d'échange d'activités (Une heure de yoga contre deux heures de jardinage). Bref, une sorte de « décroissance » dans la paupérisation relative pourrait très bien être un accompagnement par en bas de la réforme d'un régime d'excroissance en crise. Si un tel mouvement n'est pas nécessairement complètement inoffensif⁴⁰, le déplacement symbolique de la contradiction sur ce terrain serait un très mauvais signe, comme ce fut le cas par le passé. La situation actuelle n'a certes pas grand chose à voir avec celle des années 70, mais le problème reste le même : « La monnaie ressurgira sous d'autres formes si le besoin et la possibilité de la monnaie persistent. » (*Un monde sans argent*) ou encore « Si l'humanité se définit avant tout par le lien social, le capitalisme est ce qui incarne le mieux l'espèce humaine- jusqu'à ce jour. » (*Un monde en déperdition* in *La Banquise* n°4) Finalement, la remarque de ce commerçant chypriote, en rameutant abusivement vie et mort, souligne aussi tout simplement que le capitalisme est principiellement une mise en ordre de ces deux termes et dit dans le même temps l'ampleur d'une communisation possible.

Addenda à « à propos anecdotique »

Trois illustrations récentes du « revival alternatif » que nous évoquions...

Bitcoin...

« *Le bitcoin est né en janvier 2009. Son inventeur, un énigmatique programmeur informatique dissimulé sous le pseudonyme de Satoshi Nakamoto, semble poursuivre une ambition : la création d'une monnaie échappant au contrôle des banques centrales et des Trésors nationaux. Celle-ci est mise au service d'un réseau de transactions financièrement décentralisé, anonyme et sans frais visant à contourner le monopole des établissements bancaires. (...) Mais d'ou vient ce soudain accès de popularité ? La crise chypriote est citée par des analystes : la crainte de voir leurs dépôts lourdement taxés aurait poussé de nombreux épargnants à convertir leurs euros en bitcoins.* » Marie de Vergès *Le « bitcoin », monnaie virtuelle qu'on s'arrache* (in *Le Monde* du 10/04)

⁴⁰ « C'est justement le re-développement de l'activité en dehors du travail qui inquiète les gestionnaires, voire les gauchistes qui proposent charitablement un revenu universel garanti pour le neutraliser. Sans tomber dans la fable anti-industrielle de la révolution par le potager, il faut bien admettre que la redécouverte d'un certains nombres de pratiques et savoirs dessine en creux une sécession d'avec « le processus social de production ». » (*L'inactivité comme rapport de force*)

(La dématérialisation, cette fois totale, de la monnaie, devient donc ici vecteur d'une forme d'échange plus ou moins alternative. Le comportement de ces épargnants ne serait d'ailleurs pas totalement absurde, on caresse l'idée d'étendre le « modèle chypriote », à la Sloveie notamment, c'est à dire de faire payer aux déposants, les remises en ordre bancaires⁴¹, si cette monnaie virtuelle n'était pas sujette à des variations spectaculaires. Le procédé, quant à lui, n'est certes pas « révolutionnaire », le « flash trading » a déjà ouvert la voie et on pourrait aussi dire que l'algorithme inventé par cet anonyme réalise un vœu de Milton Friedman, qui, préconisant une croissance de la masse monétaire à taux constant, s'interrogeait : « Pourquoi ne pas faire faire ce travail ennuyeux par un ordinateur ? »...)

...Accorderie...

« Née en 2002 au Québec, l'Accorderie est un concept solidaire qui vise à lutter contre la pauvreté et l'exclusion et à favoriser la mixité sociale. Il repose sur un principe simple et original : proposer aux habitants d'un même quartier de se regrouper pour échanger entre eux des services, sur la base de leurs savoir-faire et ce sans aucune contrepartie financière. Concrètement, un Accordeur qui effectue, par exemple, une heure de dépannage informatique se voit attribuer un crédit de temps qu'il peut ensuite utiliser comme bon lui semble pour obtenir l'un des services proposés par d'autres Accordeurs de son quartier. Cette nouvelle forme de solidarité, qui favorise la mixité sociale sur un territoire donné mais répond aussi aux besoins de personnes en situation de pauvreté ou d'isolement, a connu immédiatement un grand succès au Québec, donnant naissance au Réseau Accorderie du Québec en 2006 et à trois nouvelles Accorderies. Aujourd'hui, le Réseau québécois compte près de 2 000 adhérents et propose plus de 700 services : de l'aide pour déménager ou faire des courses, en passant par des cours de peinture, de danse ou des travaux de couture...Tous les talents et les bonnes volontés sont invités à s'engager ! En 2011, les Accorderies investissent le territoire français. (...) L'implantation progressive de ce concept commence par le démarrage de deux Accorderies, à Paris (19ème arrondissement) et à Chambéry (Savoie). Dans un contexte socio-économique difficile où la tentation du repli sur soi est forte, l'Accorderie s'est imposée par son fonctionnement humaniste et sa capacité à recréer du lien social et de la convivialité. » (Texte tiré du site internet de cette association)

...et petits arrangements théoriques avec la réalité.

« Si tant de gens s'identifient aux combats de la vallée de Suse ou de Notre Dame des Landes, c'est pour une raison semblable à celle qui avait attiré des dizaines de milliers de personnes dans les rassemblements du Larzac. Le refus de l'arbitraire étatique, quand il prend, sur un territoire donné, suffisamment de force pour tenir dans le temps, offre un espace à la fois géographique et symbolique où peuvent confluer tous les combats contre les commandements d'en haut qui pourissent la vie des gens d'en bas. Etudiants refusant la énième transformation néo-libérale de l'enseignement, ouvriers opposés à la destruction du droit du travail, activistes

⁴¹ « Cette idée d'un « bail in » plutôt qu'un « bail out » est étudiée par la commission européenne. Elle séduit à Berlin. (...) Lorsqu'il s'agit d'éviter la banqueroute d'une banque qui a trop spéculé, pourquoi faire payer le citoyen lambda plutôt que l'actionnaire, le créancier ou, dans une certaine limite, le déposant ? » *Le Monde* 13/04 Ce qui, tout autant, n'empêchera pas de « mettre à l'amende » le salarié lambda.

divers...Les manifestants ont afflué dans la vallée de Suse parce qu'ils y trouvaient ce qu'ils ont besoin de construire pour eux-mêmes : une puissance. Cette dernière s'ancre dans la réalité d'un territoire, c'est à dire la rencontre d'un sol et des hommes qui l'habitent, et de tout ce que cette rencontre a produit : paysage, productions matérielles, relations humaines, imaginaires, etc. »

Serge Quadruppani *Il n'y a pas de luttes locales* (in Article 11 Mars-Avril 2013)

—

« La vérité c'est la mort de l'intention » ou feu le théorème des 90%...

Commentant la récente révélation des erreurs d'une étude souvent citée de deux économistes de Harvard, qui prétendaient établir « que la croissance économique d'un pays ralentit massivement quand sa dette dépasse 90% du PIB », Paul Krugman, qu'on peut difficilement soupçonner de conspirationnisme aiguë, note que cet article était paru juste après le début de la crise grecque et venait alimenter à bon escient, « le désir de beaucoup de décideurs » « d'utiliser la crise économique comme excuse pour casser les programmes sociaux »⁴².

« La vérité c'est la mort de l'intention. » (W.Benjamin) donc, même si moult catégories économiques et mathématiques, héritières notamment des vellétés cybernéticiennes du keynésianisme d'après 45, n'ont certes qu'une fonction décorative : « Désormais il ne s'agit plus de savoir si tel ou tel théorème est vrai, mais si il est bien ou mal sonnante, agréable ou non à la police, utile ou nuisible au capital. » (Marx *Le Capital*) Les formules magiques du type de ce théorème des 90%, sont d'ailleurs relativement obsolètes quand Merkel, en bonne gardienne de la politique de classe qu'elle est, sait résumer les choses plus simplement: « A long terme, chaque pays ne peut vivre qu'à partir de ce qu'il produit. Le bien être à crédit n'est plus possible. Cela doit être clair pour tout le monde. » (*Bild am Sonntag* 19/04)

Rappelons qu'il n'y a, bien sûr, pas plus de complot allemand (Cf. Mélenchon), que juif (Cf. le fasciste Soral) ou des hedge-funds américains (Cf. l'altercapitaliste Susan George) derrière la curée d'austérité actuelle qui, pour les pays les plus riches, ne fait que radicaliser la logique qui a présidé à 40 ans de cercles vicieux « restructurants », avec entre autre l'ancrage nominal de la politique monétaire sur la lutte contre l'inflation, hier au niveau national et aujourd'hui européen, vecteur de déficits publics auto-entretenus et désormais décrétés intenable.

Là encore, ce choix ne résultait pas non plus, comme aimaient à le faire croire tout autant les monétaristes que leurs adversaires, d'une simple « bataille d'idées dans un cercle restreint » (Hayek). Si le passage du keynésianisme contraint d'un Heath ou d'un Nixon dans les années 70 au monétarisme revendiqué d'une Thatcher et d'un Reagan dans les années 80, signifiait bien une étape nouvelle de la contre-offensive capitaliste, (et de la défaite prolétarienne) à tous les niveaux, icompris idéologique,

⁴² « *The paper came out just after Greece went into a crisis and played right into the desire of many officials to "pivot" from stimulus to austerity. (...) The Reinhart-Rogoff fiasco needs to be seen in the broader context of austerity mania : the obviously intense desire of policy makers, politicians and pundits accross the western world to turn their backs on the unemployed and instead use the economic crisis as an excuse to slash social programs.* »

Paul Krugman *The Excel depression* (IHT 19/04)

Il est surprenant de constater que ce prix nobel fait preuve d'un peu plus de clairvoyance (il a développé une thèse similaire dans son dernier livre) sur le « tournant stratégique » de la crise que beaucoup de critiques de cette société... (Sur le dit « tournant stratégique » voir *UE, BCE, bis repetita* et *Quelques banalités au sujet de la BCE* sur notre ancien blog, disponible également sur demande, avec le reste des archives en format PDF.)

celle-ci n'a aboutie qu'à un sorte de mix de vieilles recettes et un « équilibre paradoxal ». Mais il n'y avait au fond de paradoxe que par rapport aux canons théoriques de Friedman and co : l'endettement public a servi à écoper déflation salariale et fuite du capital en maintenant un niveau relativement élevé de socialisation de la consommation. En ce sens il est le produit de la remise en cause inachevée du rapport social, c'est à dire du travail comme moment du capital, dans l'offensive des années 60-70. Celle-ci détermine l'entre-deux de la contre-révolution comme involution lente des conditions de l'exploitation : la réduction du travail à un coût sans que ses conditions de reproduction soient fondamentalement modifiées est le pendant inversé d'un anti-travail resté à mi-chemin. La vraie crise au nord ce serait plutôt cet inachèvement. (Cf. *La crise, quelle crise ?*)

Très bref aperçu du problème des retraites

Alors que se prépare en France une énième conférence sociale entre nomenklatura syndicale et patronat au sujet d'une nouvelle réforme des retraites et que partout en Europe s'allongent durée de cotisation et âge légal de départ, il est intéressant de souligner que ce lancinant problème semble toujours plus insoluble, si ce n'est sous une forme bien moderne d'*Aufhebung* : « (...) si l'on voulait maintenir en 2050 le ratio actifs/retraités afin de préserver les pensions, il faudrait repousser, dans les trente ans à venir, l'âge de la retraite à 74 ans, voire à 75,7 ans selon le taux d'immigration (...) Autant dire que pour préserver notre système de retraite, il faudrait y renoncer... » (*Un modèle social à l'épreuve de l'inexorable déclin démographique* in *Le Monde* 09/05). Comme nous le rappelions dans un précédent texte, « avec le vieillissement des populations, la gestion de l'inactivité devient centrale pour le capital : en ajoutant retraités et bénéficiaires des aides sociales, on en arrive, à moyen terme, à 25 millions d'inactifs en Allemagne, 19 millions en France et 17 millions en Grande Bretagne. Les retraités constituent un double problème puisqu'ils bénéficient de l'ancien régime de contractualisation de la lutte des classes, qui peut encore être rogné mais difficilement supprimé et ne peut en tout cas pas être équilibré du fait de l'externalisation de la production (Aux Etats-Unis, on compte 3 retraités pour 1 actif chez General Motors). Ironie du sort, c'est un peu le travail « mort » (sa combativité passée et les mesures nécessaires à sa fixation cf. fidéliser pour lutter contre le turn-over) qui pèse sur le capital. » (*L'inactivité comme rapport de force*) Bref, « La reproduction est devenue otage de sa propre histoire »⁴³. On aurait là de quoi échafauder une belle contradiction insurmontable avec, entre autres, la réalisation, à l'envers mais enfin !, d'un vieux pronostic : le progrès technologique (la médecine comme mécanisation/réification et son « continuer à faire fonctionner » ceux qui ne servent, du point de vue du capital, plus à rien) venant entraver le développement des rapports sociaux capitalistes ; on pourrait aussi évoquer l'impossible privatisation totale (Cf. le projet de Bush fils en 2005) quand le « socialisme de fonds de pension » a d'ores et déjà fait sa transition vers un

⁴³ "(...) contracts, especially credit contracts, link reproduction cycles together, making reproduction in one period depend on reproduction cycles that took place many periods past: reproduction is now hostage to its own history." James L. Crotty *The Centrality of Money, Credit, and Financial Intermediation in Marx's Crisis Theory*

« communisme du capital »⁴⁴ ; ou encore la conjonction entre vieillissement d'un côté, chômage structurel de l'autre et la hausse des dépenses de santé se faisant au dépend de celles d'éducation, dessinant un conflit de génération inédit aux conséquences imprévisibles, etc., etc....

Insurmontable ou pas, l'interminable réforme des retraites est en tout cas un moment de cette restructuration dont on a, après tout, pu dire que « sa fin serait une contradiction dans ses propres termes : le capital sans le prolétariat. » (Woland *La Production historique de la révolution dans la période actuelle* in *Sic* n°1)

En passant : d'arbres et de Raki...

La conjonction entre la tentative de destruction des 600 arbres du parc Gezi d'un côté et le vote d'une loi restreignant la consommation d'alcool de l'autre, qui est à l'origine des émeutes et des manifestations, n'a rien de fortuite puisqu'Erdogan ne cache pas préférer que les jeunes se promènent dans les allées d'un centre commercial plutôt que (selon ses mots) « de déambuler en état d'ébriété » dans le centre-ville. Mais il ne s'agit pas non plus seulement d'une manie d'islamiste ou d'une histoire de gros sous (ainsi la rénovation du centre ville est confiée à un groupe dirigé par le gendre du premier ministre), puisque les questions de restructuration urbaine et de sécularisation se croisent depuis et pour longtemps, dans une ville et un pays sur ces deux points assez « symptomatiques »⁴⁵.

L'exode rural, qui se poursuit, a multiplié par 9 la population de la ville en 50 ans, mais, selon un schéma classique, ne s'est pas accompagné d'une industrialisation équivalente et encore moins d'une hausse du niveau de vie avec le maintien d'un très important secteur informel, ce qui a provoqué tout à la fois une prolifération des constructions illégales, qui abriteraient la moitié de la population de la ville et une ruée générale sur la rente foncière, ce qui a permis aux politiciens, seuls aptes à légaliser les « faits accomplis », de se créer une clientèle selon des lignes religieuses, ethniques ou politiques⁴⁶.

Or depuis les années 2000, la mairie et le pouvoir national, devenus tous deux islamistes, se sont engagés dans une restructuration tout azimut. Il y a bien sûr la volonté de développer Istanbul, carrefour ultra stratégique et point central d'acheminement du pétrole de la Caspienne, comme « hub international », d'où les projets pharaoniques de « kanal Istanbul », visant à désengorger le détroit du Bosphore, de nouvel aéroport ou d'un nouveau pont vers l'Europe avec autoroutes

⁴⁴ Cf. Peter Drucker *The unseen revolution : how pension funds socialism came to america* et la définition de Christian Marazzi: « le communisme du capital dans lequel l'Etat, c'est à dire la collectivité, favorise les besoins des soviets financiers. (...) Le communisme du capital c'est le résultat d'un processus historique commencé par le recours aux fonds de pension pour le financement du déficit public de la ville de New York au milieu des années 70 (...). » (*La brutalité financière*)

⁴⁵ Il ne s'agit bien évidemment pas de défendre ici une sécularisation kémaliste qui fut menée d'en haut, avec beaucoup de brutalité (massacres ethniques, écrasement de la révolte contre l'interdiction du port du Fez) dans une tentative radicale de changement des modes de vie (changement du système métrique, de calendrier, d'écriture, etc..) à mi-chemin entre le fascisme (corporatisme) et le stalinisme.

⁴⁶ On trouve un très bon panorama de la question dans l'article *Istanbul, approche géopolitique d'une mégapole* de Stéphane Yérasimos paru dans le n°103 (2001) de la revue *Hérodote*.

concomitantes. Dans le même temps, les autorités tentent d'accélérer la touristification (d'où les expulsions répétées des migrants et tziganes qui squattent la « muraille terrestre d'Istanbul » ce qui a parfois donné lieu à des émeutes) et la gentrification du centre ville pour remplacer les pauvres par l'islamo-bourgeoisie montante (multiplication de « gated communities » construites dans le « style néo-ottoman » et de centres commerciaux, vente par l'Etat de ses biens fonciers ce qui provoque une envolée de la spéculation et des prix) aidé d'ailleurs en cela par la nomination de la ville comme capitale de la culture en 2010 (Cf. . actuellement Marseille).

Et, dernier enjeu, c'est probablement aussi une restructuration industrielle de grande ampleur qui est en train de s'engager, puisqu'il s'agit à moyen terme de mettre fin à la prédominance du vieux secteur textile, mis à mal par la concurrence chinoise, et par là au poids du secteur informel dans la ville et dans le pays. Les recommandations de l'OCDE dans son rapport économique de 2012 sur la Turquie, sont sur ce point éclairantes : « Seules les réformes réglementaires visant à faire baisser les coûts et accroître la flexibilité peuvent réduire le secteur informel. Pour cela un nouveau contrat de travail plus flexible, des indemnités de licenciement moins généreuses, la légalisation du travail temporaire et intérimaire et des salaires plus bas sont nécessaires. »

Entre mesures d'ordre public à connotation morale (interdiction de vente d'alcool près des mosquées), instrumentalisation des conflits ethniques (la question Kurde) ou religieux (Cf. l'islam libéral des Alevites) et considérations architecturales, la restructuration urbaine est ainsi souvent une remise en cause plus ou moins opportuniste de la sécularisation kémaliste, tout en gardant la mouture autoritariste (Cf le petit jeu entre provocation, manœuvres de diversion et l'attaque en cours place TAKSIM).

Cette intrication des deux questions contribue probablement au caractère « interclassiste » du mouvement, avec ses limites, mais aussi ses possibles (sur la question de l'interclassisme voir *Tel quel* in Théorie Communiste n°24). D'ailleurs, se battre pour le droit de siroter un raki sous les arbres est plutôt un bon départ pour une révolution...

BAST (Brésil, Afrique du Sud, Turquie) ?

Ces quelques notes comparatives ne prétendent certes pas à l'exhaustivité (nous avons par exemple laissé de côté la question religieuse), ni à l'exactitude scientifique mais cherchent à faire un ou deux rapprochements dans un cadre un tant soit peu précis, à rebours des raccourcis paresseux entre indignations occidentales, révolutions arabes et mouvements des classes moyennes partout ailleurs...

Modernité et autres archaïsmes

Hybridation et intégration ségrégative

Si on peut définir comme legs historique commun à ces trois pays, l'hybridation qui y caractérise encore largement le mode de production capitaliste, c'est à dire la coexistence de divers modes d'exploitation -des persistances esclavagistes (« 25 000 à 45 000 Brésiliens travaillent dans des conditions analogues à l'esclavage » selon un rapport de l'OIT), ultra-informelles (les mineurs clandestins en Afrique du Sud) ou semi-féodales (au Kurdistan Turque notamment) jusqu'au salariat classique- il serait hasardeux de penser qu'il n'y a là que des vieilleries absolues en voie de disparition dans un mouvement d'homogénéisation inévitable, qui pourtant se délite depuis ses bastions occidentaux. « L'accumulation du capital a pour condition vitale

la dissolution progressive et continue des formations précapitalistes » (Rosa Luxemburg *L'accumulation du capital* livre II), disait-on au début du siècle dernier, mais on sait que par la suite, c'est plutôt une coexistence sous l'égide de l'Etat qui a caractérisé les pays de l'hémisphère sud et même l'émergence la plus spectaculaire doit beaucoup à l'articulation entre secteurs modernes et arriérés. La réduction massive de la pauvreté de cette dernière décennie n'a d'ailleurs pas consisté en un véritable saut qualitatif, c'est à dire le dépassement de cette dynamique d'interférence entre types d'extraction de plus-value qui semble, au contraire, s'incarner dans l'alliance hégémonique (PTistas et oligarchie, BEEple et bourgeoisie blanche) ou le conflit (bourgeoisies verte et kémaliste) entre classes dominantes nouvelles et anciennes, qu'elles qu'aient été par ailleurs les promesses de renouveau faites par les uns ou les autres.

On explique souvent cette constance de l'intrication entre modernité et archaïsmes divers chez les émergents par le colonialisme, la dépendance, bref le fait que le capitalisme y a été introduit de l'extérieur (tout comme l'Etat fut un « legs allogène » dans certains pays africains) et n'était donc pas le produit de contradictions internes et de l'essor d'une bourgeoisie autochtone. Or, cette analyse classique semble un peu lapidaire pour expliquer les trajectoires historiques originales des BAST.

Ainsi, dans la première phase développementiste, si les similitudes entre le kémalisme et ce qu'on a appelé le « gétulisme », du nom de Gétulio Vargas qui dirigeait le Brésil dans les années 30, sont nombreuses (Réformisme autoritaire, politique de substitution aux importations et nationalo-corporatisme), ces volontarismes dans le développement d'un capitalisme « endogène », voisins semi-fascisants des divers socialismes du tiers-monde, partagèrent aussi, dans une certaine mesure, avec l'apartheid, « l'allogénisation » et/ou le massacre des « indigènes » puis la marginalisation de large pans de population, comme modalité de « compromis social ». Ce que l'on a appelé la « soupape amazonienne » au Brésil, l'alliance entre bourgeoisie et classe ouvrière blanches en Afrique du sud ou l'appropriation de terres et de postes après le génocide des arméniens et l'expulsion des grecs en Turquie, furent trois moments fondateurs de ce qu'on peut nommer, faute de mieux, l'intégration ségrégative, autre versant de l'hybridation dont la postérité, relative et bien entendu très différente selon les pays, permet d'éclairer certains enjeux actuels.

L'ethnicisation

Il y a bien sûr continuité dans l'instrumentalisation politique des questions ethniques, que ce soit dans l'unanimisme qui masque mal le poids du racisme et l'ethnocide rampant au Brésil, la propagande anti-immigrés de l'ANC en Afrique du Sud et ses effets (les pogroms anti-zimbabwéens de 2008) ou le petit jeu, symbolique notamment, avec les questions Kurdes, Alevites, Arméniennes voire juives (Cf. les actuelles théories du complot) en Turquie. Il en va de même pour « l'enjeu mémoriel », qu'il s'agisse de déni (refus de reconnaître le génocide arménien), de sur-commémoration (l'ANC et la lutte anti-apartheid Cf. aussi les bisbilles actuelles autour de presque feu Mandela) ou de restructurations urbaines (le « nous refaisons

l'histoire » d'Erdogan et sa « réinvention de la tradition » ottomane ou, dans un autre genre, la rénovation marketing des centres-villes brésiliens⁴⁷).

Ce maintien de stratégies plus ou moins accentuées d'éthnicisation correspond bien sûr aussi à une bonne vieille nécessité économique⁴⁸, notamment comme instrument de segmentation (le maintien de la division tribale des tâches dans les mines sud-africaines) ou au contraire d'unification de la force de travail (les lois de « protectionnisme de la main d'œuvre » dans celles du Brésil). Le caractère auto-entretenu des identités ethniques peut également participer d'une sorte de « cercle vertueux » du maintien de l'ordre urbain. Ainsi dans le cas d'Istanbul : « Les exclus, les Alevites, les Kurdes, se trouvent dans l'obligation de forger des identités minoritaires exclusives et conflictuelles, de revendiquer et par là d'affirmer et d'affiner leurs particularismes (...) Ainsi si les affirmations identitaires exclusives et conflictuelles ne sont pas un prétexte, elles sont pour le moins une conséquence des conflits pour le partage des territoires périurbains. » (Stéphane Yerasimos *Istanbul, approche géopolitique d'une mégapole*) Or, ce sont ces minorités qui constituent l'écrasante majorité des effectifs des organisations marxistes-léninistes turques⁴⁹ (sans parler du PKK), combattantes ou non, dont la criminalisation s'est perpétuée sans discontinuer du CHP à l'AKP et s'accélère après l'expulsion de la place Taksim, et ce, sans provoquer le moindre haussement de sourcil citoyen.

La question de la séparation ethnique et du racisme, centrale historiquement l'est donc toujours autant socialement puisque chaque lutte contient son dépassement, comme scission entretenue d'en haut et modalité d'organisation par en bas, et chaque défaite sa perpétuation voire son aggravation.

Persistances et convergence

C'est notamment pour cela que parler d'émergence d'une société civile, au sens d'une instance de médiation et de neutralisation supposant une relative homogénéité sociale, sans prendre en compte cet usage de la question ethnique de même que la fonction klepto-clientéliste des formations politiques, syndicales ou du système médiatique, les formes « criminelles » et criminalisées de conflictualité sociale (ce qu'on a appelé « la guerre civile non déclarée » au Brésil mais aussi en Afrique du

⁴⁷ « Il faut discuter le sens de ces politiques de « revitalisation » du patrimoine culturel à la capitale de Paraíba, l'insoutenable légèreté du rapport entre mémoire et marketing lorsque les images véhiculées par les médias montrent la Place réformée, les façades peintes aux couleurs vibrantes, les monuments « vivants » rénovés pour des fins culturelles et institutionnelles, une mémoire supposée collective replacée, resignifiée pour la consommation culturelle et cohabitant avec des usages qui renforcent des ségrégations socio-spatiales d'habitants stigmatisés à cause de leur pauvreté, de la prostitution, de la précarité de l'infrastructure urbaine et qui vivent dans l'insécurité. » Jovanka Baracuh C. Scocuglia *Processus de réhabilitation urbaine et gentrification au Brésil : les cas de Recife et João Pessoa*

⁴⁸ « La naissance, la restructuration et la disparition incessante de groupes ethniques sont un précieux élément de souplesse dans le fonctionnement de la machine économique. » Balibar & Wallerstein *Race, nation, classe* Cf. aussi Lipietz (avant qu'il se lance dans sa piteuse carrière politique) : « Le modèle Brésilien, loin de se réduire à un régime excluant exploitant de manière homogène un prolétariat famélique pour le seul profit de nouvelles classes moyennes internes et externes, présente une incroyable variété de sous-régime d'accumulation utilisant toutes les différenciations interrégionales, sexuelles et bien entendue raciales, insérés à la fois dans l'ancienne et la nouvelle division du travail. » *Le fordisme périphérique*

⁴⁹ Du Sentier lumineux péruvien aux naxalites indiens, le maoïsme moderne, expression de la révolte de couches paysannes et d'exclus urbains (indiens, adivasis et dalits) mais parfois aussi de fractions petites-bourgeoises marginalisées, renforce souvent en retour, volontairement ou non, l'éthnicisation de la question sociale.

Sud, « pays le plus violent au monde », l'assise populaire de l'extrême gauche Turque et la répression « anti-terroriste » extrêmement brutale qu'elle subie Cf. l'écrasement des grèves de la faim dans les prisons en 2001) et la sécession massive de la bourgeoisie et des classes moyennes qui en découle (prolifération des « gated communities »), c'est prendre ses désirs citoyens pour la réalité. Par contre si on parle de société civile au sens classique⁵⁰, dans laquelle, au contraire, la cohésion des uns est encore largement corrélée à la marginalisation des autres, on est effectivement à un tournant alors qu'une série de modernisations périlleuses, restructuration à petit pas du vieux modèle, est engagée et que se profile une crise provoquée tout à la fois par le reflux de capitaux étrangers et les mouvements récents (voir plus loin).

L'interclassisme qui a caractérisé les mouvements à Istanbul comme à Rio, symbolisée par la participation massive des fascistes (« loups gris ») et des kémalistes purs et durs aux événements en Turquie comme celle d'une partie de la droite et de l'extrême droite au Brésil, de même que certains pillages opportunistes qui ont marqué le début des manifestations, indique à sa manière une certaine croisée des chemins. Les persistances dans l'émergence contiennent en effet à la fois le risque d'un renforcement des différents types « d'alliances excluantes » (ce à quoi travaillent d'arrache-pied actuellement Zuma et Erdogan) fondées sur des rétractions identitaires (ethniques et religieuses) ou des communautés d'intérêt circonstancielles (le compromis néo-libéral et ses suites) tout comme la possibilité d'une convergence d'un genre nouveau, telle qu'elle s'est esquissée en Afrique du sud, entre luttes des townships, grèves des mineurs puis des ouvriers agricoles, qui viendrait au contraire faire exploser l'équilibre fondé sur la production réciproque entre modernité et archaïsmes.

Modernisation et autres complications

Ouverture et continuité

On peut ici encore faire quelques rapprochements récapitulatifs sur la voie qui a mené à l'essor économique tant vanté. Ainsi, après leur phase autarcique de la première moitié du Xxeme siècle, les trois pays ont connu des ouvertures progressives et surtout contrariées à de nouveaux investissements étrangers dans les années 60/70. Les « eldorados » brésiliens et sud-africains devinrent vite un piège pour l'industrie automobile internationale (voir *Forces of Labor* de Beverly J. Silver partiellement traduit dans *Echanges*), alors qu'à la même période, la Turquie connaissait ses « années d'ingouvernabilité » (nombreuses grèves ouvrières mais aussi lutte armée de l'extrême gauche). En réaction, on assista à un revival (coup d'Etat en 80 en Turquie et au Brésil) puis un reflux prétorien ou ségrégationniste, face à une combativité soutenue (retour à la démocratie en 84/85, abandon de l'apartheid en 89, avec comme seule et tardive exception le putsch de 97 en Turquie), qui a tout de même ouvert la voie à la libéralisation des années 90, menée, comme un peu partout ailleurs, sous le signe du « post » (-gétulisme /-apartheid/-kémalisme) par des hommes et des organisations issus directement des luttes précédentes (PT, ANC) ou ayant été longtemps réprimés (la branche Iskenderpasha de la confrérie Nakshibendi dont sont issus tous les dirigeants de l'AKP). La conversion d'un Cardoso, ancien théoricien critique de la dépendance, aux privatisations et à la discipline financière, d'un Mandela à l'économie de marché ou de l'islamo-conservateur Erbakan, mentor d'Erdogan, à la priorité de l'adhésion à

⁵⁰ « Posez certains degrés de développement de la production, du commerce, de la consommation, et vous aurez telle forme de constitution sociale, telle organisation de la famille, des ordres ou des classes, en un mot telle société civile. » Marx *Lettre à Anenkov*

l'U.E., furent ainsi les incarnations parallèles de ce tournant économique et des forces politiques (et bientôt sociales) nouvelles qui le portèrent. Cette libéralisation fut pour ainsi dire couronné par sa crise, en 98 et en 2001, qui mena les trois pays à choisir, sur les conseils du FMI, le ciblage de l'inflation et tout ce qui va avec, comme axe de politique monétaire. Conséquence, si la désinflation a réussi, le Brésil et la Turquie n'en gardent pas moins encore aujourd'hui les taux d'intérêts les plus élevés au monde. Ce n'est pas un point de détail puisque cela correspond dans le même temps à l'importance de logiques rentières (obligataire –Brésil-, foncière -ibid. et Turquie-) modernisées, dont on trouve aussi une illustration dans la hausse constante des inégalités qui a accompagné le développement plus ou moins ambitieux de politiques redistributives (comme on dit au Brésil : « moins de pauvres mais plus de milliardaires »). Et on a bien sûr là un des facteurs principaux de mécontentement de classes moyennes, sur qui, du fait des mécanismes d'échappement garantis aux riches et de l'importance du secteur informel, repose une grande partie de la pression fiscale, sans qu'elles perçoivent en retour d'amélioration des services publics, d'où la dénonciation des pharaonismes footballistiques ou néo-ottomans.

Si, contrairement à d'autres pays en développement, la rente ne s'est pas subordonnée toute activité économique, la continuité oligarchique contribue effectivement au fourvoiement dans la financiarisation, le gigantisme des projets d'infrastructures (stades, ponts, barrages hydro-électriques, etc.) ou la « reprimarisation » (surimportance des secteurs agricoles et miniers) d'une « émergence » à mi-chemin⁵¹. Et c'est le premier effet des luttes récentes que d'en intensifier la crise larvée.

Crise et restructuration

Ainsi, le chahut provoqué par les vagues intentions de la Réserve Fédérale américaine de réduire ses apports massifs de liquidité l'année prochaine et les conséquences immédiates que cela a eu sur les monnaies (19 des 24 monnaies émergentes ont immédiatement baissées par rapport au dollar et les baisses les plus spectaculaires ont concerné le Rand sud-africain, la lire Turque et le Real Brésilien), et les taux d'intérêts des dettes des pays dit du « sud », si il n'est sûrement pas une redite des crises de la dette précédente (la « dollarisation » a largement reculé) indique toutefois que la dépendance aux capitaux étrangers n'est pas non plus qu'un vieux souvenir, même pour de supposés « miracles ». Or la remontée, due au renchérissement des importations, d'une inflation jusqu'ici jugulée ne fait et fera que souligner les faiblesses de l'essor précédent (chômage en hausse – qui atteint, selon certaines estimations jusqu'à 37% en Afrique du Sud-, endettement des nouvelles classes moyennes, etc....) et compliquer les modernisations engagées dont on peut dire, pour faire très bref, qu'elles visent à reconfigurer l'opposition ville/campagne (« Le fondement de toute division du travail évoluée, médiatisée par l'échange de marchandises, est la séparation de la ville et de la campagne. On peut dire que toute l'histoire économique de la société se résume dans cette opposition (...). » Marx *Le Capital*).

On peut en distinguer trois qui s'interpénètrent et concernent au même titre les trois pays : la métropolisation/gentrification des villes, avec une mise au pas des zones d'habitats informels (Favelas, Townships, Gecekondus) déjà plus ou moins entamée (la « réussite » des Unités Policières de Pacification au Brésil, la branchouillisation

⁵¹ Si la rente n'explique pas tout, on peut remarquer qu'elle sera probablement un enjeu centrale des années à venir, avec la disparition de plusieurs marges de manœuvre (baisse du prix des matières premières, normalisation urbaine ou fin des rentes de situation syndicales et politiques dans les secteurs miniers).

progressive du centre-ville de Johannesburg⁵² ou la destruction du quartier de Sulukule et la vente des biens fonciers de l'Etat à Istanbul) auquel correspond en écho la lancinante question d'une réforme agraire jamais réalisée (L'ANC avait par exemple prévue de transférer 30% des terres agricoles à des Noirs pour 2014, pour l'instant seul 7% ont changé de mains, idem au Brésil où les indiens attendent toujours les 10% de terre qui leurs avaient été promis) et pourtant inévitable après 50 ans d'un exode rural massif et du fait aussi de la nécessaire restructuration du secteur agricole exportiste issu des « révolutions vertes » menées dans les années 70 (en Turquie notamment avec le déclin de certains vieux secteurs et leur conséquence : « Le surplus de main d'œuvre dégagé par la mutation agraire et agricole ne sera le bienvenu ni en Turquie, ni en Europe »⁵³, Cf. aussi la menace de délocalisation des fermes après les grèves en Afrique du Sud), à cela s'ajoute dans le même mouvement les velléités de réduction d'un secteur informel qui emploie environ 30% de la main d'œuvre et qui supposera des réformes en profondeur du marché du travail et l'attaque de certains secteurs protégés (les tentatives de réforme de la CLT - Consolidação das Leis Trabalhistas - ou de « l'impôt syndical », héritages du corporatisme « gétuliste » au Brésil, Cf. aussi le rapport de l'OCDE sur la Turquie cité dans *D'arbres et de Raki* ou les problèmes posés actuellement par la surenchère dans la recomposition syndicale en Afrique du Sud).

Ainsi le bon vieux tryptique crise, luttes et restructuration n'est d'ores et déjà plus dans la période actuelle, une exclusivité occidentale et là encore, c'est la question des convergences nord-sud qui prend une allure nouvelle...

Acquis, hoquets, accalmie ? (a) La temporisation dans son contexte

L'Espagne et l'Italie empruntent avec succès sur les marchés (et cette fois-ci principalement à des opérateurs internationaux) de même l'Irlande et le Portugal qui voient la note de leur dette souveraine remontée par les agences de notation et obtiennent en sus un rallongement de leurs délais de remboursement comme la France pour le retour de son déficit sous la barre des 3%. On va même jusqu'à parler, après le « Grexit », d'un « Grecovery » quand les exportations s'accroissent et que quelques groupes mondiaux, tel Unilever ou Philip Morris, décident de relocaliser leur production dans le pays. S'il y a effectivement déjà pas mal d'« acquis » (sur lesquels nous reviendrons) et si quelques hoquets restent probables (une hausse brusque des taux d'intérêts de la dette française par exemple), cette très relative accalmie intervient dans un contexte bien particulier.

Il y a bien sûr une phase intermédiaire « tactique », dans l'attente des élections allemandes, mais aussi un changement de paradigme, les « réformes structurelles » devant passer avant les coupes budgétaires tandis qu'avanceraient en parallèle les mutations institutionnelles continentales (gouvernement économique européen, contrats de réformes pays par pays, union bancaire). Pour l'anecdote, cette temporisation permet en tout cas à la social-technocratie de continuer de faire mine de réorienter le cours de la rigueur vers un improbable « mieux disant » de la

⁵² « Dans le centre-ville, où aucun blanc ne se risquait à pied il y a peu, de peur de se faire agresser, il est désormais possible de flâner en découvrant nouveaux cafés et boutiques branchées. Ce ne sont souvent que des enclaves. Mais ces niches qui tendent à se multiplier, offrent un renouveau salutaire à une ville transformée en no man's land après la fin de l'apartheid. » *A Johannesburg, l'insécurité laisse une petite place à la mixité* in *Libération* du 13/07

⁵³ Stéphane de Tapia *L'agriculture turque face au défi de l'adhésion à l'Union Européenne*

compétitivité, en attendant qu'elle fasse ce tournant « schröderien » auquel l'invitent de façon toujours plus pressante journaliers et économistes...

Cette inflexion des marchés, de la commission européenne ou du FMI n'est en tout cas pas due à un soudain retour au « bon sens » économique ou à la peur d'une « explosion sociale » complaisamment ou ironiquement invoquée ici et là. La nouvelle donne internationale y est par contre pour beaucoup.

Les masses de liquidités déversées par les banques centrales américaines, britanniques et japonaises (et d'une autre manière et moins de succès par la BCE), par le biais notamment de rachats de bons du trésor nationaux dont les taux d'intérêt se rapprochent de zéro, poussent bien évidemment les investisseurs gavés d'argent frais à aller chercher de meilleurs rendements, en l'occurrence ceux des dettes souveraines des pays d'Europe du Sud dont on sait, depuis le « whatever it takes » de Draghi, qu'ils ne feront pas défaut.

Mais il ne s'agit pas non plus d'un simple « effet heureux » de la nouvelle hétérodoxie monétaire des grandes puissances car d'un autre côté, dans cette guerre larvée des monnaies, la Banque Centrale Européenne reste la seule à prôner tout à la fois austérité et strict contrôle des prix, c'est à dire à rester neutre, ce qui vient compliquer le tournant exportiste que tentent de prendre, Espagne en tête, les pays mis sous tutelle. Mais, après tout, le maintien d'un euro fort arrange l'économie d'assemblage allemande et ne fait, ailleurs, qu'accentuer la pression à la dévaluation interne (baisse des salaires, hausse de la productivité)...

De fait, la mise en cohérence de la zone monétaire européenne, c'est à dire la fin de son « asymétrie » (dixit Trichet) de naissance, une seule monnaie pour 17 dettes ou plutôt 17 compromis sociaux nationaux, doit désormais se faire en prenant en compte la recomposition en cours dans laquelle les Etats-Unis, pas si déclinants que cela, jouent un rôle central. Que ce soit pour faire tourner la planche à billets (les « Quantitative easing » successifs), réorganiser le secteur financier à leur avantage (la loi Dodd-Frank), réformer l'off-shore (le « Foreign account Tax Compliance », Facta, qui impose partout l'échange automatique de données bancaires) et réorienter le commerce mondial vers un bilatéralisme et une régionalisation accrue (les accords de libre-échange avec la Corée aujourd'hui, l'Europe demain mais aussi le partenariat transpacifique), ce sont eux qui sont constamment à l'initiative d'une première reconfiguration de l'économie mondiale. Le doublement, par la banque centrale japonaise, de la masse monétaire, la décision de faire participer les 8 zones offshore sous souveraineté britannique au système d'échange automatique de données ou le récent accord entre la Chine et le Brésil pour se passer du dollar dans leurs échanges commerciaux, étant autant d'ajustements nécessaires ou de réponses « du berger à la bergère ».

C e tournant ne s'effectuera certes pas dans une douce harmonie : le nano-krach du 23 mai dernier et les risques démultipliés de bulles (immobilières et boursières en Asie du Sud-est, obligataire au Japon, des emprunts étudiants américains entre autres) provoqués par la surabondance de liquidités ; les canaux plus ou moins bouchés de transmission de la politique monétaire (plutôt que de prêter aux entreprises locales, les banques gardent l'argent ou l'investissent ailleurs) et ce que supposerait leur rafistolage (la fin du laxisme des banques centrales devant s'accompagner de mesures originales comme le recours à des circuits de financement non bancaires voire le retour à un monopole de création monétaire des Etats) ; l'oscillation entre assainissement (« sequester » aux Etats-Unis, attaque contre le welfare en Grande Bretagne) et relance de l'endettement des ménages ou encore le réveil de vieilles tensions géopolitiques, en Mer de Chine notamment, sont là pour le rappeler.

En tout cas, c'est ce début chahuté de redistribution des cartes dans le système monétaire (Cf. l'internationalisation du yuan prévue pour 2015) et la division

internationale du travail, réadéquation de très longue haleine entre production et circulation, valorisation du capital et reproduction de la force de travail, qui provoque en retour ce ralentissement/étalement de l'austérité en Europe.
« De toute façon, il y en a pour dix ans » nous serine-t-on maintenant, ce qui est surprenamment raisonnable en ces temps de court-termisme, mais s'avère aussi déraisonnablement optimiste si on compte que d'ici là, « l'explosion sociale » reste un rassurant lieu commun pour apologues du capital...

Acquis, hoquets, accalmie ? (b): remarques à la marge du « shutdown »

« *Effet Mathieu* »⁵⁴ et crève américain

« Par référence à un verset fameux de l'évangile selon St Mathieu (« A celui qui a, il sera beaucoup donné et il vivra dans l'abondance, mais à celui qui n'a rien, il sera tout pris, même ce qu'il possédait. »), les spécialistes parlent d'« effet Mathieu » pour désigner la capacité des forts à devenir les premiers bénéficiaires des dispositifs visant à améliorer le sort des plus faibles. » (A.Supiot)

Le 20 septembre, des élus républicains ont voté une loi visant à réduire drastiquement le budget alloué aux « food stamps » (aide alimentaire pour les plus pauvres) qui en priverait l'année prochaine 3,8 millions de personnes, soit presque exactement le nombre de ceux ayant pu, grâce à cette aide, rester juste au-dessus du seuil de pauvreté ces dernières années. Ce budget alloué aux food stamps étant voté dans le même cadre, le « farm bill », que celui des subventions agricoles dont ont largement bénéficié certains élus républicains lorsqu'ils étaient exploitants, on peut donc dire qu'on en est à la quintessence de cet « effet Mathieu ». C'est ce qu'est venu aussi souligner, au début du même mois de septembre, l'étude de Piketty et Saez montrant que le fameux 1% avait capté 95% des gains de la reprise, le 0,1% s'attribuant même la part du lion avec 60%. Là encore, c'est notamment un effet heureux des monceaux de liquidités déversées par la Réserve fédérale en attendant que « le chômage baisse » (alors que c'est plutôt les taux d'inactivité et d'invalidité qui augmentent) et qui ont surtout pour l'instant ramené la bourse à ses niveaux d'avant-crise. Et c'est ce même 1% qui compare aujourd'hui la critique des bonus financiers « aux lynchages dans le sud profond » ou hier les velléités de réforme du système fiscal « à l'invasion de la Pologne par Hitler ». L'auteur de ce dernier rapprochement, Stephen Schwarzman étant le dirigeant d'un fond d'investissement, Blackstone, qui a racheté à prix cassés plus de 30 000 maisons saisies pour les relouer à prix d'or à des ménages n'ayant plus accès au crédit. Bref, l'oligarchie prospère sur la paupérisation⁵⁵.

L'oligarchie existe mais n'explique pas tout

Rappelons, que, si certes elle fait « le bonheur éditorial » d'Halimi le reconquérant ou de ces charlots de Pinçon, l'oligarchie est bien « produite » par la restructuration. Le rétablissement du taux de profit, par la mutation progressive des parts de la valeur ajoutée, a abouti au captage des gains de productivité par une infime minorité, ce qui a en partie mené « à sacrifier l'accumulation du capital au profit du revenu

⁵⁴ Rien à voir avec un pigeon mort bien connu mais probablement bien plus avec feu le recouvreur de la ville de Capharnaüm...

⁵⁵ *As more rely on foodstamps, Republicans are seeking cuts in International Herald Tribune* 05/09, Paul Krugman *The persecuted plutocrats* ibid 28/09 et Catherine Rampell *The Wealthy bag profits in housing bust* ibid 05/10

personnel des capitalistes » (*A contre-courant*), donc à la « surfinanciarisation ». Dans le même temps, la technocratie mutait, « le retrait de l'Etat de l'économie ne s' [étant] pas accompagné de celui de ses serviteurs, qui au contraire ont massivement investi le domaine de l'entreprise privée. »⁵⁶, aux Etats-Unis la mode étant d'ailleurs plutôt aux allers-retours (Cf. les « revolving doors »). Enfin le capitalisme familial est loin d'avoir été laminé par une internationalisation qui a fortement accrue la centralisation du capital dans de nombreux secteurs. L'entente cordiale entre logique patrimoniale des super-riches et logique de surprofit des oligopoles transnationaux illustrant le va et vient entre crise et restructuration... Mais même dans le meilleur de l'immonde, la réalité n'est jamais aussi simple qu'une profession de foi sociale-darwiniste : l'oligarchie existe mais n'explique pas tout. Ainsi le « shutdown », montre, justement par ce qu'il retarde ou entrave (entre autres les négociations pour les accords de libre-échange transpacifique et transatlantique), qu'on est pas non plus dans une mouture ploutocratique de l'« éternel retour ». Quoique se lamentent les altercapitalistes, réorganisation de la finance et réforme de l'off-shore sont bien en train d'avoir lieu et la restructuration telle qu'elle s'étale et/ou s'intensifie (voir *La temporisation dans son contexte*) n'annonce pas l'avènement d'on ne sait quelle féodalité post-moderne mais un redéploiement au long cours de l'exploitation sur des échelles nouvelles. Et si certains oligarques peuvent plastronner c'est qu'ils bénéficient encore de l'appui tout aussi imposant qu'inattendu...d'une partie du prolétariat américain.

« *Suicide is painless* »

On accuse les quelques élus Tea-Party à l'origine du « shutdown » et qui sait, peut-être demain, d'un défaut américain sur la dette, d'être, entre autres, des « anarchistes » menant le parti républicain voire l'Amérique au « suicide ». Au delà de l'aveuglement doctrinal ou des intérêts de tel ou tel de leurs soutiens financiers, il y a bien une forme de logique suicidaire à l'œuvre, celle qui anime ceux qui les ont élus. Ainsi il a été noté que ce sont les Etats où la proportion de travailleurs du public par rapport à ceux du privé est la plus importante, qui votent le plus républicain (le Wyoming, l'Etat qui compte le plus de fonctionnaires- 1 salarié sur 4- est aussi l'un des plus à droite du pays). De même, Mitt Romney est arrivé en tête dans 213 des 254 comtés où la distribution de « food stamps » a doublé depuis le début de la crise. La palme revenant au comté d'Oswley dans le Kentucky, le plus pauvre du pays, où la moitié de la population reçoit l'aide fédérale et vote à 80% républicain...⁵⁷

Ce phénomène a été notamment décrit dans le livre de Thomas Frank *Pourquoi les pauvres votent à droite* où il analyse « la grande réaction », c'est à dire la montée des conservateurs, comme « un mouvement issu de la classe ouvrière qui a causé d'incalculables dommages historiques à cette même classe ouvrière. » : « (...) petits fermiers votant fièrement pour qu'on les expulse ; pères de famille dévoués faisant tout leur possible pour que leurs enfants ne puissent jamais se payer l'université ou bénéficier de soins médicaux dignes de ce nom ; travailleurs des villes du Midwest applaudissant au moment d'offrir une victoire écrasante à un candidat dont la politique fera disparaître leur mode de vie, transformera leur région en « ceinture de

⁵⁶ « (...) la haute élite administrative a su saisir une opportunité historique au travers des privatisations, pour se maintenir en tant qu'élite et survivre au déclin de la puissance publique qui fondait autrefois son statut et son pouvoir. » Dudouet et Grémont *Les grands patrons en France, du capitalisme d'Etat à la financiarisation*

⁵⁷ *Voting trend that rejects local reality* in IHT 28/09 et Timothy Egan *Red state pain* ibid le 22/09 Bien évidemment les lamentations démocrates sont parfaitement crapuleuses puisque c'est sous Clinton qu'a eu lieu la dernière grande attaque contre ce qui reste de Welfare aux Etats-Unis... (et ce sans même parler de l'abstention massive)

rouille » et leur portera des coups dont ils ne se relèveront jamais. » (Agone 2013) ⁵⁸ Bien sûr un tel acharnement dans « la conscience renversée » n'est pas une nouveauté historique (Cf. Kracauer *Les employés*) et les succès actuels des diatribes contre l'assistanat, etc. de ce côté ci de l'Atlantique montrent qu'il ne s'agit pas d'une exclusivité américaine, les conditions actuelles de la lutte de classe, où le « bargaining power » n'est plus qu'un lointain souvenir, y étant évidemment pour beaucoup. Apocalypse monétaire et obligataire (peu probables puisque ça n'arrange personne et que l'armée américaine ne va pas s'évaporer du jour au lendemain) ou pas, c'est plutôt les évolutions à venir de ce « perpetuum mobile » qui devient l'enjeu central alors même qu'entre relance (le programme « Help to buy » en Angleterre par exemple) et apurement des comptes (Detroit et les retraites) ses conditions deviennent mouvantes.

Acquis, hoquets, accalmie ? (c) : surplace, surchauffe... (1)

Surplace monétaire et surchauffe boursière; réorganisation de la finance et de la reproduction de la force de travail oscillants entre assainissement et vieux démons ; redistribution des flux naviguant à vue entre bisbilles d'isthmes, d'atolls, réforme de l'off-shore et régionalisation, etc.... : point besoin d'être grand clerc pour s'apercevoir que le va et vient entre crise structurelle et restructuration par la crise continue. On tachera de mettre quelques unes de ces recompositions et de leurs hoquets afférents en perspective dans la poursuite de cette série de textes...

“Qu'en faire ?”

C'est à l'occasion d'une révision du mode de calcul du PIB américain cet été que l'on s'est aperçu que jamais la part des salaires dans ce dernier n'avait été aussi basse depuis 1929, c'est à dire aussi loin que remontent les calculs, tandis que la part des profits n'y a quant à elle jamais été aussi importante depuis l'après-guerre ⁵⁹. Le phénomène ne concerne bien évidemment pas que les Etats-Unis, les baisses les plus spectaculaires de ces dernières années ayant d'ailleurs eu lieu dans les pays nordiques, pourtant considérés comme les plus égalitaires. En tout cas, si les trajectoires de cette part salariale ont été relativement divergentes des années 70 à 90 dans les pays riches, avec une hausse puis une baisse beaucoup plus accentuées en Europe, elles semblent désormais converger, quel que soient les « backgrounds » nationaux de contractualisation de la lutte de classe et les niveaux de désyndicalisation ou de chômage signalant leur stade de décomposition. Conjoncturellement le phénomène n'a rien d'étonnant puisqu'avec le ralentissement de l'activité, la compression des coûts salariaux reste le meilleur remède à la baisse de rentabilité, de même que le maintien d'un chômage important dans les débuts de la reprise garantit en retour la modération salariale ; l'industrie manufacturière

⁵⁸Dans un tout autre registre, rappelons aussi l'analyse faite par Théorie Communiste du vote ouvrier pour le Front national : « L'identité nationale "ne se substitue pas à l'identité ouvrière, c'est l'identité ouvrière qui fait de la " résistance "sous la forme de *l'identité nationale qui avait toujours été une de ses déterminations.* " Résistance "mais il ne s'agit pas d'un anachronisme, elle a totalement changé de contenu en retravaillant certaines de ses déterminations, de volonté de libération du travail du salariat, elle est devenue l'affirmation, menacée en tant qu'ordre social, du travail *salarié.* » (Mr Le Pen et *l'identité ouvrière* in TC n°18

⁵⁹ *For workers a smaller share of pie* in IHT 09/08 (dont nous tirons les graphiques de l'annexe), ainsi que *Labour pains* et *Margin for error* in *The Economist* du 02/11/13

américaine se vantant d'ailleurs d'être redevenue une des plus compétitives au monde grâce à son mixe particulier de « no-deal » et de gaz de schiste. Mais dans le même temps, toute une série d'autres facteurs semblent dessiner un retour caricatural à la situation d'avant-crise : la productivité stagne (voire même baisse en Grande Bretagne depuis 5 ans) et les investissements sont au plus bas (par exemple : baisse de 3,7% des dépenses en équipements des entreprises américaines au dernier semestre) alors que la redistribution aux actionnaires se maintient à des niveaux records avec ses corollaires habituels, entre autre le trop d'un côté pas assez de l'autre qui a enfanté les subprimes⁶⁰.

Bref, revoilà l'accumulation poussive et les profits dopés par le couple infernal financiarisation/déflation salariale ? Ou alors, ce qui un temps a pu faire système (Cf. « Le taux d'accumulation n'est pas faible malgré un taux de profit élevé, mais le taux de profit est élevé par ce que le taux d'accumulation est faible. » *Too much monkey business* in TC n° 22) n'entonne-t-il pas au contraire son chant du cygne, ce que viendrait vérifier sous peu un nouveau round de crise ?

Peu importe les pronostics, une chose est sûr et la presse libérale anglo-saxonne ne se prive pas de le claironner : « *Il y a eu une bataille entre le capital et le travail, et basiquement le capital a gagné* » (« *Capital gobbles labour's share, but victory is empty.* » in *Financial times* du 14/10/2013). Certes, la défaite est plus ancienne et n'a pas eu lieu à ce niveau là, mais en s'approfondissant encore un peu plus dans une crise dont, au fond, elle est à l'origine, elle vient rappeler aux capitalistes eux-mêmes que, pour faire court, la dynamique du capital c'est le prolétariat.

Surplace, surchauffe... (2)

« *Qu'en faire ?* » (suite)

Alors qu'il y a un peu plus d'un an l'inquiétude portait sur un regain d'inflation provoqué par les hausses de TVA dans les pays du sud, désormais le nouveau péril à la mode dans la zone euro c'est la déflation. Qu'un cycle « à la japonaise », avec une baisse continue et auto-entretenu des prix et des salaires, s'engage ou pas, la baisse de l'inflation en alourdissant d'ores et déjà le poids des dettes souveraines⁶¹, accentue effectivement la pression à la dévaluation interne qui en retour intensifie la concurrence dans la baisse des coûts à l'échelle continentale, bref entretient une spirale de déflation salariale, accompagnée d'une paupérisation plus ou moins brutale. Certes, ce qui a été un moment appelé « l'index de la misère » en Espagne, c'est à dire la croissance concomitante du chômage et de l'inflation venant démentir

⁶⁰- « For only the third time since the late 1800's-and the other two were just after the world wars- the UK's private sector productivity has fallen over five years.(...) In the second quarter of this year, output per worker and output per hour were almost 5% below their pre-crisis peaks. Output per worker was also 17% below its 87/07 trend, while output per hour was 19% below it.» Martin Wolf *Why the Bank of England must gamble on growth* (FT 27/10)

-“ Another reason why margins have been high in recent years is that business investment has fallen. As companies have put off replacing old equipment, software and so on, the depreciation charges they take against such assets in their profit and loss accounts have fallen.” *Margin for error* op.cit.

-“In the 70's, American companies invested 15 times as much cash as they distributed to shareholders, in recent years the ratio has dropped back to below two.(...)American profits are overstated, particularly at the moment. Indeed American companies have been paying out in cash more than 100% of their domestic profits to shareholders.” *The profits prophet* op.cit.

⁶¹ « Prenez l'Espagne. Certes le taux nominal de ses obligations souveraines à 10 ans est passé de 6,5% au plus fort de la crise à 4,1% aujourd'hui. Mais dans le même temps, l'inflation est passée de plus de 3,5% à 0. Cela signifie que le taux réel payé par le pays pour placer ses obligations (...) est passé de 3% à 4,1%. » Patrick Artus

le vieux théorème de leur rapport inverse (symbolisé par la courbe de Philips), n'a été qu'un phénomène passager mais il est peu probable qu'on en revienne de sitôt aux anciens équilibres puisque le déterminant principal de l'inflation, la combativité ouvrière, ne joue plus pour l'instant, ce qui semble même permettre d'absorber le choc (cette fois) inflationniste larvé venu d'Asie. C'est ce qu'illustre notamment les propos de Mariano Cerezo, secrétaire général de la branche métallurgie de l'UGT : « Il n'y a pas de droits des travailleurs sans travail. Nous n'avons pas peur de faire des sacrifices si nous pouvons maintenir les emplois et obtenir la promesse de nouvelles embauches dans le futur. »⁶² De telles professions de foi peuvent mener loin, surtout dans une restructuration sans fin !

Comme pour la part salariale, on pourrait penser que tout va donc pour le mieux dans le meilleur des mondes de l'exploitation, la déflation rampante venant couronner des décennies de restructuration par l'ancrage nominal de la politique monétaire sur la maîtrise des prix qui a approfondi les effets de la désindexation des salaires⁶³. Mais il ne faut pas oublier non plus que ce qu'on croyait avoir chassé par la porte, revenait par la fenêtre, la maîtrise des prix à la consommation masquant l'inflation des actifs, qu'ils soient immobiliers ou boursiers, source des bulles successives des années 90 et 2000. Bref, il n'y aura pas de sortie de cette crise de reproduction par les mêmes vieilles recettes, en espérant surtout que d'ici là Cerezo and co se soient fait botter le cul...

Surplace, surchauffe... (3)

« *Qu'en faire ?* » (*in fine*)

Tout comme les luttes de classe des années 70 avaient en quelque sorte poussée « à bout » la logique fordiste, dans un sens inverse c'est à une sorte d'acmé de la trajectoire des rapports de distribution⁶⁴ telle qu'entamée dans les débuts de la restructuration que l'on assiste. Ainsi, pour l'anecdote, on constate aux Etats-Unis que les 1 voire 0,01% de plus riches, seuls à être sortis indemnes de la crise, sont les principaux bénéficiaires des programmes d'assouplissement monétaire, prospèrent

⁶² cité dans *Car industry creates model for solution to Spain's crisis* in *Financial Times* 04/11/13

⁶³ « Dès que les salaires commencent à se rétablir, les banquiers centraux, obsédés par l'inflation, agitent le spectre de la hausse des prix. Ils relèvent les taux d'intérêt et resserrent le crédit pour maintenir le chômage à un niveau inutilement élevé. Trop souvent, ils ont réussi à étouffer ainsi des tendances à la hausse des salaires – et le résultat est net : la productivité a progressé six fois plus vite que les salaires. (...) Le salaire minimum n'a pas tenu le rythme de l'inflation, si bien qu'aux Etats-Unis le salaire minimum fédéral réel en 2011 est inférieur de 15% à ce qu'il était il y a trente ans en 1980. » Joseph Stiglitz *Le prix de l'inégalité*

⁶⁴ Dès qu'on parle de rapports de distribution, il est bon de rappeler la leçon de Marx : « telle production détermine telle consommation, telle distribution, tel échange déterminés ; c'est elle qui détermine les *rapports réciproques déterminés de tous ces différents facteurs*. » Mais, il ne faut pas non plus oublier la suite : « Certes, *dans sa forme particularisée*, la production est à son tour déterminée par les autres facteurs. (...) Il y a action réciproque entre les divers facteurs : c'est le cas de tout ensemble organique. » (*Introduction générale à la critique de l'économie politique*) Si donc « La production se transforme en même temps que la distribution » (*ibid.*), il y a bien actuellement une forme de blocage ou du moins de transition un peu partout, ce que pourrait illustrer, par un raccourci paresseux, le vaste éventail de révoltes *politiques* en cours à l'est (Bulgarie, Roumanie) comme à l'ouest (Cf. la protestation dite « des fourches » actuellement en Italie) voire même les luttes d'hégémonie sous forme de mouvements de masse (Chemises jaunes Thaïlandaises ou « orangistes » ukrainiens).

sur la paupérisation et assurent leurs arrières en possédant une part toujours plus importante des emprunts d'Etat⁶⁵. L'oligarchisation tend donc à concrétiser en chair et en bourse la fameuse « déconnexion (patrimoniale) d'avec l'économie réelle » et rend en tout cas obsolète tout un pan des « politiques économiques ». Quand dans le même temps, les revenus de la grande majorité reviennent à ses niveaux des années 80 tandis qu'on nous répète à l'envie que l'économie américaine dépend à 70% de la consommation, « le creusement des inégalités » comme on dit, semble devenir cette fois (cf. les lamentations régulationnistes) effectivement *contre-productif*. D'où les velléités d'un Obama d'augmenter le salaire minimum fédéral ou celles du gouvernement japonais de forcer les grands groupes de l'archipel à augmenter enfin leurs travailleurs... Mais, on voit mal pourquoi, sous un vague prétexte d'« équilibre général », les patronats renonceraient à leur avantage pour le moins dissymétrique dans le rapport de force. Revoilà donc d'une certaine manière une vieille contradiction qu'on aurait pu penser oubliée : « Contradiction dans le mode de production capitaliste : les travailleurs en tant qu'acheteurs de marchandises sont importants pour le marché. Les affrontant comme vendeurs de leur marchandise- la force de travail- la société capitaliste a tendance à la payer au prix minimum. » (Marx *Capital* Livre II) Si cette contradiction, selon nous plus subtile qu'un simple « sous-consommationisme », fut « surmontée » (d'aucun diront qu'elle n'a jamais cessé de jouer, comme la paupérisation ou la baisse tendancielle du taux de profit) grâce à une défaite prolétarienne de grande ampleur qui permit le plein déploiement de la subordination réelle et donc du couple production / consommation de masse, sa réapparition relative indique que si la défaite s'éternise, elle n'a pas non plus produit le dépassement attendu. Bien évidemment le capital n'a pas vocation à l'équité et le fordisme n'est pas non plus son horizon indépassable mais dans ce rapport social, « Chacun se reproduit lui-même en reproduisant son autre, sa négation (...) » (*Grundrisse* II)...

⁶⁵ -« *The median Wealthy investor had just as much in cash in mid-2009 as in mid-2007. There was no great move to take evasive action before the disaster unfolded. There is an exception to these rules however. The richest of the rich steadily expanded their advantage over other wealthy people as the decade continued. While others froze or lost their heads in the crisis, the top decile (...) responded with steely resolve. They started liquidating their portfolios and slugging money into cash as early as the summer 2007.*” John Authers *Rich make same investment mistakes as the rest* in Financial Times 21/11 (Un même genre de malthusianisme du fric s'applique d'ailleurs aussi dans la réforme de l'off-shore comme l'illustre cette phrase d'un avocat suisse : « Le vrai riche, qui l'est assez pour s'organiser et créer une usine à gaz qui à l'air légale, va rester client, à condition que ce ne soit pas une personnalité publique. Mais le dentiste belge à 3 millions en situation irrégulière fiscalement, c'est fini ! »)

-“*Back in the 70's for example, the richest 1 per cent of Americans 'only' held 17% of all the federal bonds that were in private sector hands.(...)But since the 1980's, the proportion of debts owned by the top 1% started to rise sharply, hitting 30% in 2000 and 42% in 2013.The last time it was that high was in 1922, when the ratio was 45%. (...) “Public debt has come to reinforce and augment the power of those at the very top of the social hierarchy. Marx's notion of a powerful 'aristocracy of finance' at the heart of the public debt is...a very real feature of the contemporary US political economy.*” (Sandy Brian Hager *Public debt, ownership and Power*) “ Gillian Tett in FT 10/11 [Au fait, toutes nos excuses à M. et aux autres camarades non anglophones, mais si reproduire ces citations nous paraît nécessaire, les traduire serait trop demander...]

Surplace, surchauffe... (4)

Un bref panorama du « cours des choses », (écrit juste avant la réduction comestique « du quantitative easing « de la réserve fédérale...)

Planche savonneuse (à billets)

« Le niveau des liquidités mondiales est passé de 4 000 milliards de dollars en 2003 à plus de 16 000 milliards en 2013. » Dit comme ça, cela signifie évidemment plus grand chose, si ce n'est que tout ce que les banques centrales déversent dans ce que certains appellent « la plus grande expérimentation financière que le monde ait jamais vu » reste probablement encalminé dans les cieux boursiers et préparerait donc de nouveau krachs. La création monétaire tout azimut qui a permis d'éviter « le pire », va t-elle, en s'arrêtant ou au contraire en continuant, redonner un coup de fouet à la crise ? La question ne se pose pas de la même manière pour chacune des grandes banques centrales dont l'hétérodoxie est grandement déterminée par des considérations locales : Banque d'Angleterre voulant préserver le statut de la City, Banque du Japon soutenant à bout de bras l'économie dans sa lutte d'hégémonie en Asie du Sud, BCE veillant à maintenir la pression austéritaire...

Mais à tout droit de seigneurage tout honneur, c'est bien entendu l'attitude de la réserve fédérale américaine, prescriptrice depuis le début, qui a été, est et sera décisive. Et comme cela a bien été précisé par la voix du président de sa branche d'Atlanta : « Notre seul mandat est de nous préoccuper de l'intérêt des Etats-Unis ». La précision n'est pas innocente puisque comme on en a eu un aperçu cet été, un des enjeux de la réduction progressive des programmes de rachat massif d'actifs est l'extension de la crise (par un rapatriement des capitaux tout aussi subit que leur déferlement,) à ce qu'on surnomme désormais les BIITS (Brésil, Inde, Indonésie, Turquie, Afrique du sud) ou les « fragile five », modèles devenus les mauvais élèves de la classe capitaliste. La dé-dollarisation de l'économie mondiale, une fois de plus repoussée ouvre donc la voie à un énième aller-retour nord-sud sur fond d'une guerre larvée des monnaies gagnée sans combattre par les Etats-Unis, qui peuvent se permettre une fois de plus de dire : « C'est notre monnaie, c'est votre restructuration ». D'ailleurs il n'y a pas que les pays précédemment cités qui pourraient être concernés, puisque ailleurs en Asie et notamment en Chine une forte hausse de l'endettement, notamment en dollars, fait craindre une redite de 97⁶⁶, alors qu'en parallèle de l'internationalisation progressive du yuan, qui suppose de renoncer en partie à la « répression financière » qui caractérisait le succès du pays, le parti communiste s'engage dans une série d'aménagements à la marge de la production de masse inflexible.

Au-delà des soubresauts boursiers, c'est bien évidemment le cercle « vertueux » de l'internationalisation débutée dans les années 70 qui prend fin, les luttes ouvrières au sud ayant mis à mal le semblant d'équilibre mondial entre travail nécessaire et surtravail, c'est à dire l'imbrication internationale de l'exploitation et l'unité bancaire entre production et circulation de cette période, symbolisée notamment par la financiarisation et la socialisation à crédit, le conteneur et les flux tendus...

⁶⁶ « The Bank for International Settlements estimates that foreign currency loans in China grew 35% in the 12 months this year- more than twice the rate for remmibi loan growth and much of that in US dollars (...) While attention has been focused on how companies in the West have been deleveraging since 2008, analysts are warning that trouble is brewing in Asia where companies are doing the opposite-leveraging up, reversing a trend of efforts to cut debt and repair balance sheets since 1997.» *Asian corporate debt in Financial Times*
04/11/13

« Der Kreis is rund » (*Wildcat*), « la terre est plate », « end of the runaway-shop » ? C'est trop tôt pour le dire, même si au travers de la réorganisation de la finance (notamment autour de la fixation des prix, du marché interbancaire à celui des changes en passant par les matières premières), de la réforme de l'off-shore, des évolutions récentes dans le secteur énergétique, de la précipitation dans la signature de traités bilatéraux et régionaux (Il y a eu 154 accords régionaux d'échange signés depuis 2001 contre seulement 104 dans les quarante ans qui ont précédés), tout comme dans les embrouilles autour de l'élargissement européen à l'est ou les bisbilles d'atolls, d'eaux territoriales ou de frontières himalayennes en Asie du Sud, les balbutiements d'une recomposition des flux et de la géographie de la mondialisation et les embrouilles économiques et proto-impérialistes concomitantes⁶⁷, se multiplient (on y reviendra...). Mais tout cela c'est de la prospective optimiste, car les fameuses liquidités déversées par la Fed et consort ne sont pas qu'allé se nicher chez les émergents puisqu'elles gonflent des bulles, quant à elles bien locales. Par une action réciproque on ne peut plus moderne entre cause et conséquence ou si on préfère remède et maladie, le surplage monétaire alimente surtout au final la surchauffe boursière.

Bulles en vrac

Le but proclamé des « quantitative easing » américains et britanniques, du LTRO (prêts massifs à bas coût aux banques) européen, etc. était donc de relancer le crédit en incitant notamment le secteur bancaire à reprendre des risques. Or, celui-ci est surtout occupé à naviguer entre nouvelles règles internationales (Bâle III), réglementations nationales plus ou moins intéressées (La loi Dodd-Frank et la Volcker Rule), procès et amendes records (Cf. les malheurs récents de Jp Morgan), « stress tests » et incitations à la concentration (l'union bancaire européenne). Et la générosité des banquiers centraux semble aboutir finalement à un résultat inverse. Les banques européennes continuent d'utiliser l'argent de la BCE pour acheter en masse de la dette souveraine, censé servir de garantie suprême ce qui accentue encore plus « l'interdépendance nationale »⁶⁸ et, comme le montre la frénésie des acteurs financiers américains, qui assoiffés de rendement, se jettent sur toutes les « obligations pourries » ou « junk bonds » (c'est à dire de la dette très mal noté) disponibles, l'intermédiation bancaire recule partout au profit du recours direct aux marchés. Ainsi, qu'il s'agisse des prêts « non performants » des banques espagnoles fournis par les structures de « défaisance », de prêts immobiliers et à la consommation américains, ou de la dette émises par des entreprises grecques ou des projets d'infrastructures européens, ce qui se valorise le mieux c'est la dévalorisation que les politiques monétaires reportent. Ce que vient couronner la réapparition de

⁶⁷ Deux illustrations toutes récentes(le 18/12) des nouvelles embrouilles militaro-mercantiliste : l'annonce par la Russie du déploiement de missiles balistiques dans la partie occidentale du pays et le même jour, l'annonce d'un nouveau plan quinquennal militaire japonais, qualifié de « pacifiste proactif » par Shinzo Abe et qui prévoit l'achat de drones et de véhicules amphibies...

⁶⁸ La renationalisation de la dette souveraine espagnole (la part des détenteurs non-résidents est passée de 50% en 2008 à 25% aujourd'hui) parachève le cercle vicieux entre Etat, régions et banques : ainsi, l'Etat vole au secours de banques qui sont elles-mêmes les principales acheteuses et détentrices de sa dette, d'où le vice-versa accéléré entre crise bancaire et souveraine. Les facilités offertes aux banques par la BCE et les prédictions auto-réalisatrices des marchés et agences de notation ont bien sûr largement contribué à cette nouvelle étape de la « crise de la zone euro ». Désormais, « l'interdépendance de tous envers tous » qui, dans la théorie institutionnaliste, se cristallisait dans la monnaie et s'incarnait dans la souveraineté populaire se transforme dans la zone euro, avec sa « monnaie sans souveraineté » (Orléans) et inversement, en « interdépendance nationale », dernier mot d'une distribution plus ou moins particulière des rapports sociaux.

toutes les variantes possible et imaginable de « slice and dice » du risque et autres montages popularisés par la crise. On peut bien évidemment rajouter au tableau les valorisations boursières délirantes de certains acteurs de l'internet, des nouvelles « nouvelles technologies » (Imprimantes 3D mais aussi Biotechnologies), etc., mais n'oublions pas que, de nos jours, rien n'est plus facile que d'étayer un pronostic de krach. Une chose est sûr en tout cas : surliquidité et refinanciarisation sont des signes parmi d'autres que le nouveau (modèle productif/système technique/ mode de reproduction de la force de travail, etc...), si nouveau il y a, n'est pas près de s'extirper de la gangue de l'ancien. Dans et par sa crise, la restructuration continue...

Frictions de blocs et gué-guerre froide : grand jeu est un autre

Le retour en grâce d'une kremlinologie réduite « à l'os » de la psychologie poutinienne indique suffisamment la vacuité de certaines vieilles explications géopolitiques concernant la « crise ukrainienne » comme d'ailleurs pour d'autres conflits plus larvés qui se sont réveillés dernièrement (Tensions sino-nippones au sujet des îles Senkaku/Diaoyu, disputes entre le Pérou, le Chili et la Bolivie sur leurs zones maritimes exclusives et l'accès à la mer du dernier ou encore, plus folkloriquement, les bisbilles ibérico-britanniques autour du statut de Gibraltar, etc, etc.).

Là comme ailleurs, rien ne s'éclaire non plus par un simple coup de baguette marxiste : qu'il s'agisse de gaz ou de régionalisation, aucune dynamique à l'oeuvre ne suit les habituelles lignes droites de la rivalité « inter-impérialiste » et du gazoduc, mais s'inscrit par contre dans le cours de la crise, c'est à dire une imbrication de l'exploitation au niveau mondial devenant mouvante et une « codétermination » des luttes de classes d'autant plus décisive.

Ainsi, l'Ukraine en faillite, que toutes les nouvelles voies d'acheminement du gaz s'échinent à contourner depuis une décennie, ferait un drôle de butin de rodomontades « militaro-mercantilistes » si son intégration à l'un ou l'autre des blocs ne constituait pas un double enjeu de stabilité interne pour le despotisme (au sens hydraulique) pétro-gazier russe et de « déstabilisation internalisée » par et pour la division continentale du travail dans l'Union Européenne⁶⁹. Autrement dit, le « changement structurel permanent » prôné par le ministre allemand des finances Hans Tietmeyer dans les années 90 va-t-il s'arrêter aux frontières de ce qui reste d'une aire post-socialiste, où le blocage de la transition est au contraire la condition sine qua non de la stabilité d'une oligarchie déjà trop bousculée ?

Au bout du compte, la réponse ne réside pas dans l'âme de Vladimir mais bien plutôt dans l'attitude à venir d'ukrainiens, pour qui ce n'est certes pas la « der des there is no alternative », mais qui ne se contenteront peut-être pas non plus, en guise d'agrément au traitement de choc, de beaucoup d'union nationale et d'un semblant de tectonique des castes (cf. le rôle joué actuellement par plusieurs oligarques comme gouverneurs de région)

...

⁶⁹ On pourrait également analyser la fuite en avant dans l'élargissement de l'U.E à l'aune de la théorie du « spatial fix » de David Harvey, c'est à dire « la tendance insatiable du capitalisme à résoudre sa crise interne par l'expansion et la restructuration géographique » (*Globalization and the Spatial fix*), mais il faudrait alors aussi admettre son présupposé central, la suraccumulation comme seule dynamique du capital, bref une variante de cette marxologie sans luttes des classes qui de Postone à Temps Critiques en passant par « bombardons Gaza » Kurz fait florès ces dernières années...